



**Nations Unies**

**Institut des Nations Unies pour la formation  
et la recherche**

# **Rapport financier et états financiers audités**

**pour l'année terminée le 31 décembre 2023**

**et**

# **Rapport du Comité des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale**

**Documents officiels**

**Soixante-dix-neuvième session**

**Supplément n° 5E**





**Institut des Nations Unies pour la formation  
et la recherche**

**Rapport financier et états  
financiers audités**

**pour l'année terminée le 31 décembre 2023**

**et**

**Rapport du Comité  
des commissaires aux comptes**



**Nations Unies • New York, 2024**

*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi. . . . .	4
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes . . . . .	6
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes . . . . .	9
Résumé. . . . .	9
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode . . . . .	12
B. Constatations et recommandations . . . . .	13
1. Suite donnée aux recommandations antérieures. . . . .	13
2. Aperçu de la situation financière. . . . .	14
3. Gestion des ressources humaines . . . . .	17
4. Gestion des projets . . . . .	19
5. Partenaires de réalisation . . . . .	20
C. Informations communiquées par l'administration . . . . .	26
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens . . . . .	26
2. Versements à titre gracieux . . . . .	26
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude . . . . .	26
D. Remerciements . . . . .	26
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022 . .	27
III. Certification des états financiers . . . . .	45
IV. Rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 . . . . .	46
A. Introduction. . . . .	46
B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 . . . . .	48
C. Perspectives. . . . .	56
V. États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 . . . . .	58
I. État de la situation financière au 31 décembre 2023 . . . . .	58
II. État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 . . . . .	59
III. État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. . . . .	60
IV. État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. . . . .	61
V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. . . . .	62
Notes relatives aux états financiers de 2023 . . . . .	63

---

## Lettres d'envoi

### **Lettre datée du 25 mars 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'année terminée le 31 décembre 2023, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Sous-Secrétaire général,  
Directeur général de l'Institut des Nations Unies  
pour la formation et la recherche  
(Signé) Nikhil Seth

---

**Lettre datée du 24 juillet 2024, adressée au Président  
de l'Assemblée générale par le Président du Comité  
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes ainsi que le rapport financier et les états financiers audités de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'année terminée le 31 décembre 2023.

L'Auditeur général de la Cour des comptes  
de la République populaire de Chine,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(*Signé*) **Hou Kai**

## **Chapitre I**

### **Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes**

#### **Opinion des commissaires aux comptes**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2023, l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V), ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA) et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'UNITAR conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (chap. IV), mais ne comprennent pas les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.



## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'UNITAR à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'UNITAR.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

a) nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

b) nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'UNITAR ;

c) nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies par cette dernière ;

d) nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des

événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UNITAR à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'UNITAR à cesser son exploitation ;

e) nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### **Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

À notre avis, les opérations comptables de l'UNITAR qui ont été portées à notre connaissance ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit de l'UNITAR.

L'Auditeur général de la Cour des comptes  
de la République populaire de Chine,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim  
de la République du Chili (Auditrice principale)  
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France  
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

## Chapitre II

### Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

#### *Résumé*

Créé en 1965, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est un organe autonome qui a pour mandat de renforcer l'efficacité du système des Nations Unies grâce à la formation diplomatique et d'accroître l'impact des mesures prises à l'échelon national grâce à la sensibilisation du public, à l'éducation et à la formation des responsables des politiques publiques.

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'UNITAR pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. L'audit intermédiaire a été effectué au siège de l'UNITAR, à Genève, du 12 février au 8 mars 2024, de même que l'audit final des états financiers, qui y a été effectué du 2 avril au 2 mai 2024.

#### **Étendue de l'audit**

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'UNITAR, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a également examiné la gestion de l'UNITAR en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités.

Le Comité a en outre examiné les mesures prises par l'UNITAR pour donner suite aux recommandations formulées antérieurement.

#### **Opinion du Comité des commissaires aux comptes**

Le Comité considère que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes IPSAS.

#### **Conclusion générale**

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de l'UNITAR pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être faits dans les domaines de la gestion des ressources humaines, de la gestion des projets et des partenaires de réalisation.

La performance financière de l'UNITAR au 31 décembre 2023 fait apparaître un déficit de 4,61 millions de dollars, ce qui représente une diminution par rapport à l'année antérieure, durant laquelle un excédent de 2,51 millions de dollars avait été enregistré. Ce déficit est principalement dû à une augmentation importante du montant des charges en 2023, qui étaient supérieures de 8,12 millions de dollars à celles engagées en 2022. Ces résultats ont été influencés en grande partie par les charges au titre des subventions et autres transferts et des frais de fonctionnement divers. En 2023, le total des produits a augmenté de seulement 0,99 million de dollars par rapport à 2022. Les éléments qui ont le plus influencé ce chiffre sont les contributions volontaires des États Membres et autres, ainsi que les produits tirés de la prestation de services.

### **Principales constatations**

Les principales constatations du Comité sont les suivantes :

#### *Recours excessif aux mêmes vacataires*

Le Comité a constaté que plusieurs vacataires fournissaient des services à l'UNITAR depuis 2020 et conclu qu'il avait été largement fait appel à ces vacataires au fil des ans. Une analyse plus approfondie a révélé que 52 % d'entre eux avaient signé au moins quatre contrats de courte durée au cours des 12 derniers mois, certains ayant été engagés jusqu'à 10 fois. De plus, l'étude des mandats des vacataires a révélé qu'ils étaient souvent extrêmement similaires, voire identiques.

#### *Communication de l'information aux donateurs*

Le Comité a examiné le taux de respect des obligations en matière de communication de l'information aux donateurs de l'Institut et a constaté que plusieurs rapports descriptifs avaient été remis avec des retards allant de cinq jours à sept mois et que des rapports financiers avaient également été remis après le délai fixé, avec des retards allant de deux jours à six mois.

#### *Procédure de sélection des partenaires*

Le Comité a identifié plusieurs partenaires de réalisation qui, pour fournir des services à l'Institut, auraient dû passer par une procédure de mise en concurrence. Toutefois, ce processus a été évité au motif que les partenaires concernés avaient été sélectionnés par le donateur. L'examen du Comité n'a révélé aucun élément prouvant explicitement que les donateurs avaient désigné ou sélectionné les partenaires de réalisation ou que les directeurs de programme avaient soumis des justificatifs décrivant le processus de sélection des partenaires de réalisation par les donateurs.

#### *Évaluation de la performance des partenaires de réalisation*

Le Comité a constaté des lacunes dans l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation, notamment le fait que les directeurs de programme ne tenaient pas compte du fait que des produits avaient été soumis en retard ou n'avaient pas encore été soumis, l'absence d'évaluations approfondies de la qualité du travail effectué par les partenaires ou encore la non prise en compte des critères et indicateurs en vigueur lors de l'évaluation globale de la performance des partenaires. Le Comité a également constaté l'absence de délais clairs pour l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation.

## Principales recommandations

Sur la base de ses constatations, le Comité recommande que l'UNITAR :

### *Recours excessif aux mêmes vacataires*

- a) étudie et adopte des mesures pour modifier sa pratique actuelle consistant à réengager des vacataires pour des périodes prolongées, de sorte d'éviter le recours prolongé et inapproprié aux non-fonctionnaires ;
- b) renforce la planification liée à l'engagement des vacataires, afin d'éviter le renouvellement répété et excessif de leurs contrats ;

### *Communication de l'information aux donateurs*

c) évalue la solidité et l'efficacité du dispositif, des mécanismes et des pratiques relatifs à la communication de l'information et qu'il élabore un plan officiel de mesures correctrices afin de réduire le risque que des rapports soient soumis avec du retard ;

d) veille à ce que les rapports soient soumis aux donateurs dans les délais prévus par les accords ;

### *Procédure de sélection des partenaires*

e) recoure à une procédure de mise en concurrence, le cas échéant, et qu'il consigne dûment les informations requises pour la procédure d'attribution directe, en vue de garantir le respect de la procédure de sélection des partenaires de réalisation et des principes directeurs y relatifs ;

### *Évaluation de la performance des partenaires de réalisation*

f) veille à ce que les évaluations obligatoires de la performance des partenaires de réalisation soient effectuées de manière objective et précise et qu'elles soient fondées sur des éléments probants et suffisamment étayés ;

g) respecte les critères et indicateurs fixés pour l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation et qu'il tienne compte des délais et des résultats prévus dans l'accord de subvention ;

h) fixe des délais précis pour l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation et qu'il définisse la marche à suivre lorsque ces derniers ne soumettent pas les produits prévus.

## Suite donnée aux recommandations antérieures

Le Comité a analysé l'état d'application de 27 recommandations qui n'avaient pas encore été appliquées au 31 décembre 2022 et constaté que 14 (52 %) d'entre elles avaient été intégralement mises en œuvre, 9 (33 %) étaient en cours d'application et 4 (15 %) n'avaient pas été appliquées. Le Comité considère que le taux d'application de 52 % atteint au cours du présent cycle d'audit marque une baisse sensible par rapport au taux moyen de 72 % atteint par l'UNITAR au cours des six dernières années. Cette baisse suggère des lacunes potentielles dans les méthodes employées par l'Institut pour donner suite aux recommandations, ou une évolution de ses priorités. Le Comité encourage donc l'UNITAR à mieux gérer les recommandations qui seront formulées à l'issue des prochains audits.

**Chiffres clés**

<b>44,87 millions de dollars</b>	Total des produits en 2023, soit 34,99 millions de dollars de contributions volontaires, 7,19 millions de dollars de produits de la prestation de services et 1,54 million de dollars de produits des placements
<b>75,74 millions de dollars</b>	Total de l'actif en 2023
<b>29,73 millions de dollars</b>	Total du passif en 2023
<b>49,48 millions de dollars</b>	Total des charges en 2023
<b>4,61 millions de dollars</b>	Déficit enregistré en 2023
<b>46,01 millions de dollars</b>	Excédents cumulés au 31 décembre 2023
<b>99</b>	Membres du personnel

**A. Mandat, étendue de l'audit et méthode**

1. Créé en 1965, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est une entité autonome, qui a pour objectif d'accroître l'efficacité du système des Nations Unies grâce à des activités de formation et de recherche. Il est régi par un conseil d'administration et dirigé par un directeur général ou une directrice générale. Il ne reçoit aucune contribution du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et est financé par des contributions volontaires que lui versent des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des fondations et diverses sources non gouvernementales.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'UNITAR pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en application de la résolution 74 (I) adoptée par l'Assemblée générale en 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives.

3. Le contrôle avait pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'UNITAR au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU.

4. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugé nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

5. Le Comité a également examiné la gestion de l'UNITAR, en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel

le Comité doit formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités de l'UNITAR.

6. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'UNITAR, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

## B. Constatations et recommandations

### 1. Suite donnée aux recommandations antérieures

7. Le Comité s'est enquis de la suite donnée aux recommandations formulées antérieurement, jusqu'à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'UNITAR a donné suite à 14 (52 %) des 27 recommandations en suspens, 9 (33 %) étaient en cours d'application et 4 (15 %) n'avaient pas été appliquées (voir tableau II.1). On trouvera des informations détaillées sur la suite donnée à toutes les recommandations en suspens à l'annexe du chapitre II.

Tableau II.1

#### État d'application de recommandations, par rapport

<i>Rapport et année sur laquelle porte l'audit</i>	<i>Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2022</i>	<i>Recommandations appliquées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Recommandations non appliquées</i>	<i>Recommandations devenues caduques</i>	<i>Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2023</i>
<a href="#">A/77/5/Add.5</a> , chap. II (2021)	2	—	2	—	—	2
<a href="#">A/76/5/Add.5</a> , chap. II (2022)	25	14	7	4	—	11
<b>Nombre total de recommandations</b>	<b>27</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>13</b>
<b>En pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>52</b>	<b>33</b>	<b>15</b>	<b>—</b>	

8. Le taux d'application de 52 % en 2023 est en baisse de 17 % par rapport au taux de 69 % enregistré en 2022. Étant donné le ralentissement de l'application des recommandations, le Comité compte que l'Institut accélérera ses efforts en la matière, en particulier en ce qui concerne les recommandations datant de 2021, qui sont en souffrance depuis plus de deux ans. Ces dernières concernent l'amélioration du taux d'achèvement des formations obligatoires et la mise en place d'un mécanisme de suivi et de contrôle du taux d'achèvement de ces formations.

#### *Recommandations formulées au cours des six derniers exercices*

9. À la suite des audits réalisés entre 2018 et 2023, le Comité a formulé 80 recommandations et mené 87 évaluations portant sur les recommandations qu'il avait faites au cours des exercices antérieurs. On trouvera dans le tableau II.2 une ventilation des recommandations formulées au cours des différents exercices.

Tableau II.2

**Taux d'application des recommandations (2018-2023), par rapport**

<i>Rapport et année sur laquelle porte l'audit</i>	<i>Nombre de recommandations formulées</i>	<i>Nombre de recommandations en suspens à la fin de l'exercice</i>	<i>Recommandations appliquées à la fin de l'exercice</i>	
			<i>(nombre)</i>	<i>(en pourcentage)</i>
<a href="#">A/73/5/Add.5</a> , chap. II (2018)	7	10	8	80
<a href="#">A/75/5/Add.5</a> , chap. II (2019)	15	9	7	78
<a href="#">A/76/5/Add.5</a> , chap. II (2020)	8	17	14	82
<a href="#">A/77/5/Add.5</a> , chap. II (2021)	11	11	8	73
<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II (2022)	25	13	9	69
<a href="#">A/79/5/Add.5</a> , chap. II (2023)	14	27	14	52
<b>Total/pourcentage moyen</b>	<b>80</b>	<b>87</b>	<b>60</b>	<b>72</b>

10. La plupart des 80 recommandations formulées à l'issue des six derniers exercices concernaient la gestion des programmes, des projets et des ressources humaines. D'autres portaient notamment sur la gestion des finances et du budget et sur la gestion des consultants et des vacataires.

11. En ce qui concerne les 87 recommandations en suspens évaluées ces six dernières années, le taux d'application s'est maintenu à environ 70 %, sauf lors du plus récent cycle d'audit, où le taux est tombé à 52 %.

## 2. Aperçu de la situation financière

### *Performance financière*

12. Le montant total des produits en 2023 s'est élevé à 44,87 millions de dollars, soit une augmentation de 0,99 million de dollars (2,26 %) par rapport au chiffre de 43,87 millions de dollars enregistré pour 2022. Cette somme se répartit comme suit : 34,99 millions de dollars (77,99 %) de contributions volontaires ; 7,19 millions de dollars (16,03 %) de produits de la prestation de services ; 1,54 million de dollars (3,44 %) de produits des placements ; 1,14 million de dollars (2,54 %) de produits divers.

13. Le montant des contributions volontaires provenant d'États Membres est passé de 18,37 millions de dollars en 2022 à 26,46 millions de dollars en 2023 en raison de l'augmentation des sommes versées au titre d'accords, en particulier du fait de l'augmentation significative du montant de la contribution du Gouvernement allemand. Les autres contributions volontaires ont quant à elles diminué, passant de 15,88 millions de dollars en 2022 à 8,53 millions en 2023.

14. Le montant des produits de la prestation de services a diminué de 1,88 million de dollars (20,70 %) pour atteindre 7,19 millions de dollars en 2023, contre 9,07 millions de dollars en 2022. Cette baisse est principalement due à la diminution du nombre d'accords de financement des services fournis à des organismes des Nations Unies par le Centre satellitaire des Nations Unies.

15. En 2023, le montant des produits des placements s'est élevé à 1,54 million de dollars, soit une hausse de 0,98 million de dollars par rapport aux 0,56 million de dollars déclarés en 2022. Cette augmentation est due à la situation de trésorerie de l'Institut et à l'accroissement du rendement annuel moyen, qui est passé de 1,20 % en 2022 à 3,08 % en 2023, du fait de l'amélioration de la rentabilité annuelle moyenne en 2023 en raison de l'augmentation significative des taux d'intérêt.



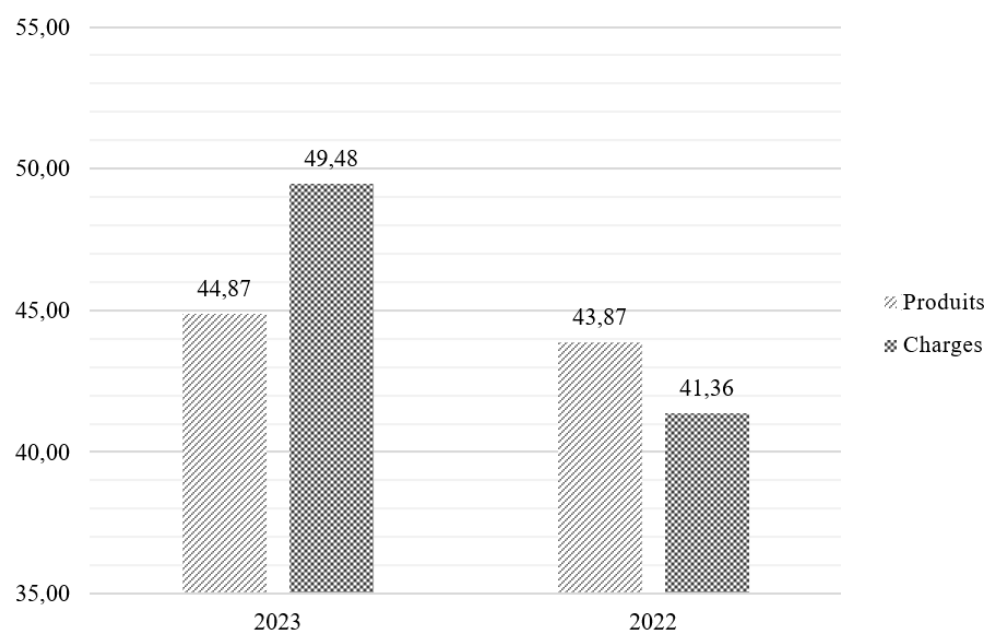
16. Les produits divers enregistrés en 2023, d'un montant de 1,14 million de dollars, provenaient des gains nets réalisés sur les opérations de change.

17. Le montant total des charges a augmenté de 8,11 millions de dollars (19,62 %), passant de 41,36 millions de dollars en 2022 à 49,48 millions de dollars en 2023. Cette hausse est principalement due à une augmentation des subventions et autres transferts destinés aux partenaires de réalisation, pour un montant total de 10,42 millions de dollars en 2023 (contre 7,97 millions en 2022), à une augmentation des traitements, pour un montant total de 15,22 millions de dollars en 2023 (contre 14,09 millions en 2022), en raison d'une révision des barèmes appliqués et de l'indemnité de poste, et, enfin, à une augmentation des frais de fonctionnement divers, dont le montant a atteint 6,24 millions de dollars en 2023 (contre 4,63 millions en 2022). L'augmentation du montant des charges liées aux subventions et autres transferts est principalement due à l'exécution des programmes, tandis que les charges fixes ont augmenté du fait de l'augmentation du montant du loyer de divers bureaux occupés par le personnel de l'UNITAR.

18. L'UNITAR a enregistré un déficit de 4,61 millions de dollars en 2023, contre un excédent de 2,51 millions de dollars en 2022. Ce déficit s'explique par l'augmentation du montant de divers types de charges, notamment celles liées aux traitements du personnel, à la rémunération des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, aux programmes et aux frais de fonctionnement. On trouvera dans la figure ci-dessous une comparaison des produits et des charges pour 2023 et 2022.

### Produits et charges

(En millions de dollars des États-Unis)



Source : États financiers de l'UNITAR pour 2023 et 2022.

### Situation financière

19. En 2023, la valeur totale de l'actif de l'UNITAR s'est établie à 75,74 millions de dollars, soit une légère baisse de 1,53 % par rapport aux 76,92 millions de dollars comptabilisés en 2022. Ce changement s'explique par la stratégie d'investissement adoptée par l'Institut, qui a fait diminuer le montant de la trésorerie et des équivalents

de trésorerie détenus sur des comptes bancaires ainsi que son portefeuille de placements courants sur le marché monétaire.

20. La valeur totale du passif pour 2023 s'est quant à elle établie à 29,73 millions de dollars, soit une augmentation de 35,36 % par rapport aux 21,97 millions de dollars comptabilisés en 2022. Cette augmentation est principalement due à une perte actuarielle de 4,37 millions de dollars (contre un gain de 5,51 millions de dollars en 2022) résultant d'une baisse des taux d'actualisation et, par conséquent, de l'augmentation des passifs liés aux avantages du personnel, principale composante du passif de l'Institut pour 2023.

21. L'actif net total de l'Institut a atteint 46,01 millions de dollars en 2023, soit une diminution de 16,28 % par rapport aux 54,95 millions de dollars comptabilisés en 2022, laquelle s'explique principalement par le déficit enregistré pour l'exercice (4,61 millions de dollars) et par la perte actuarielle sur les engagements au titre des avantages du personnel (4,37 millions de dollars).

### *Analyse des ratios*

22. Le Comité a examiné la situation financière de l'UNITAR, s'aidant pour ce faire des ratios de structure financière présentés dans le tableau II.3. Ces ratios confirment que l'actif suffit à couvrir le passif à court terme et à long terme.

Tableau II.3  
**Analyse des ratios**

<i>Ratio</i>	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
<b>Total de l'actif/total du passif<sup>a</sup></b>			
Total de l'actif/total du passif	2,55	3,50	2,75
<b>Ratio de liquidité générale<sup>b</sup></b>			
Actif courant/passif courant	6,73	10,20	8,54
<b>Ratio de liquidité relative<sup>c</sup></b>			
(Disponibilités + placements à court terme + créances)/passifs courants	5,70	8,90	7,83
<b>Ratio de liquidité immédiate<sup>d</sup></b>			
(Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants	3,15	5,81	4,37

Source : États financiers de l'UNITAR.

<sup>a</sup> Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

<sup>b</sup> Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

<sup>c</sup> Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

<sup>d</sup> Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

23. Malgré la diminution constatée, les principaux indicateurs financiers pour l'UNITAR restent satisfaisants, comme l'indique le niveau élevé du ratio actif courant/passif courant et du ratio total de l'actif/total du passif. Les ratios de liquidité relative et de liquidité immédiate ont diminué par rapport à 2022, principalement en raison de la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, qui sont passés de 9,52 millions de dollars en 2022 à 4,81 millions de dollars en 2023. Cette

diminution est due à la stratégie d'investissement adoptée, dans le cadre de laquelle les placements sur le marché monétaire et le solde des comptes bancaires ont été principalement réduits. Les ratios de l'UNITAR demeurent élevés, ce qui indique un haut niveau de liquidité et témoigne de la capacité de l'Institut à régler ses passifs courants.

### 3. Gestion des ressources humaines

#### *Autorisation des congés annuels*

24. La disposition 5.3 c) du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies dispose que les fonctionnaires peuvent prendre des congés annuels par journées ou par demi-journées et que tout congé doit être autorisé. De plus, d'après la disposition 5.3 e), lorsqu'un fonctionnaire est absent sans autorisation, le traitement et les indemnités afférents à la période d'absence non autorisée ne lui sont pas versés.

25. Depuis janvier 2023, les demandes de congé annuel sont traitées par l'intermédiaire du nouveau progiciel de gestion intégré Quantum. Les membres du personnel adressent leur demande de congé annuel à leur supérieur hiérarchique direct, qui examine la demande et l'approuve s'il la juge appropriée.

26. Le Comité a examiné les 529 demandes de congé annuel faites dans Quantum par les membres du personnel de l'UNITAR en 2023 et a constaté les problèmes suivants :

- a) au total, 100 demandes de congé annuel (19 %) n'avaient pas été approuvées par le supérieur hiérarchique direct à la date de l'examen par le Comité ;
- b) 87 demandes (16 %) avaient été approuvées après la date de début du congé ;
- c) 61 demandes (12 %) avaient été créées dans Quantum après la date de début du congé.

27. Lorsque le Comité a consulté le groupe des ressources humaines au sujet des 248 (47 %) cas problématiques susmentionnés, il a appris que le groupe n'avait pas accès au rapport sur les congés annuels dans Quantum et ne pouvait donc pas appliquer les mesures de suivi et de contrôle voulues. Il convient de noter également qu'à la date de l'examen, les rapports sur les congés annuels devaient être demandés au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

28. Ainsi, le Comité considère que la procédure d'approbation des congés annuels de l'UNITAR n'est pas conforme aux dispositions du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui disposent clairement que les congés annuels ne peuvent être pris qu'une fois approuvés.

29. Le Comité rappelle qu'il incombe à l'Institut de veiller à ce que les demandes liées aux prestations de son personnel soient dûment approuvées et que les données y relatives soient consignées dans le système prévu à cette fin.

30. Le Comité estime que le suivi des congés annuels du personnel est essentiel à la bonne gestion des absences autorisées, étant donné les conséquences qui peuvent en découler, en particulier s'agissant des potentielles retenues sur les salaires.

**31. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que les demandes de congés annuels soient saisies, soumises, approuvées et consignées dans Quantum dans les délais voulus.**

**32. Le Comité recommande que l'UNITAR demande aux responsables de Quantum au PNUD de lui donner accès à l'ensemble des fonctionnalités et**

**rapports dont il a besoin pour assurer efficacement le suivi et le contrôle des procédures relatives aux congés annuels.**

33. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

*Recours excessif aux mêmes vacataires*

34. D'après la circulaire administrative AC/UNITAR/2023/06 sur les consultants et vacataires publiée en février 2023, un vacataire est un particulier que l'Institut engage de façon intermittente, à titre temporaire, pour effectuer une tâche ou réaliser un ouvrage nécessitant des compétences ou des connaissances spécialisées contre le paiement d'une somme forfaitaire.

35. La circulaire dispose également que l'autorité d'engager des vacataires est déléguée aux responsables des entités chargées des programmes et aux responsables des bureaux extérieurs desdites entités (responsables des postes à pourvoir), qui ont la charge de s'assurer que le cahier des charges décrit des produits à livrer et des fonctions à exécuter qui sont précis, mesurables, réalistes, axés sur les résultats et assortis de délais.

36. La durée du contrat dépend directement du cahier des charges figurant dans le contrat du vacataire. La mission du vacataire ne peut dépasser une durée de 11 mois par période de 12 mois consécutifs, indépendamment du nombre cumulé de mois de travail effectif.

37. Le Comité a constaté que parmi les 201 vacataires travaillant pour l'UNITAR dont le contrat était en vigueur en février 2024, 54 fournissaient des services à l'Institut dans le cadre de contrats consécutifs depuis 2020.

38. Bien que la règle des 11 mois ait été respectée, le Comité a observé que l'Institut avait beaucoup fait appel à ces vacataires au fil des années. Cela a incité le Comité à analyser plus en détail les 54 cas recensés. Parmi ces 54 vacataires, 28 (52 %) s'étaient vu accorder au moins 4 contrats à court terme durant les 12 derniers mois ; certains avaient conclu entre 7 et 10 accords.

39. Par ailleurs, le Comité a étudié les produits et services définis dans les cahiers des charges pour ces 54 cas et a constaté qu'ils étaient souvent extrêmement similaires, voire identiques.

40. Le Comité est d'avis qu'engager des vacataires dans le cadre de contrats consécutifs sur une longue période ne correspond pas à l'usage prévu pour ce type de contrat, à savoir d'engager quelqu'un pour une courte durée afin d'effectuer une tâche particulière. Cette pratique semble indiquer que les vacataires concernés remplissent des fonctions habituelles et sont donc des membres essentiels du personnel de l'UNITAR. Le recours excessif et prolongé à des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire peut compromettre les opérations ordinaires de l'Institut, car des fonctions habituelles, ainsi que le savoir-faire et l'expérience qui en découlent, sont confiées à des personnes employées de façon temporaire qui ne sont pas des membres du personnel à part entière.

41. Par ailleurs, le Comité estime que le nombre et la fréquence de missions annuelles confiées aux vacataires pour prolonger leurs contrats est le signe de lacunes dans la planification, en particulier en ce qui concerne les délais nécessaires pour fournir les produits et prestations attendus, qui font augmenter les coûts, notamment ceux liés au traitement des demandes de visa et de permis de travail exigés par les autorités locales, et forcent le personnel de l'UNITAR à faire des efforts supplémentaires dans l'unique but de traiter les multiples contrats.

42. Le Comité recommande que l'UNITAR étudie et adopte des mesures pour modifier sa pratique actuelle consistant à réengager des vacataires pour des périodes prolongées, de sorte d'éviter le recours prolongé et inapproprié aux non-fonctionnaires.

43. Le Comité recommande que l'UNITAR renforce la planification liée à l'engagement des vacataires, afin d'éviter le renouvellement répété et excessif de leurs contrats.

44. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

#### 4. Gestion des projets

##### *Communication de l'information aux donateurs*

45. Au paragraphe 25 de la circulaire administrative AC/UNITAR/2021/06 de l'UNITAR sur la gestion axée sur les résultats, publiée en novembre 2021, la communication des données est définie comme l'enregistrement des résultats des activités de suivi menées à différents niveaux, à des fins tant internes qu'externes et au bénéfice de destinataires internes ou externes, tels que les donateurs. Ce même paragraphe dispose que l'Institut présente ces informations sous divers formats, dont des rapports descriptifs sur les projets.

46. L'alinéa c) du paragraphe 25 dispose que les membres du personnel qui appartiennent à des services ou des partenariats hébergés en charge de l'exécution des projets doivent veiller à ce que les rapports descriptifs (notamment les rapports d'étape et rapports finaux) soient soumis en temps voulu et qu'ils soient établis conformément aux dispositions de l'accord ou du descriptif de projet.

47. Par ailleurs, à l'alinéa d) du paragraphe 30 de la circulaire, il est indiqué qu'il incombe aux responsables du projet de nommer des points focaux dans la division ou le service réalisant le projet, qui assurent la coordination et veillent à ce que l'information soit communiquée en temps voulu.

48. Dans les principes directeurs relatifs aux accords concernant l'acceptation de contributions à des fins spéciales, publiés en novembre 2021, au paragraphe 20, il est indiqué que les directeurs de programme sont tenus de veiller à ce que toutes les informations (données financières et rapports descriptifs) soient communiquées aux donateurs selon les modalités décrites dans les accords.

49. Dans son rapport de 2023 sur les risques<sup>1</sup>, l'UNITAR a qualifié la soumission tardive des rapports financiers de risque de non-conformité, qui avait été identifié en 2019 et défini comme la non-présentation d'un rapport financier aux donateurs par l'UNITAR, en violation de ses obligations légales.

50. Le Comité a étudié les informations sur un échantillon de 25 projets en cours fournies par l'UNITAR en 2023, dont 18 avaient soumis et téléchargé des rapports au moyen de l'outil de suivi des projets<sup>2</sup>, et a comparé la date à laquelle ces rapports avaient été soumis aux dates de soumission prévues dans les accords conclus avec les donateurs. Au total, ces 18 projets avaient soumis 35 rapports descriptifs et 20 rapports financiers. Le Comité a constaté les problèmes suivants :

<sup>1</sup> Le présent rapport contient un point sur les éléments figurant dans l'inventaire des risques mené par l'UNITAR.

<sup>2</sup> Le système n'indique pas la date à laquelle les rapports ont été transmis aux donateurs. Le Comité a donc vérifié la date de la dernière signature figurant dans le rapport ou la date de publication du rapport et les a comparées à la date à laquelle le rapport devait être livré, d'après l'accord.

a) Au total, 19 rapports descriptifs (58 %) ont été soumis avec un retard allant de 5 jours à 7 mois, la durée médiane du retard étant de 31 jours ;

b) Au total, 15 rapports financiers (75 %) ont été soumis avec un retard allant de 2 jours à 6 mois, la durée médiane du retard étant de 23 jours.

51. Le Comité a constaté que l'Institut avait mis en place des mesures telles que l'envoi de multiples notifications automatiques dans l'outil de suivi des projets chaque fois qu'un délai arrive à échéance, ainsi que l'envoi, par le groupe de supervision des partenariats et des subventions, de communications concernant les rapports manquants aux entités chargées des programmes, au dernier trimestre de chaque année. Toutefois, il a été confirmé que ces rapports continuaient d'être soumis en retard aux donateurs.

52. Compte tenu de la situation observée, le Comité considère que l'UNITAR ne respecte pas les dispositions de la politique de gestion axée sur les résultats relatives à la présentation de rapports aux donateurs. À cet égard, il convient de souligner qu'à partir du moment où un accord est conclu avec un donateur, toutes les dispositions établies dans le document deviennent obligatoires et constituent une obligation pour l'UNITAR. Par conséquent, il est crucial pour l'UNITAR de respecter les engagements pris afin d'éviter un risque d'atteinte à sa réputation ou un risque juridique.

53. Par ailleurs, le Comité est préoccupé par la question de la négociation et de la formulation des accords, étant donné que la personne négociant au nom de l'UNITAR pourrait ne pas avoir ou ne pas fournir une image fidèle des capacités dont dispose l'Institut pour satisfaire aux exigences en matière de communication de l'information convenues avec le donateur.

**54. Le Comité recommande que l'UNITAR évalue la solidité et l'efficacité du dispositif, des mécanismes et des pratiques relatifs à la communication de l'information, et qu'il élabore un plan officiel de mesures correctrices afin de réduire le risque que des rapports soient soumis avec du retard.**

**55. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que les rapports soient soumis aux donateurs dans les délais prévus par les accords.**

56. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

## **5. Partenaires de réalisation**

### *Procédure de sélection des partenaires*

57. Au paragraphe 9 de la circulaire administrative de l'UNITAR sur les principes directeurs relatifs aux accords conclus avec les partenaires de réalisation, il est établi, en ce qui concerne la procédure de sélection de ces partenaires, que des subventions peuvent leur être attribuées soit par attribution directe soit dans le cadre d'une mise en concurrence.

58. De plus, le paragraphe 10 de la circulaire fixe les circonstances dans lesquelles des subventions peuvent être accordées directement (sans appel à propositions) aux partenaires de réalisation qui remplissent les critères d'éligibilité et le paragraphe 11 renvoie au formulaire à remplir pour proposer la sélection directe d'un partenaire.

59. Le paragraphe 12 du même document dispose que la mise en concurrence des partenaires potentiels est requise pour toutes les subventions qui ne relèvent pas de la procédure d'attribution directe et le paragraphe 13 indique la procédure à suivre pour la mise en concurrence.

60. Le Comité a examiné tous les projets relatifs aux partenaires de réalisation (octroi de subventions) réalisés en 2023 et a observé que, sur 49 projets, aucun partenaire n'avait été sélectionné dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Le Comité a mené une analyse de tous les projets et conclu que six d'entre eux ne répondaient pas aux critères de la procédure d'attribution directe.

61. Par ailleurs, le Comité a noté que dans ces six cas, les subventions avaient été accordées à des partenaires uniquement sur la base de l'alinéa d) du paragraphe 10 de la circulaire administrative, qui dispose qu'un partenaire de réalisation peut être sélectionné directement s'il est désigné dans un descriptif de projet (ou un autre document pertinent relatif à l'accord avec le donateur) faisant partie intégrante de l'accord principal avec le donateur, dans le cadre duquel les partenaires de réalisation sont sélectionnés par le donateur à la suite d'une procédure de sélection ou appel d'offres et, le cas échéant, après avoir reçu une note de risque faible à l'issue d'une procédure de diligence raisonnable. Les directeurs de programme veillent à ce que les partenaires de réalisation désignés par le donateur ou dans le descriptif de projet ne représentent pas un risque de perte de réputation pour l'UNITAR.

62. Toutefois, l'analyse de ces documents menée par le Comité n'a révélé aucun élément montrant explicitement que les donateurs avaient désigné ou sélectionné les partenaires de réalisation, que les directeurs de programme avaient soumis la preuve que les donateurs avaient mené une procédure de mise en concurrence, ou que la sélection des partenaires avait été confirmée par écrit suite à une procédure interne relative aux donateurs.

63. Étant donné que l'UNITAR dépend fortement des partenaires de réalisation pour s'acquitter de son mandat, le Comité considère qu'il est primordial de respecter scrupuleusement les principes directeurs relatifs aux procédures de sélection des partenaires. Le non-respect de ces procédures peut entraîner plusieurs risques et problèmes pour l'Institut dans le cadre des projets. Le non-respect des procédures et l'absence de mise en concurrence peuvent causer un sentiment de favoritisme, ce qui érode la confiance dans l'organisation et dans les projets eux-mêmes. Cette situation implique aussi que les partenaires de réalisation sélectionnés ne sont pas nécessairement les plus qualifiés ou les plus compétents pour effectuer le travail requis, ce qui risque de compromettre la qualité des services ou des produits fournis.

64. Le Comité considère que le non-respect des procédures de sélection des partenaires de réalisation peut soulever des questions quant à la transparence de ce processus.

**65. Le Comité recommande que l'UNITAR recoure à une procédure de mise en concurrence, le cas échéant, et qu'il consigne dûment les informations requises pour la procédure d'attribution directe, en vue de garantir le respect de la procédure de sélection des partenaires de réalisation et des principes directeurs y relatifs.**

66. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

#### *Sélection des partenaires de réalisation : diligence raisonnable*

67. Le paragraphe 7 c) des principes directeurs de l'UNITAR relatifs aux accords conclus avec les partenaires de réalisation, qui concerne les critères d'éligibilité et d'exclusion des partenaires de réalisation, dispose que dans le cas des organisations non gouvernementales (ONG), des établissements universitaires et des fondations, entre autres, le partenaire de réalisation doit partager les objectifs généraux de l'accord principal, avoir une expérience et des compétences avérées dans le domaine concerné et être en mesure de fournir des résultats de manière efficace et efficiente. Les principes directeurs établissent également que les ONG et les fondations doivent



se voir attribuer une note de risque faible pour les domaines relatifs au projet, dans le cadre d'un exercice de diligence raisonnable.

68. Les principes directeurs disposent également que, dans le cas des ONG, un exercice de diligence raisonnable doit être effectué avant de sélectionner le partenaire de réalisation pour les subventions d'un montant égal ou supérieur à 30 000 dollars. Aux fins de l'approbation, l'exercice de diligence raisonnable doit être assorti d'une note de risque faible et faire l'objet d'un examen indépendant par le groupe de supervision des partenariats et des subventions.

69. À cette fin, l'exercice de diligence raisonnable est mené en se basant sur le modèle d'évaluation des partenaires de réalisation, qui impose au directeur de programme de renseigner divers champs obligatoires tels que les informations sur les partenaires, la note de risque globale et les recommandations aux partenaires.

70. Le Comité a sélectionné un échantillon de 12 projets parmi les 49 projets financés au moyen de subventions qui ont été lancés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2023, et a constaté les faits décrits ci-après.

71. L'examen a révélé un non-respect des principes directeurs, car l'exercice de diligence raisonnable n'a pas été effectué pour un partenaire de réalisation ou une ONG à laquelle l'UNITAR souhaitait confier un montant supérieur à 30 000 dollars.

72. Afin de conclure un tel accord sans satisfaire à l'exigence d'exercice de diligence raisonnable, pour l'un des 12 projets, le responsable du programme a demandé une dérogation au Directeur général, expliquant qu'il disposait de peu de temps pour réaliser l'exercice et que le donateur était déjà d'accord. Le Directeur général a approuvé la dérogation, ainsi que le paiement initial au partenaire de réalisation, à condition que le versement de la deuxième tranche de la subvention ne soit autorisé qu'une fois l'exercice de diligence raisonnable mené à bien. Toutefois, il a été constaté que cet examen n'avait pas été effectué et que l'UNITAR avait résilié l'accord de manière unilatérale. Il convient de souligner que le paiement initial, qui représentait 63 % du montant alloué au projet, a été versé au partenaire de réalisation sans preuve concluante qu'il remplissait les critères d'éligibilité.

73. En ce qui concerne les exercices de diligence raisonnable pour les partenaires de réalisation chargés des 11 autres projets, les directeurs de programme n'ont formulé aucune recommandation dans la section générale, étant donné que les différents champs et domaines du document susmentionné ont été remplis pour tous les piliers de l'évaluation. Cela contraste avec l'exercice de diligence raisonnable effectuée de manière indépendante par le groupe de la supervision des partenariats et des subventions, qui a formulé plusieurs recommandations relatives aux différents piliers de l'évaluation.

74. Étant donné que l'objectif premier de l'exercice de diligence raisonnable est de déterminer si les partenaires de réalisation potentiels sont éligibles pour recevoir des fonds des donateurs, le Comité est d'avis qu'il s'agit là d'un outil essentiel pour l'UNITAR, qui permet de prendre des décisions éclairées fondées sur les risques et sur des données probantes, afin de garantir avec le niveau de confiance voulu que les fonds seront utilisés de manière efficace et efficiente et que les résultats escomptés seront atteints. Dans le cas contraire, l'UNITAR s'exposerait à des risques opérationnels, stratégiques, juridiques et de réputation dans le cadre de l'exécution des projets.

75. Compte tenu de l'importance que revêtent les exercices de diligence raisonnable dans le processus d'évaluation de l'éligibilité des partenaires de réalisation, le Comité est préoccupé par la question de savoir si le Directeur général dispose d'informations



suffisantes et adéquates pour accorder une dérogation lors de la sélection d'un partenaire, sans qu'une évaluation ait été faite au préalable.

76. Le Comité considère également que les recommandations résultant des exercices de diligence raisonnable constituent l'une des contributions les plus importantes à l'amélioration des relations de travail et de la gestion des risques entre l'UNITAR et ses partenaires. Les recommandations engagent les partenaires de réalisation à renforcer leurs propres procédures et à accroître leur fiabilité.

**77. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que les partenaires de réalisation qui remplissent les critères voulus fassent toujours l'objet d'un exercice de diligence raisonnable, afin que le Directeur général puisse prendre une décision plus éclairée lorsqu'il accorde une dérogation.**

**78. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que les directeurs de programme indiquent expressément dans les résultats de l'exercice de diligence raisonnable s'ils ont des recommandations à adresser aux partenaires de réalisation.**

79. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

#### *Contrôle et communication de l'information par les partenaires de réalisation*

80. Au paragraphe 49 des principes directeurs relatifs aux accords conclus avec les partenaires de réalisation, qui concerne le contrôle de la conformité des partenaires, il est établi que les directeurs de programme sont chargés de suivre l'application des accords de subvention sur les plans matériel et financier, ainsi que l'exécution du plan de travail, la qualité des produits, le respect des échéances, le respect et la validité de l'accord et toute autre condition convenue dans celui-ci avec le donateur.

81. Le même paragraphe dispose aussi, s'agissant de l'obligation de communiquer des informations au titre de l'accord principal, que les directeurs de programme doivent veiller à ce que les partenaires de réalisation soumettent les rapports financiers et descriptifs suivants : a) rapports financiers périodiques ; b) rapport financier final ; c) rapport descriptif final ; d) rapport de clôture de la subvention.

82. Le Comité a examiné un échantillon de 8 projets parmi les 19 projets financés au moyen de subventions achevés au 31 décembre 2023 et a recensé 24 rapports obligatoires qui devaient être soumis par les partenaires de réalisation au fil des projets.

83. Le Comité a constaté que sur ces 24 rapports des partenaires, 8 (33 %) n'avaient pas été soumis à la date de l'examen, 12 (50 %) avaient été remis avec du retard, 1 avait été annulé en raison de l'annulation anticipée du projet, tandis que 3 seulement (13 %) avaient été établis et soumis dans les délais :

a) rapports non soumis : deux rapports descriptifs, quatre rapports de clôture de subvention et deux rapports financiers ;

b) rapports soumis en retard : cinq rapports descriptifs, soumis avec un retard moyen de 48 jours ; trois rapports de clôture de subvention, soumis avec un retard moyen de 83 jours ; quatre rapports financiers, soumis avec un retard moyen de 45 jours.

84. Le Comité considère que le fait que des rapports soient laissés en souffrance ou soumis en retard par les partenaires de réalisation tout au long des projets qui leur sont confiés indique que l'UNITAR n'a pas mis en place de mécanismes de contrôle et de suivi adéquats pour s'assurer que ses partenaires de réalisation s'acquittent de leurs obligations.

85. De plus, ces retards font que l'UNITAR ne dispose pas d'informations exactes et récentes pour déterminer si un projet progresse comme prévu ou convenu, ce qui suscite des inquiétudes quant à la réalisation des objectifs fixés et quant à l'absence de mesures correctrices dans le cas où la performance d'un partenaire de réalisation ne donnerait pas satisfaction. Ceci est d'autant plus important que l'UNITAR est une organisation qui travaille dans le cadre de projets.

**86. Le Comité recommande que l'UNITAR examine ses mécanismes de contrôle et de suivi actuels, qu'il cerne les causes profondes qui font que les partenaires de réalisation laissent des rapports en souffrance ou les soumettent en retard et qu'il mette au point un plan d'action pour remédier à ces problèmes.**

**87. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que les partenaires de réalisation respectent leurs obligations en matière d'établissement de rapports, conformément aux accords de subvention qu'ils ont conclus.**

88. L'UNITAR a souscrit à ces recommandations.

#### *Évaluation de la performance des partenaires de réalisation*

89. Le paragraphe 47 des principes directeurs relatifs aux accords conclus avec les partenaires de réalisation, qui concerne l'évaluation des partenaires, dispose que les projets financés au moyen de subventions d'un montant égal ou supérieur à 30 000 dollars et les partenaires de réalisation dont l'accord de subvention a été résilié unilatéralement par l'UNITAR doivent faire l'objet d'une évaluation des résultats basée sur le formulaire d'évaluation des partenaires de réalisation. Cette évaluation est signée par la personne responsable du programme concerné.

90. Ainsi, les directeurs de programme sont chargés d'évaluer l'exécution et la qualité du travail des partenaires de réalisation, en notant leur performance au moyen du formulaire d'évaluation, dans lequel sont définis et décrits les critères d'évaluation.

91. Le Comité a examiné un échantillon de 8 projets parmi les 19 projets financés au moyen de subventions achevés au 31 décembre 2023 et constaté des lacunes dans l'évaluation des partenaires de réalisation et dans leur respect des principes directeurs. Il a observé ce qui suit :

#### a. Évaluation de l'exécution et de la qualité du travail

92. Dans six cas, les directeurs de programme ont déclaré que les produits prévus dans le cadre de l'accord de subvention avaient été fournis et que les délais fixés avaient été respectés. Toutefois, les six partenaires de réalisation chargés de ces projets avaient tous soumis des produits en retard ou n'avaient pas encore rendu certains produits attendus. De plus, dans un cas, le directeur de programme avait déclaré que les produits prévus par l'accord avaient été fournis et que les délais avaient été respectés, et il avait attribué la note générale « excellent » au partenaire de réalisation. Pourtant, ce partenaire n'avait soumis aucun des documents requis dans son accord.

93. Dans cinq cas, les directeurs de programme n'ont pas fourni d'évaluation approfondie de la qualité du travail effectué par le partenaire de réalisation, ni de description détaillée des résultats obtenus, ni de description des compétences, des points forts et des faiblesses des partenaires en ce qui concernait les produits à fournir.

94. Le Comité est préoccupé par les lacunes dans l'évaluation des performances des partenaires de réalisation, qui pourraient priver l'UNITAR d'un outil fiable avec lequel évaluer les performances des partenaires et vérifier le respect des règles dans le cadre des projets. Cela exposerait l'Institut à plusieurs risques, tels qu'une baisse

de la qualité des produits ou le fait que les partenaires de réalisation n'ont pas de raison de maintenir des normes de qualité élevées si leur performance n'est pas évaluée comme il se doit. La gestion inadéquate de l'évaluation des performances risque de nuire à la réputation de l'UNITAR et d'entraîner une perte de confiance de la part des donateurs, des parties prenantes et des bénéficiaires.

**95. Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que les évaluations obligatoires de la performance des partenaires de réalisation soient effectuées de manière objective et précise et qu'elles soient fondées sur des éléments probants et suffisamment étayés.**

96. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

b. Appréciation générale de la performance

97. Dans sept évaluations, les directeurs de programme n'ont pas tenu compte de tous les critères et indicateurs établis pour déterminer la note globale, étant donné que tous les partenaires de réalisation ont reçu l'appréciation « excellent » ou « bon ». On notera que ces notes sont censées être attribuées seulement lorsque les partenaires de réalisation soumettent leurs produits en avance ou dans les délais, alors que, dans ces sept cas, les partenaires de réalisation ont soumis des rapports en retard.

98. Dans le même ordre d'idées, le Comité est préoccupé par le fait que les directeurs de programme ne tiennent peut-être pas compte des critères de notation, ce qui pourrait les amener à ne pas attribuer une note correcte, empêchant ainsi l'identification de problèmes et la mise en place de mesures correctrices en temps utile. Il est essentiel d'évaluer correctement la performance des partenaires et de leur attribuer la note voulue, afin de garantir l'efficacité et la responsabilité effective dans le cadre de l'exécution des projets, ainsi que pour disposer d'outils de comparaison utiles en vue de la sélection future des partenaires de réalisation.

**99. Le Comité recommande que l'UNITAR respecte les critères et indicateurs fixés pour l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation et qu'il tienne compte des délais et des résultats prévus dans l'accord de subvention.**

100. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

c. Calendrier de l'évaluation de la performance des partenaires

101. Dans sept cas, le retard accumulé allait de 22 à 209 jours à compter du moment où le responsable du programme aurait pu procéder à l'évaluation de la performance<sup>3</sup>. Dans un cas, l'évaluation de la performance était toujours en attente à la date de l'examen par le Comité.

102. En étudiant ces retards au regard des principes directeurs, le Comité a constaté que ces derniers ne prévoient pas de date ou de délai spécifique pour l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation par le directeur de programme.

103. Le Comité estime que l'absence de calendrier clair et concret a un effet négatif sur le processus d'évaluation des partenaires de réalisation et sur le délai dans lequel cette évaluation doit être effectuée. Il est donc important de définir la marche à suivre lorsque les partenaires de réalisation ne rendent pas les produits prévus.

**104. Le Comité recommande que l'UNITAR fixe des délais précis pour l'évaluation de la performance des partenaires de réalisation et qu'il définisse la marche à suivre lorsque ces derniers ne soumettent pas les produits prévus.**

105. L'UNITAR a souscrit à cette recommandation.

<sup>3</sup> À savoir la date de livraison fixée pour le dernier produit prévu dans l'accord.

## **C. Informations communiquées par l'administration**

### **1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens**

106. L'UNITAR a indiqué qu'il n'avait comptabilisé en pertes aucun montant en espèces, aucune créance ni aucun bien en 2023.

### **2. Versements à titre gracieux**

107. L'UNITAR a indiqué au Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué en 2023.

### **3. Cas de fraude ou de présomption de fraude**

108. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer les inexactitudes et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur l'audit pour relever toutes les inexactitudes ou irrégularités. C'est à l'administration qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

109. Au cours de l'audit, le Comité a posé des questions à l'administration sur la manière dont celle-ci s'acquittait de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques d'inexactitudes résultant de la fraude et sur les dispositifs permettant de détecter ces risques et d'y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle avait déjà relevé ou porté à l'attention du Comité. Il a demandé également à l'administration si elle avait eu connaissance de cas de fraude avérée ou présumée ou d'allégations y relatives.

110. L'UNITAR a indiqué au Comité qu'il n'y avait pas eu de cas de fraude ou de présomption de fraude en 2023.

## **D. Remerciements**

111. Le Comité exprime ses sincères remerciements et sa gratitude à l'administration et au personnel de l'UNITAR pour leur assistance et leur coopération au cours de cet audit.

L'Auditeur général de la Cour des comptes  
de la République populaire de Chine,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim  
de la République du Chili (Auditrice principale)  
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France  
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

## Annexe

## État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
1.	2021	<a href="#">A/77/5/Add.5</a> , chap. II, par. 82	Le Comité recommande que l'UNITAR s'attelle à relever le taux d'achèvement des cours de formation obligatoires.	L'UNITAR a déclaré qu'il prendrait des mesures pour inciter les membres de son personnel à suivre les cours de formation obligatoires. En outre, il intégrera les formations obligatoires dans les modalités d'entrée en fonctions des nouvelles recrues.	L'examen des données figurant sur la plateforme d'inscription aux cours utilisée actuellement (SharePoint) et des informations fournies par l'UNITAR ont révélé qu'à la date de l'examen, en mars 2024, un pourcentage élevé (environ 80 %) de membres du personnel, qu'ils aient ou non la qualité de fonctionnaire, n'avaient pas suivi une ou plusieurs des huit formations que l'UNITAR avait rendues obligatoires. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		
2.	2021	<a href="#">A/77/5/Add.5</a> , chap. II, par. 83	Le Comité recommande que l'UNITAR mette en place un mécanisme de suivi et de contrôle du taux d'achèvement des cours de formation obligatoires afin d'atténuer, de manière préventive, les risques de non-respect des obligations du personnel en la matière, tout en encourageant une plus large participation à tous les niveaux de gouvernance.	Au deuxième trimestre de 2023, l'UNITAR a passé en revue différentes solutions informatiques, notamment la possibilité de développer une nouvelle plateforme en interne et l'utilisation de solutions qui existaient déjà dans d'autres organisations. Il a été décidé que le module de formation du progiciel de gestion intégré Quantum constituait une solution adéquate pour ce qui était	Il a été confirmé que l'UNITAR avait organisé diverses activités dans le but de trouver un outil qui réponde à ses besoins et avait examiné diverses possibilités à cette fin ; cependant, la solution retenue en est toujours à la phase d'examen. En outre, on note que l'UNITAR est en train de formuler une circulaire interne sur les formations obligatoires afin de garantir la cohérence entre le nouvel		X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
			de vérifier que le personnel de l'UNITAR s'acquittait de ses obligations en matière de suivi des formations obligatoires, étant donné que le progiciel était disponible, que ce choix éviterait d'engager des dépenses de développement et que la plateforme était facile d'utilisation. L'équipe du Programme des Nations Unies pour le développement chargé du progiciel a travaillé en étroite collaboration avec l'UNITAR pour mettre en place le module et intégrer les formations obligatoires dans Quantum. L'environnement de test a été créé, les fichiers propres aux formations sont en train d'être téléchargés et le déploiement est prévu pour la fin du mois de mars 2024.	outil et la politique existante. Bien que l'Institut ait accompli des progrès, son travail n'a pas encore été mené à terme et, par conséquent, cette recommandation demeure en cours d'application.				
3.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 34	Le Comité recommande que l'UNITAR mette en place des contrôles efficaces pour garantir que les dépenses déclarées par les partenaires de réalisation soient comptabilisées et enregistrées dans les délais voulus.	L'UNITAR a déjà pris des mesures en ce sens en intégrant au plan de travail du Groupe des finances et du budget, à compter de 2023, l'examen et le suivi réguliers des avances accordées à des partenaires de réalisation qui n'ont pas encore été remboursées. Dans le cadre des activités de fin d'année qu'il mène	Il a été confirmé que l'UNITAR avait mis en œuvre des contrôles concernant l'examen et le suivi réguliers des avances accordées à des partenaires de réalisation qui n'avaient pas encore été remboursées, tels que le fait que le Groupe des finances et du budget envoie des rappels au	X		

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				en vue de l'établissement des états financiers, le Groupe se charge déjà d'examiner et de vérifier les soldes des comptes et d'envoyer aux directeurs et directrices de programme des notifications concernant les avances octroyées de longue date. En outre, lorsqu'un partenaire de réalisation ne soumet pas un rapport, notamment financier, dans les délais prévus, le Groupe envoie des courriels personnalisés aux directeurs et directrices de programme chargés de superviser le partenaire concerné.	personnel d'encadrement chargé de superviser la soumission des rapports financiers manquants par les partenaires de réalisation, examine et vérifie les soldes des comptes et envoie des notifications concernant les avances octroyées de longue date dans le cadre des activités de fin d'année qu'il mène en vue de l'établissement des états financiers, de façon à ce que toutes les dépenses soient enregistrées en temps utile. La recommandation est donc considérée comme appliquée.				
4.	2022	A/78/5/Add.5, chap. II, par. 35	Le Comité recommande que l'UNITAR améliore la gestion des projets en demandant que lui soient transmis tous les rapports financiers en retard des partenaires de réalisation et en contrôlant ces documents, conformément aux dispositions des accords de subvention.	Grâce à l'outil de suivi des projets, plusieurs notifications concernant les rapports financiers à soumettre sont déjà envoyées automatiquement aux responsables de projet, avec copie au Groupe des finances et du budget, et, lorsqu'un rapport n'a pas été soumis dans les délais prévus, ces notifications sont doublées de relances, dont une copie est également envoyée au Directeur général. L'UNITAR estime que des contrôles suffisants ont été mis en place. Ces contrôles revêtent également une	Le Comité prend note des efforts déployés par le Groupe des finances et du budget en vue d'examiner et de suivre les avances aux partenaires de réalisation qui n'ont pas été remboursées et d'obtenir tous les rapports financiers que les partenaires de réalisation n'ont pas encore soumis pour le dernier exercice budgétaire. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
					Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité				
			importance cruciale compte tenu du passage à un nouveau progiciel de gestion intégré. À la suite d'un changement de direction, le Groupe des finances et du budget utilise désormais régulièrement l'outil de suivi des projets. Au 31 décembre 2023, les avances aux partenaires de réalisation qui n'avaient pas été remboursées s'élevaient à moins de 500 000 dollars, et une liste a été distribuée aux coordonnateurs et coordonnatrices de programme pour validation des soldes et pour tout rapport financier de partenaires de réalisation qui n'aurait pas encore été reçu ou traité.					
5.	2022	A/78/5/Add.5, chap. II, par. 42	Le Comité recommande que l'UNITAR évalue l'efficacité des procédures régissant l'utilisation du fonds de crédit renouvelable et veille à ce que toutes les conditions d'octroi de prêts soient remplies avant d'accorder des avances aux services de gestion des programmes.	Le Groupe des finances et du budget examine toutes les demandes de financement au moyen du fonds de crédit renouvelable que formulent les entités chargées de l'exécution des programmes afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la politique en la matière. Il transmet sa recommandation au Directeur général qui décide d'accorder ou non le prêt.	Il a été observé que, même si le Groupe des finances et du budget procédait à un examen de la demande de prêt, dans certains cas, des prêts avaient été accordés à des programmes alors que moins de 75 % (soit le minimum requis) du prêt précédent avaient été remboursés. Il a également été constaté que, dans certains cas, le Groupe n'avait pas formulé de		X	



		<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>			<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
				recommandation à l'intention du Directeur général concernant des demandes portant sur des prêts qui n'avaient pas été remboursés à 75 %. La recommandation est donc considérée comme n'étant pas appliquée.				
6.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 43	Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que tous les prêts octroyés au titre du fonds de crédit renouvelable soient remboursés conformément aux dispositions prévues dans le document AC/UNITAR/2016/12.	Le Groupe des finances et du budget procède à un examen régulier du fonds de crédit renouvelable en établissant un rapport sur les prêts en cours accordés à divers projets et sur la raison pour laquelle certains prêts octroyés au titre du fonds de crédit renouvelable n'ont pas encore été remboursés.	Le Comité a examiné tous les prêts accordés aux projets menés dans le cadre de divers programmes au cours de l'année 2023 et les a mis en regard avec les paiements effectués au titre du fonds de crédit renouvelable à la date de l'examen. Il a observé que, pour 9 (soit 47 %) des 19 prêts enregistrés, les paiements étaient en souffrance depuis plus de 90 jours, le retard moyen s'élevant à 267 jours. Par conséquent, même si le Groupe des finances et du budget procède à un examen régulier du fonds de crédit renouvelable, cette recommandation reste en cours d'application.		X		
7.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 59	Le Comité recommande que l'UNITAR intègre dans le progiciel de gestion intégré les crédits approuvés du budget-programme, à des fins de contrôle et de suivi des	L'UNITAR ne peut pas souscrire à cette recommandation dans la mesure où il ne serait pas en mesure de l'appliquer pleinement en raison de son mode de financement.	Le Comité maintient que le mode de gestion et d'affectation des budgets-programmes approuvés par le Conseil d'administration n'est pas conforme à la norme			X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Recommandation			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
		allocations, des engagements et des plafonds fixés par le Conseil d'administration.	Il intègre déjà dans son progiciel de gestion intégré les éléments du budget du fonds général (gestion exécutive, appui fonctionnel, frais de fonctionnement de l'Institut et autres frais de fonctionnement directs), mais, étant donné que son modèle d'activité est entièrement fondé sur des projets, il n'est pas doté d'un budget statutaire et ne fait pas l'objet d'une ouverture de crédits ni d'une allocation de fonds au niveau institutionnel. Il ne prélève donc aucuns fonds sur un budget statutaire. Le Conseil d'administration de l'UNITAR approuve le projet de budget, qui est établi sur la base des accords signés et des propositions de projets devant se concrétiser. Les fonds sont recueillis directement par les directeurs et directrices de programme, à qui il revient de mobiliser les fonds nécessaires dans leurs entités respectives. L'allocation des fonds se fait au niveau des projets, conformément au budget convenu avec les donateurs et aux dispositions des accords de projet. Les	IPSAS 24 ni au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, compte tenu du fait que les crédits doivent pouvoir être utilisés au cours de l'exercice budgétaire. Il s'inquiète par ailleurs du fait que si les allocations budgétaires approuvées par le Conseil d'administration ne sont pas reprises dans le progiciel Quantum, cela peut nuire à la supervision de l'UNITAR et à l'efficacité du suivi et du contrôle des crédits, des plafonds et des engagements relatifs au budget-programme dans son ensemble, ainsi que restreindre le rôle et l'objectif du budget-programme adopté par le Conseil et l'utilité de cet outil de gestion dans la prise de décision stratégique. La recommandation est donc considérée comme n'étant pas appliquée.				

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
8.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 60	Le Comité recommande que l'UNITAR analyse les écarts touchant le budget-programme et les facteurs qui en sont à l'origine, afin d'améliorer le processus d'établissement du budget.	directeurs et directrices de programme ne peuvent pas dépenser plus que la somme collectée. En outre, pour atténuer les risques inhérents à son modèle de fonctionnement, l'UNITAR a apporté des modifications à son grand livre, de manière à permettre que les contrôles se fassent en fonction des liquidités dont on dispose, et non plus en fonction des allocations. L'Institut ne fonctionne pas selon des exercices précis, ce qui lui permet de gagner en efficacité et lui évite de procéder à d'importantes révisions budgétaires entre le début de l'exercice et la fin de l'année.	Les écarts budgétaires ont déjà été étudiés et fait l'objet d'une discussion afin d'améliorer la préparation du budget pour l'exercice biennal 2024-2025. Le Directeur général a donné des instructions aux directeurs et directrices de programme.	L'examen des documents fournis par l'UNITAR pour la préparation du budget de l'exercice biennal 2024-2025 a révélé que ceux-ci ne constituaient pas une véritable analyse des écarts touchant le budget-programme et des questions sous-jacentes à l'origine de ces écarts. En réalité, ces documents font partie du processus régulier d'élaboration du budget pour l'exercice biennal à venir. De plus, il leur manquait plusieurs	X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				<p>éléments importants qui font le propre d'une analyse, tels que le recensement des tendances et la formulation de constatations, de conclusions ou encore d'indications explicites sur la manière de réduire les écarts significatifs.</p> <p>En outre, le Comité souscrit à l'évaluation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport sur l'UNITAR pour l'exercice biennal 2024-2025, à savoir qu'il est crucial pour l'Institut d'améliorer ses hypothèses budgétaires. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.</p>				
9.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 72	Le Comité recommande que l'UNITAR s'attelle à évaluer les programmes ayant trait à l'apprentissage, en vue de mieux comprendre les facteurs qui en favorisent l'achèvement et les mesures pouvant être prises pour améliorer encore les taux globaux de délivrance de certificats d'achèvement à l'avenir.	L'évaluation a été lancée au quatrième trimestre de 2023, le mandat et la collecte des données ayant fait l'objet de discussions avec le Comité consultatif pour l'évaluation et de consultations avec la direction. Le projet de rapport a fait l'objet de retours d'information, et une réunion d'information a été organisée le 12 mars 2024 sur les résultats obtenus. Enfin, l'évaluation portant sur les certifications	Le Comité a examiné l'évaluation fournie par l'UNITAR et constaté que l'Institut avait mené une analyse approfondie aux fins de l'amélioration de la compréhension des facteurs favorisant l'achèvement des formations et des mesures qui pouvaient être prises pour améliorer encore les taux globaux de délivrance de certificats d'achèvement. La recommandation est donc	X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
10.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 73	Le Comité recommande que l'UNITAR fixe un objectif réaliste concernant les taux de délivrance de certificats d'achèvement pour 2023, sur la base des travaux entrepris, et mesure les résultats obtenus en vue de les améliorer à l'avenir.	en lien avec des modules de formation a été finalisée et publiée le 22 mars 2024.  Un exposé a été présenté lors de la réunion de gestion du 31 août 2023. Après discussion, il a été convenu que les objectifs des indicateurs clés de performance seraient fixés en fonction des résultats de l'évaluation.  La direction a présenté un exposé au Conseil d'administration à sa soixante-quatrième session, qui s'est tenue en novembre 2023, et celui-ci a pris note des nouveaux indicateurs clés de performance, notamment concernant les taux de certification.  À la suite de la présentation des résultats de l'évaluation des discussions sur les certificats d'achèvement, le Directeur général a suggéré des objectifs pour 2024 pour les indicateurs.	considérée comme appliquée.  Le Comité a examiné les informations fournies par l'UNITAR sur l'établissement de taux cibles réalistes pour les certificats d'achèvement et note que l'Institut a établi des indicateurs de performance clés relatifs aux taux de délivrance des certificats d'achèvement après une évaluation appropriée et des discussions entre les parties concernées. Par conséquent, il considère la recommandation comme appliquée.	X		
11.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 88	Le Comité recommande que l'UNITAR entreprenne une analyse de tous les résultats qui n'ont pas pu être mesurés au cours des exercices précédents et qui ont été inclus dans l'exercice biennal 2022-2023, afin	L'UNITAR a entrepris une analyse des domaines de résultats qui n'avaient pas été mesurés au cours des exercices biennaux 2018-2019 et 2020-2021. Il constate que certains domaines de résultats n'ayant pas été mesurés en	Il a été confirmé que l'UNITAR avait analysé les facteurs qui avaient pu conduire à l'absence de mesure des résultats, laquelle avait motivé les recommandations tendant à améliorer les rapports sur l'exécution, dans le	X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
		de cerner les causes de ce manquement et de développer des stratégies permettant d'y remédier d'ici à la fin de 2023.	2018-2019 ne l'ont pas été non plus en 2020-2021. Ce manquement s'explique par les facteurs suivants : les indicateurs de résultats initialement conçus n'étaient assortis d'aucun moyen de vérification ; les entités chargées des programmes et les unités fonctionnelles accordaient une attention insuffisante au suivi des résultats ; les effectifs d'une unité représentant la majorité des manquements observés dans le rapport 2020-2021 ont changé. L'administration a déjà communiqué les exigences en matière de mesure des résultats pour la fin de l'exercice 2022-2023 afin que les entités chargées des programmes et les unités fonctionnelles se préparent en conséquence.	document que son groupe chargé de la planification, du suivi de la performance et de l'évaluation avait produit concernant l'analyse des domaines de résultats non mesurés dans le rapport sur l'exécution des programmes. Par conséquent, le Comité considère la recommandation comme appliquée.				
12. 2022	A/78/5/Add.5, chap. II, par. 89	Le Comité recommande que l'UNITAR veille à ce que tous les résultats définis dans les domaines de résultats spécifiques du budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023 soient mesurés.	Au troisième trimestre de 2023, les entités chargées des programmes et les unités fonctionnelles ont été informées que les résultats devraient être mesurés pour le cycle biennal en cours ainsi que dans le rapport d'exécution 2022-2023, élaboré au premier semestre de 2024. L'exercice est en cours et le rapport devrait être soumis au Conseil	L'exercice est encore en cours et le rapport devrait être soumis au Conseil d'administration à sa session de novembre 2024. En outre, une partie des informations a déjà été communiquée et d'autres sont en cours d'élaboration en raison de priorités concurrentes. Le Comité conclut que davantage d'efforts sont nécessaires pour faire en		X		

		<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>			<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
			d'administration à sa session de novembre 2024. Même si le rapport n'est pas encore publié, la plupart des entités chargées des programmes et des unités fonctionnelles ont achevé leur processus de communication de l'information. Toutefois, dans certains cas, ce processus est encore en cours en raison de priorités concurrentes.	sorte que les résultats établis pour l'exercice biennal 2022-2023 soient mesurés. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.				
13.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 100	Le Comité recommande que l'UNITAR rétablisse dès que possible le processus d'examen du Groupe des finances et du budget, conformément aux politiques relatives aux accords concernant l'acceptation de contributions à des fins spéciales et aux accords conclus avec les partenaires de réalisation.	À la faveur de la nomination du nouveau Chef du Groupe des finances et du budget, le Groupe a recommencé à examiner les accords concernant l'acceptation de contributions à des fins spéciales et les accords conclus avec les partenaires de réalisation.	Il a été confirmé que le Groupe des finances et du budget de l'UNITAR avait repris le processus d'examen des accords visant à faire en sorte que ceux-ci soient conformes aux dispositions énoncées dans les politiques relatives aux accords concernant l'acceptation de contributions à des fins spéciales et aux accords conclus avec les partenaires de réalisation. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
14.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 101	Le Comité recommande que l'UNITAR élabore un plan officiel d'organisation de la relève, afin de faciliter la transition et de limiter les perturbations en cas de départ inattendu de membres du personnel.	L'UNITAR s'attellera à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie d'organisation de la relève au niveau institutionnel d'ici au troisième trimestre de 2024.	Étant donné qu'aucune mesure ne semble avoir été prise et qu'aucun progrès n'a été observé en ce qui concerne l'élaboration d'un plan formel d'organisation de la relève, le Comité considère que cette			X	

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
15.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 113	Le Comité recommande que l'UNITAR établisse, notamment pour les subventions d'un montant supérieur à 200 000 dollars, des définitions précises et des orientations détaillées permettant de savoir dans quels cas une activité d'assurance doit être menée pour contrôler les dépenses déclarées par les partenaires de réalisation, et définisse des critères visant à déterminer si les activités d'assurance doivent être réalisées en interne ou en externe, ainsi que des directives claires pour que son personnel puisse mener à bien ces activités, le cas échéant.	L'UNITAR a entrepris d'établir des définitions, des orientations et des critères clairs en ce qui concerne les activités d'assurance, en tenant compte des spécificités propres aux subventions qu'il accorde aux partenaires de réalisation et de la structure organisationnelle de son siège, et a cherché à s'inspirer des pratiques exemplaires adoptées par d'autres entités des Nations Unies. Le fruit de ces réflexions a fait l'objet d'une discussion avec la direction et a ensuite été présenté au Conseil d'administration, qui l'a approuvé.	recommandation n'a pas été appliquée.  Après examen, il a été confirmé que l'UNITAR avait élaboré des orientations formelles portant sur les activités d'assurance, lesquelles fournissent des définitions claires et des critères spécifiques permettant de savoir dans quels cas une activité d'assurance doit être menée, notamment pour contrôler les dépenses déclarées par les partenaires de réalisation. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		
16.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 114	Le Comité recommande que l'UNITAR élabore un calendrier pour l'exécution des activités d'assurance qui permette aux partenaires de réalisation d'être audités dans des délais raisonnables.	Dans les lignes directrices sur les activités d'assurance liées aux subventions accordées aux partenaires de réalisation, il est prévu que soit établi un calendrier pour ces activités d'ici la fin du premier trimestre.	Il a été noté que l'UNITAR avait déjà inclus dans ses lignes directrices les dispositions relatives au plan d'assurance annuel. Sur la base de ces dispositions, il a également défini un calendrier régissant les activités d'assurance, qu'il a mis à la disposition de l'ensemble de son personnel au moyen de l'intranet de son groupe chargé des partenariats et du contrôle des	X		



Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				subventions. En outre, le Comité a en effet constaté qu'un calendrier avait été formellement établi et que les premières activités d'assurance étaient en cours ou avaient été réalisées. La recommandation est donc considérée comme appliquée.				
17.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 129	Le Comité recommande que l'UNITAR mette en place un dispositif de contrôle pour s'assurer que la nature et la durée des engagements temporaires sont conformes aux dispositions de la circulaire administrative AC/UNITAR/2022/10.	La Division des opérations de l'UNITAR a renforcé son dispositif de contrôle pour se conformer aux dispositions de la circulaire administrative AC/UNITAR/2022/10. Un travail de sensibilisation a été mené auprès des directeurs et directrices de programme et de division concernant l'importance de respecter ce document de politique générale.	L'examen du Comité a confirmé que l'UNITAR avait pris des mesures pour améliorer la gestion de la durée des engagements temporaires et qu'en 2023 ces engagements étaient conformes aux dispositions de la circulaire administrative AC/UNITAR/2022/10. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		
18.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 130	Le Comité recommande que l'UNITAR analyse les causes profondes du pourcentage élevé de prolongations exceptionnelles accordées et prenne les mesures voulues pour réduire leur nombre.	La Division des opérations de l'UNITAR a analysé les causes profondes du pourcentage élevé de prolongations exceptionnelles et, sur la base de cette étude, a pris des mesures visant à réduire le nombre d'exceptions en 2023.	L'examen de la situation de l'ensemble des membres du personnel bénéficiant d'un engagement temporaire a permis de confirmer que l'UNITAR avait fait des progrès s'agissant de réduire le pourcentage élevé de prolongations exceptionnelles accordées à cette catégorie de personnel au cours de l'année 2023.	X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
19.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 142	Le Comité recommande que l'UNITAR revoie la procédure d'autorisation et d'enregistrement du télétravail et mette en place des dispositifs de contrôle efficaces afin d'en assurer le suivi.	La Division des opérations de l'UNITAR compte mettre au point une solution informatique permettant de traiter, d'enregistrer, de contrôler et de suivre les demandes et les autorisations relatives aux modalités de travail aménagées, y compris au télétravail.	La recommandation est donc considérée comme appliquée.		X	
20.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 143	Le Comité recommande que l'UNITAR réexamine et actualise la politique actuelle en matière d'aménagement des modalités de travail et d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en veillant tout particulièrement à combler l'écart entre la pratique de l'Institut et l'absence de lignes directrices sur les lieux d'affectation.	Un document d'orientation a été rédigé et transmis au personnel d'encadrement de l'UNITAR pour consultation. Il est prévu qu'il entre en vigueur au premier trimestre de 2024.	Le Comité prend note des efforts de l'UNITAR visant à élaborer une nouvelle circulaire administrative sur l'aménagement des modalités de travail. Toutefois, il convient d'observer que cette politique est encore à l'état de projet et que les parties prenantes doivent discuter en interne afin de parvenir à un consensus en vue de l'affiner et de la finaliser. En outre, on note que l'UNITAR prévoit de mettre en place une nouvelle solution informatique par l'intermédiaire de sa division des opérations		X	

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				pour contrôler les modalités de travail aménagées. Cette solution permettra le traitement, l'enregistrement et le suivi des demandes et des autorisations concernant ces modalités, lesquelles devront être conformes à la nouvelle politique. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.				
21.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 154	Le Comité recommande que l'UNITAR mette à jour sa politique sur l'intégration des questions de genre, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et qu'il définisse des cibles précises et une fourchette correspondant à l'objectif de parité, le but étant de mettre en œuvre la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies.	L'UNITAR a mis à jour sa politique sur l'intégration des questions de genre, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (AC/UNITAR/2016/09) et publié une nouvelle politique sur le genre (AC/UNITAR/2024/01).	Le Comité a examiné la nouvelle politique sur l'intégration des questions de genre, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (pour la période 2024-2028), et notamment vérifié que celle-ci comprenait des cibles et des mesures précises devant permettre à l'UNITAR d'atteindre les objectifs fixés et d'intégrer de manière systématique les objectifs de développement convenus au niveau international dans ses priorités, programmes et fonctions. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		
22.	2022	<a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 166	Le Comité recommande que, lors de la conclusion d'accords de partenariat avec les centres	L'UNITAR a actualisé la circulaire administrative en vigueur, qui avait été initialement publiée en	Il a été confirmé que la circulaire modifiée qui avait été publiée par l'UNITAR comprenait des	X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
		internationaux de formation des autorités et leaders, l'UNITAR respecte les dispositions relatives aux cotisations prévues par la politique en vigueur, et qu'il actualise et officialise les directives s'il convient d'établir des critères particuliers en ce qui concerne les cotisations.	2015. Selon la circulaire modifiée, les organisations hôtes des centres internationaux de formation des autorités et leaders qui sont situées dans des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et de petits États insulaires en développement sont dispensées de verser une cotisation annuelle à l'UNITAR.	critères particuliers concernant les cotisations pour les centres internationaux de formation des autorités et leaders. En outre, le Comité a examiné tous les accords conclus entre l'UNITAR et de tels centres et constaté qu'ils respectaient tous les critères énoncés dans la nouvelle politique. La recommandation est donc considérée comme appliquée.				
23.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 167	Le Comité recommande que l'UNITAR rattache à la bonne période les produits correspondant aux droits d'affiliation, qu'il collecte la cotisation annuelle auprès de chaque centre international de formation des autorités et leaders et qu'il détermine les mesures à prendre concernant les cotisations non réglées.	Depuis 2023, les droits d'affiliation des centres internationaux de formation des autorités et leaders sont comptabilisés une fois les accords signés, conformément aux normes IPSAS. L'examen et le suivi des cotisations non acquittées figurent dans le plan de travail du Groupe des finances et du budget pour 2023.	Bien que l'UNITAR se soit appliqué à comptabiliser les droits d'affiliation des centres internationaux de formation des autorités et leaders conformément aux critères fixés dans les normes IPSAS et à suivre les cotisations non réglées, l'examen du Comité a mis en lumière des incohérences dans la comptabilisation des produits et le recouvrement des frais impayés pour 2023. La recommandation est donc considérée comme non appliquée.			X	
24.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 168	Le Comité recommande que l'UNITAR respecte le cadre établi en ce qui concerne ses responsabilités et n'alloue	L'UNITAR tient à souligner que les cas recensés étaient uniques et avaient fait l'objet d'une approbation eu égard à	L'examen a confirmé qu'aucun des accords financiers signés par les centres internationaux de formation des autorités et	X			

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
		pas de fonds aux activités des centres de formation.	leurs circonstances particulières et qu'en 2023, il n'a subventionné aucun centre international de formation des autorités et leaders.	leaders qui avaient commencé à travailler avec l'UNITAR en 2023 ne prévoyait que l'Institut alloue des fonds aux fins de la tenue d'activités par ces centres. La recommandation est donc considérée comme appliquée.				
25.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 169	Le Comité recommande que l'UNITAR veille à disposer d'accords dûment signés et valides avec l'institution hôte dans le cadre de ses partenariats avec tous les centres internationaux de formation des autorités et leaders.	L'UNITAR confirme que tous les accords conclus avec des centres internationaux de formation des autorités et leaders ont été dûment signés et validés par toutes les institutions hôtes.	L'examen du Comité lui a permis de constater qu'en 2023, l'UNITAR détenait des accords valides et dûment signés avec tous les centres internationaux de formation des autorités et des dirigeants avec lesquels il collaborait. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
26.	2022 <a href="#">A/78/5/Add.5</a> , chap. II, par. 177	Le Comité recommande que l'UNITAR examine, actualise et complète toutes les données relatives aux biens durables dans l'outil d'inventaire.	L'UNITAR actualisera et complètera les données relatives aux biens durables achetés après 2018 dans l'outil d'inventaire, conformément à la délégation de pouvoirs accordée au personnel d'encadrement pour créer et tenir à jour les registres des biens et de gestion des stocks. En ce qui concerne les articles achetés avant 2018, l'UNITAR estime qu'il n'est pas possible de fournir les informations manquantes, car les documents justificatifs ne	L'examen de l'outil d'inventaire et des documents justificatifs envoyés par l'UNITAR a permis au Comité de conclure que l'Institut avait régularisé les informations concernant la période actuelle en apportant des corrections aux constatations antérieures et avait procédé à un inventaire au cours de l'année 2023. Cependant, 10 articles doivent encore être soumis à vérification, et 9 autres n'ont pas pu être localisés et ne peuvent donc pas		X		

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification				
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
27.	2022	A/78/5/Add.5, chap. II, par. 178	Le Comité recommande que l'UNITAR prenne des mesures pour enregistrer correctement les informations et mettre à jour les données dans l'outil d'inventaire, et les applique pour assurer le contrôle et le suivi de la gestion des biens.	sont plus disponibles pour ces articles. Il examinera également les champs requis dans l'outil d'inventaire afin de tenir et de suivre les registres d'inventaire de manière efficace et conforme au principe de responsabilité.	faire l'objet d'une vérification. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		
Nombre total de recommandations					27	14	9	4	–
Pourcentage du nombre total de recommandations					100	52	33	15	–

## Chapitre III

### Certification des états financiers

#### **Lettre datée du 31 mars 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Sous-Secrétaire général et Contrôleur**

Les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément à l'article 6.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche au cours de l'exercice considéré, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à V de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Sous-Secrétaire général  
et Contrôleur  
(Signé) Chandramouli **Ramanathan**

## Chapitre IV

### Rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

#### A. Introduction

1. Le Directeur général a l'honneur de présenter le rapport financier relatif aux états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

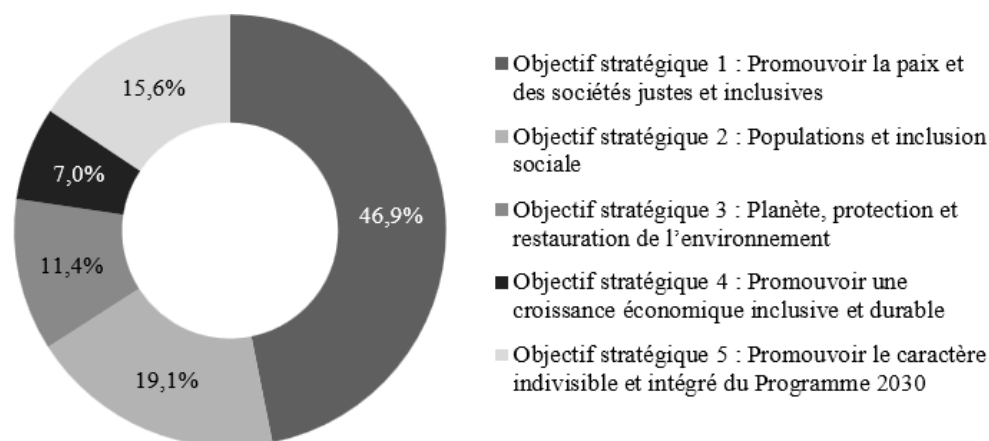
2. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers de l'UNITAR pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Il donne une vue d'ensemble de la situation financière et des résultats de l'Institut et met en relief les tendances et les changements majeurs y relatifs. Son annexe comprend les renseignements complémentaires qui doivent être portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

3. L'UNITAR est l'organisme des Nations Unies consacré à la formation. Il s'attache à renforcer les capacités des particuliers, des institutions et des organisations des pays et des autres parties prenantes du système des Nations Unies en ayant recours à des solutions d'apprentissage de haute qualité et à des services et supports de connaissances connexes pour améliorer la prise de décisions et étayer les mesures prises au niveau national en vue de relever les défis mondiaux, l'objectif étant d'accroître l'efficacité du système des Nations Unies. Dans le cadre stratégique, les programmes de l'Institut s'articulent autour des grands axes du Programme de développement durable à l'horizon 2030 que sont la paix, les populations, la planète et la prospérité ainsi qu'autour de domaines d'activité destinés à favoriser le brassage d'idées, en tirant parti de l'exécution stratégique du Programme 2030 et de l'analyse d'images satellite aux fins de la prise de décisions fondées sur des données d'observation, ainsi que de la diplomatie multilatérale.

4. Le budget-programme révisé de l'UNITAR pour 2022-2023 contribue à la réalisation de 13 des 17 objectifs de développement durable, la plupart des domaines de résultats de l'Institut étant liés aux objectifs 16 (Paix, justice et institutions efficaces), 8 (Travail décent et croissance économique) et 12 (Consommation et production responsables). La figure IV.I montre, pour 2023, la répartition des ressources inscrites au budget entre les cinq objectifs stratégiques.

Figure IV.I

**Répartition des ressources inscrites au budget-programme de 2023, par objectif stratégique**

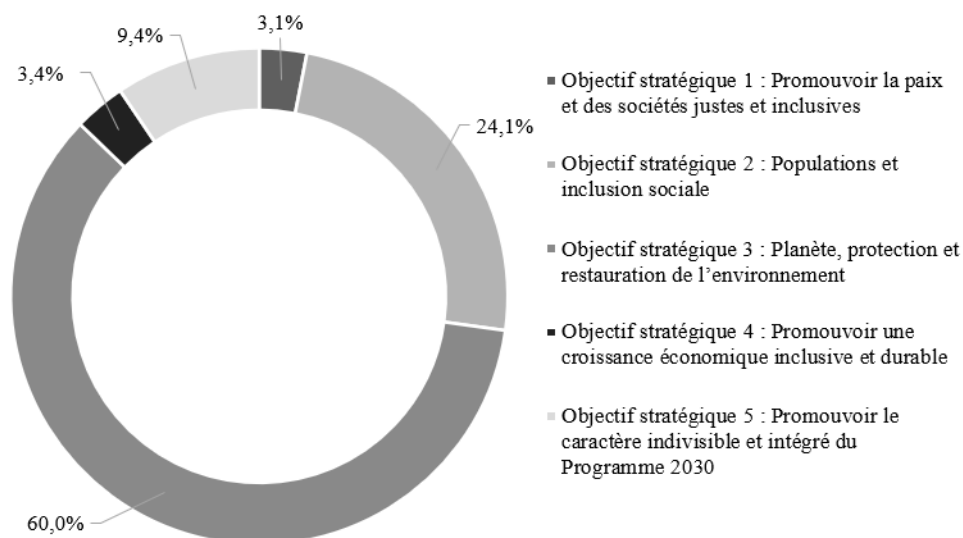




5. En 2023, l'UNITAR a avancé dans la réalisation de ses objectifs en fournissant des services de formation, d'apprentissage et d'échange de connaissances à un total de 544 785 bénéficiaires – soit 39,2 % de plus qu'en 2022 (391 339) –, ce qui est un nombre record<sup>4</sup>. Comme le montre la figure IV.II, 87,2 % de ces bénéficiaires ont participé aux programmes relevant des objectifs stratégiques relatifs aux populations et à la planète (objectifs 1 à 3). En 2023, 73,6 % des bénéficiaires (400 985 personnes) ont participé à des activités ayant des objectifs d'apprentissage précis, ce qui représente une augmentation de 44,2 % par rapport à 2022, où ce nombre était de 278 017. Cette augmentation est due en grande partie à la poursuite de la formation de base en ligne sur les changements climatiques et des formations spécialisées sur les questions relatives au climat administrées en coopération avec les entités membres du Partenariat d'apprentissage Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques.

Figure IV.II

#### Répartition des bénéficiaires par objectif stratégique ou pilier



6. Les prévisions de dépenses révisées pour 2023 se sont montées à 43,408 millions de dollars (contre 39,904 millions en 2022), les dépenses réelles, établies selon la convention comptable applicable au budget, se sont élevées à 48,550 millions de dollars (contre 41,937 millions en 2022), et 1 473 manifestations ont été organisées (contre 1 383 en 2022). En 2023, l'UNITAR a globalement maintenu le rapport femmes-hommes observé en 2021 et 2022, ce rapport s'établissant à 45 hommes pour 54 femmes (1,3 % des personnes ayant coché la case « autre »<sup>5</sup>), contre 43 hommes pour 55 femmes en 2022 (2,1 % ayant coché « autre »<sup>5</sup>).

7. L'UNITAR offre des services de formation à des stagiaires de provenances diverses : 11,3 % sont issus des administrations nationales (contre 6,4 % en 2022), 57,1 % des secteurs non étatiques – organisations non gouvernementales, universités ou entreprises – (contre 53,9 % en 2022), 4,8 % de l'ONU et d'autres organisations internationales (contre 2,8 % en 2022), et 26,8 % d'autres secteurs (contre 36,9 % en 2022).

<sup>4</sup> Ces statistiques ont été établies à partir du nombre de participants aux activités organisées par l'UNITAR et ne représentent pas le nombre de bénéficiaires uniques.

<sup>5</sup> La catégorie « autre » comprend les catégories « non binaire » et « non précisé ».

8. L'UNITAR applique une stratégie solide fondée sur le partenariat pour assurer des services de formation de qualité, associant les connaissances spécialisées des organismes des Nations Unies et d'autres institutions à ses propres compétences en matière de programmation, de conception de programmes pédagogiques et de formation des adultes. Environ 91,7 % des bénéficiaires ont participé à des activités de formation organisées avec des partenaires très divers : autres organismes des Nations Unies, organisations régionales, instituts nationaux de formation, fondations, universités, organisations non gouvernementales et secteur privé.

## B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

9. Les états financiers I à V présentent les résultats financiers des activités de l'UNITAR et la situation financière de celui-ci au 31 décembre 2023. On trouvera dans les notes y relatives des explications sur les méthodes comptables et règles d'information financière de l'Institut ainsi que des renseignements complémentaires sur les montants indiqués dans les états.

### Situation financière

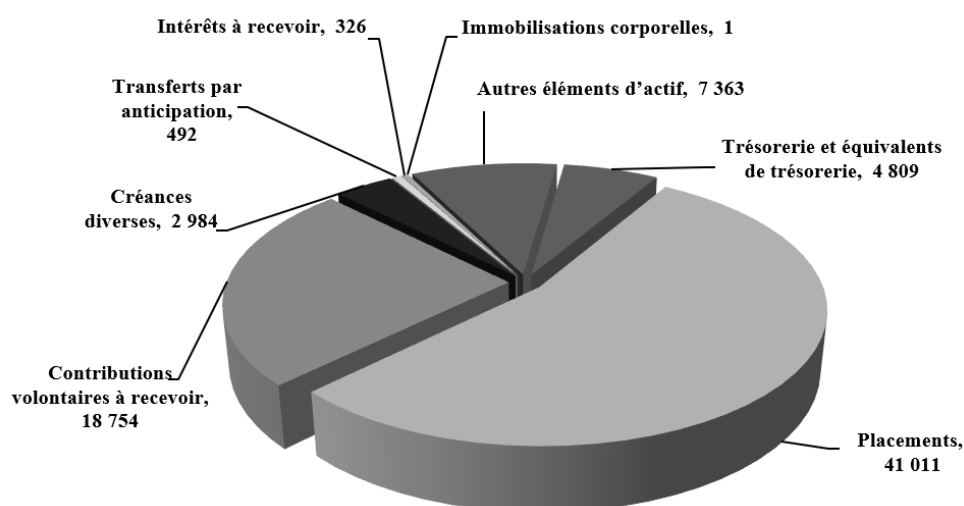
#### Actif

10. Le total de l'actif de l'UNITAR a diminué de 1,179 million de dollars, passant de 76,919 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 75,740 millions de dollars au 31 décembre 2023. La figure IV.III illustre la répartition de l'actif de l'Institut au 31 décembre 2023.

Figure IV.III

#### Total de l'actif au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)



11. Comme le montre la figure IV.III, l'actif de l'Institut se composait en grande partie de placements (41,011 millions de dollars (54,1 %), contre 40,924 millions de dollars (53,2 %) en 2022), de contributions volontaires à recevoir de donateurs (18,754 millions de dollars (24,8 %), contre 18,280 millions de dollars (23,8 %) en 2022), et d'éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (4,809 millions de dollars (6,3 %), contre 9,516 millions de dollars (12,4 %) en 2022). Le reste, soit

14,8 % (contre 10,6 % en 2022), était constitué de transferts par anticipation aux partenaires d'exécution (0,492 million de dollars, contre 0,361 million de dollars en 2022), de créances diverses (2,984 millions de dollars, contre 1,417 million de dollars en 2022), d'intérêts à recevoir (0,326 million de dollars, contre 0,187 million de dollars en 2022), d'autres éléments d'actif (7,363 millions de dollars, contre 6,233 millions de dollars en 2022) et d'immobilisations corporelles (0,001 million de dollars, soit le même montant qu'en 2022).

12. Au 31 décembre 2023, les éléments de trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements se chiffraient à 45,820 millions de dollars (contre 50,440 millions de dollars en 2022) et se composaient d'obligations à court terme et à long terme (41,011 millions de dollars, contre 40,924 millions de dollars en 2022), le reste étant essentiellement des fonds du marché monétaire (4,809 millions de dollars, contre 9,516 millions de dollars en 2022). Le solde de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements a diminué de 4,620 millions de dollars (9,2 %) par rapport à celui détenu à la fin de 2022.

13. Au 31 décembre 2023, le total des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses s'élevait à 21,738 millions de dollars, dont 19,029 millions devaient être reçus en 2024, le solde (2,709 millions) étant attendu ultérieurement. Les créances ci-dessus comprennent un montant de 3,199 millions de dollars assujetti aux conditions générales d'accords avec des donateurs, mais ne remplissant pas les conditions nécessaires pour être comptabilisé au titre de la norme IPSAS 23.

#### *Passif*

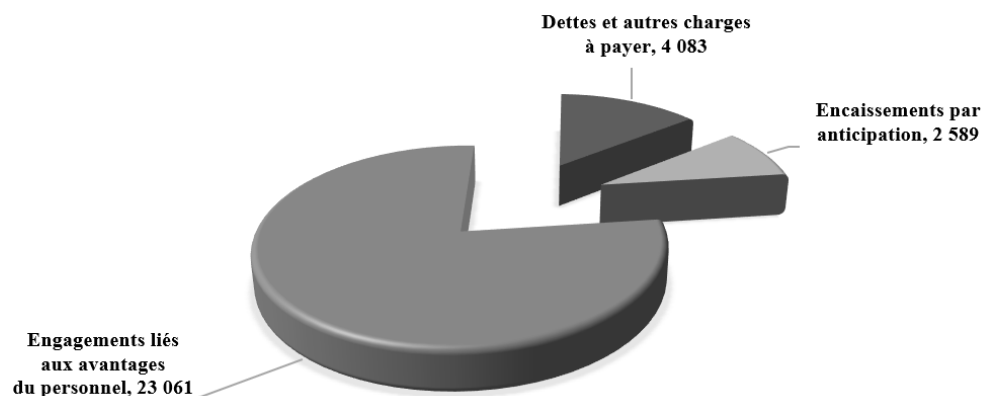
14. Au 31 décembre 2023, le passif s'élevait à 29,733 millions de dollars, contre 21,966 millions de dollars au 31 décembre 2022.

15. La figure IV.IV illustre la répartition du passif de l'Institut au 31 décembre 2023.

Figure IV.IV

#### **Total du passif au 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)



16. Le passif se composait essentiellement d'engagements liés aux avantages du personnel (fonctionnaires et retraités) non réglés à la date de clôture, en grande partie des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Cet élément de passif s'est établi à 23,061 millions de dollars, soit 77,6 % du montant total. Il est présenté de manière détaillée dans la note 15 relative aux états financiers. L'augmentation de 5,432 millions de dollars par rapport à 2022 (17,629 millions de dollars, soit 80,3 % du montant total du passif) s'explique essentiellement par une perte actuarielle de 4,336 millions de dollars (contre un gain de 5,505 millions de

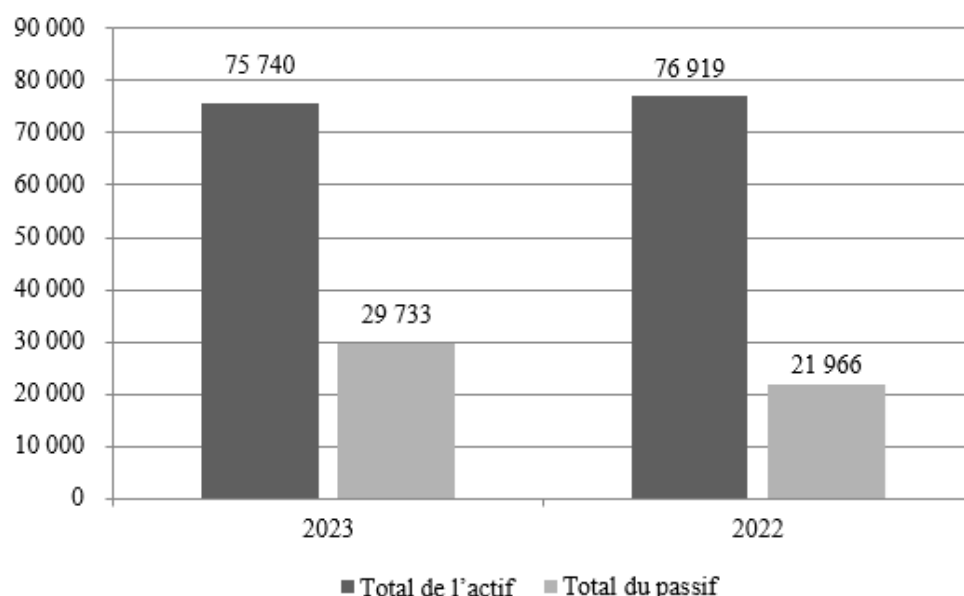
dollars en 2022), qui tient à des pertes de 1,265 million de dollars résultant de modifications des hypothèses financières et de 3,495 millions de dollars résultant d'ajustements liés à l'expérience – partiellement compensée par un gain de 0,424 million de dollars résultant de modifications des hypothèses démographiques.

17. Les encaissements par anticipation se sont élevés à 2,589 millions de dollars (contre 2,020 millions de dollars en 2022). À cela se sont ajoutées les dettes et autres charges à payer, qui se sont établies à 4,083 millions de dollars (contre 2,308 millions de dollars en 2022), consistant en des dettes envers des fournisseurs (essentiellement des partenaires de réalisation et des consultants) (3,502 millions de dollars), des dettes liées à des biens et à des services reçus (0,548 million de dollars) et des remboursements aux donateurs (0,033 million de dollars).

Figure IV.V

### Variation de l'actif et du passif au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)



18. La figure IV.V fait apparaître une diminution de 1,5 % de l'actif, qui s'est élevé à 75,740 millions de dollars en 2023 contre 76,919 millions de dollars en 2022, et une augmentation de 35,4 % du passif, qui s'est élevé à 29,733 millions de dollars en 2023 contre 21,966 millions de dollars en 2022. Le ratio passif/actif était de 39,3 % à la fin de 2023, contre 28,6 % en 2022.

### Actif net

19. Au cours de l'exercice considéré, l'actif net, qui s'était établi à 54,953 millions de dollars à la fin de 2022, a diminué de 8,946 millions de dollars, ce qui s'explique par un déficit d'exploitation de 4,610 millions de dollars et une perte actuarielle de 4,336 millions de dollars.

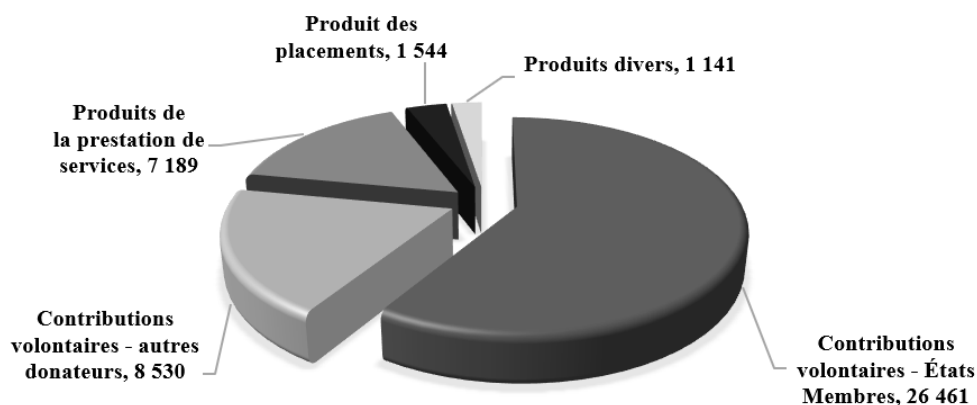
### Performance financière

#### Produits

20. En 2023, le montant total des produits s'est élevé à 44,865 millions de dollars. La figure IV.VI en illustre la répartition.

Figure IV.VI  
**Total des produits au 31 décembre 2023**

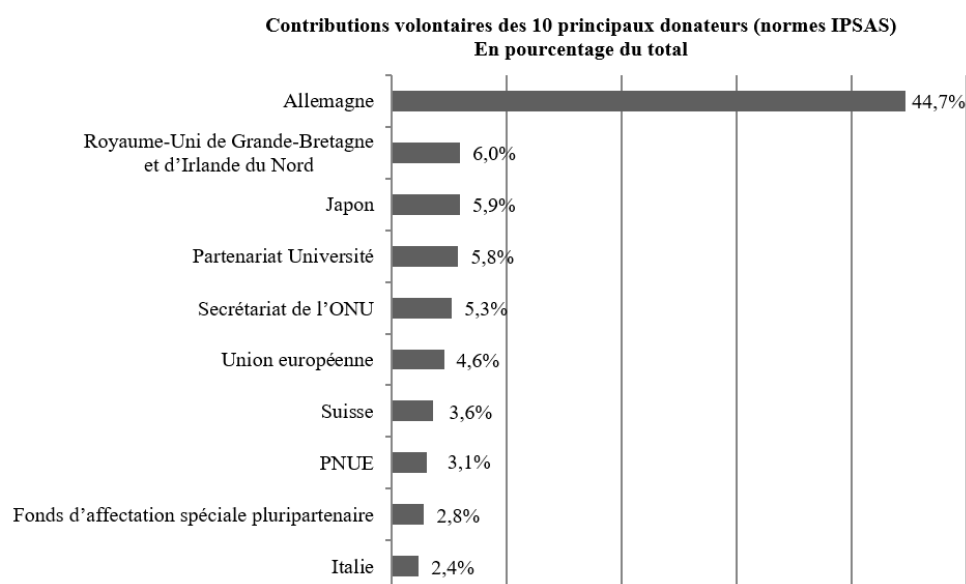
(En milliers de dollars des États-Unis)



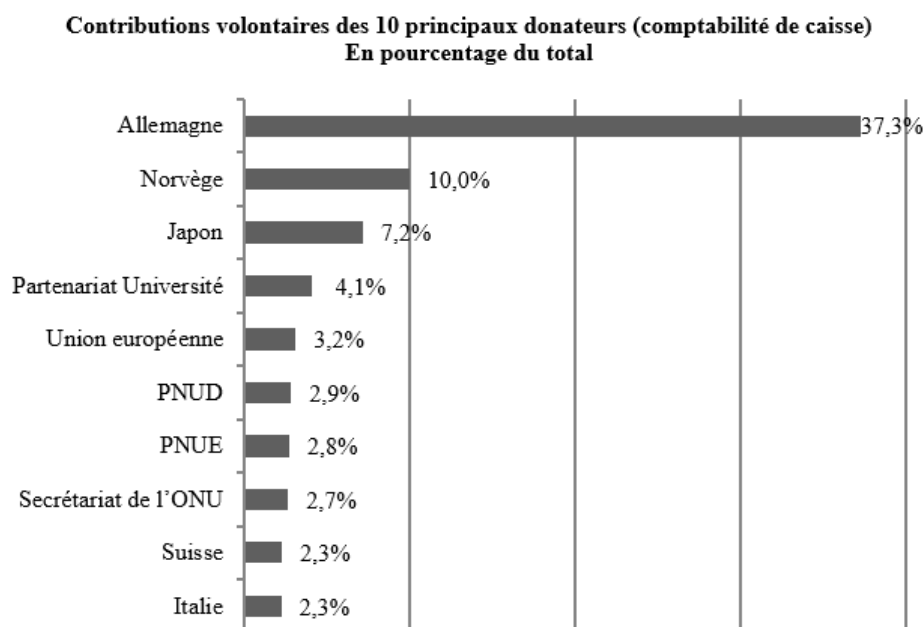
21. Comme le montre la figure IV.VI, les produits se composaient principalement des éléments suivants : a) contributions volontaires des États Membres (26,461 millions de dollars (59,0 %), contre 18,372 millions de dollars (41,9 %) en 2022) ; b) contributions volontaires d'autres donateurs (8,530 millions de dollars (19,0 %), contre 15,877 millions de dollars (36,2 %) en 2022), comprenant i) les contributions volontaires de donateurs autres que les États Membres (12,441 millions de dollars) et ii) les contributions en nature (3,221 millions de dollars), dont sont déduits les remboursements aux donateurs autres que les États Membres (7,132 millions de dollars) ; c) produits de la prestation de services (7,189 millions de dollars (16,0 %), contre 9,066 millions (20,7 %) en 2022). Les contributions en nature enregistrées se composaient d'une subvention locative d'un montant équivalant à la différence entre la valeur locative, sur le marché, des bâtiments occupés par l'UNITAR et le loyer réellement versé (0,481 million de dollars, contre 0,452 million de dollars en 2022) ainsi que des images satellite reçues du Gouvernement des États-Unis d'Amérique (valeur estimée : 2,740 millions de dollars). Les produits de la prestation de services se composent des honoraires perçus pour toute une série de formations en présentiel et en ligne, du produit de la vente d'analyses d'images satellite et des droits d'affiliation. Le produit des placements, qui représente 3,4 % du total des produits, a augmenté, passant de 0,558 million de dollars en 2022 à 1,544 million de dollars. Au titre des produits divers, l'UNITAR a fait état d'un gain net de 1,141 million de dollars sur les opérations de change en 2023, contre une perte nette de 0,269 million de dollars en 2022.

22. L'UNITAR est fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs : en 2023, les 10 principaux donateurs ont versé à eux seuls 75 % du montant total des contributions de donateurs. La figure IV.VII présente les contributions versées par ces derniers, calculées conformément aux normes IPSAS et selon la méthode de la comptabilité de caisse. Ces contributions comprennent les produits de la prestation de services dont les bénéficiaires étaient également les donateurs.

Figure IV.VII  
**Part en pourcentage des contributions versées par les 10 principaux donateurs  
(hors contributions en nature)**



*Abréviation* : PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.

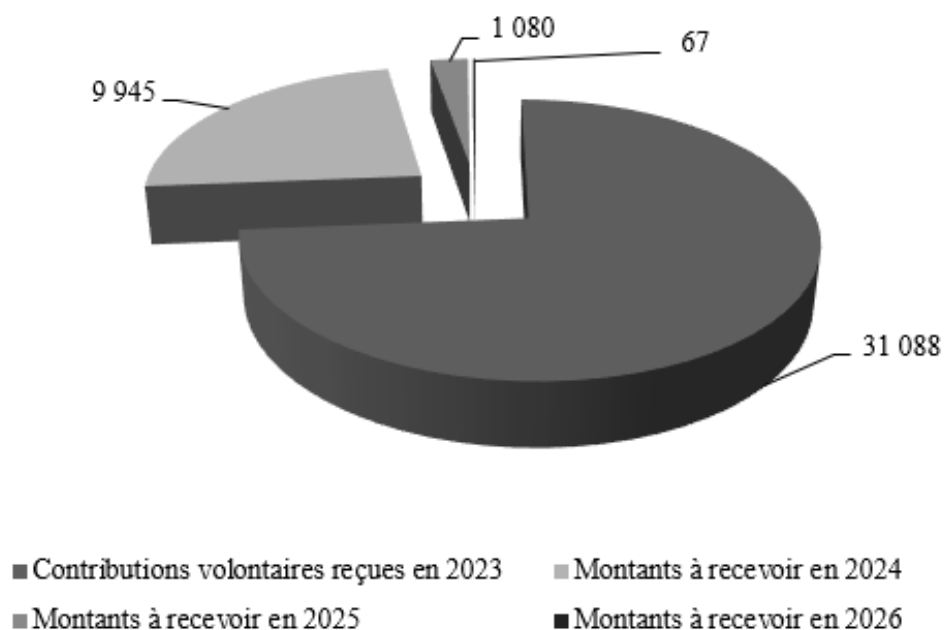


*Abréviations* : PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ;  
PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.

23. Le montant des contributions volontaires comptabilisé pour 2023 conformément aux normes IPSAS tient compte d'un petit nombre d'accords pluriannuels conclus avec des donateurs portant sur des contributions d'un montant élevé et dont le solde est à recevoir entre 2023 et 2024. Les produits correspondant à ces accords pluriannuels, qui sont constatés en 2023 et s'accompagnent de la comptabilisation de créances au titre d'années ultérieures, sont indiqués dans la figure IV.VIII.

Figure IV.VIII  
**Contributions volontaires : montants à recevoir en 2023 et montants à recevoir ultérieurement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

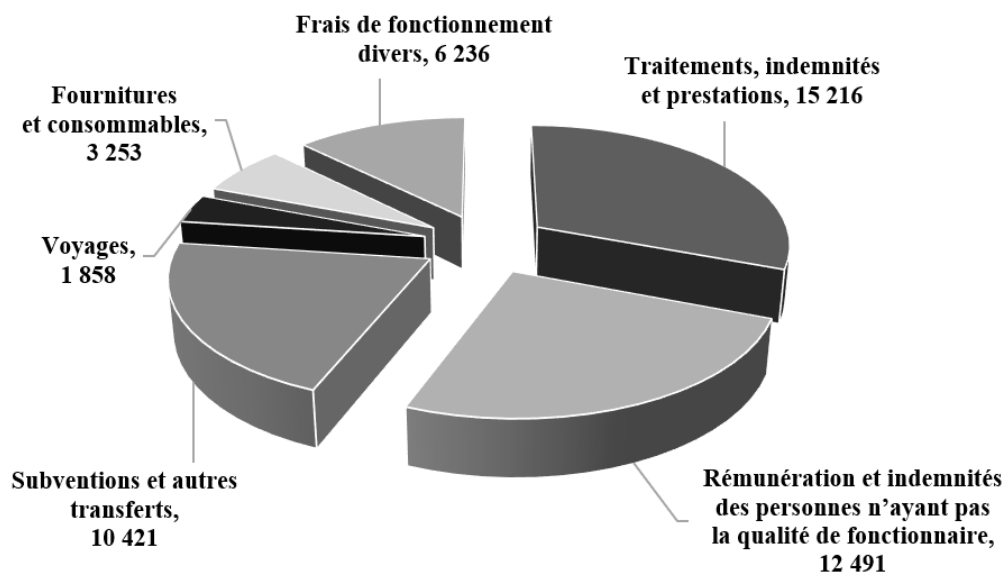


### Charges

24. Le total des charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 49,475 millions de dollars. La figure IV.IX illustre la répartition des charges entre les différentes catégories.

Figure IV.IX  
**Total des charges au 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)



25. En 2023, le montant total des charges (49,475 millions de dollars) a augmenté de 19,6 % par rapport à 2022 (41,361 millions de dollars) (voir la figure IV.X). Ce montant se décompose principalement comme suit : dépenses de personnel (15,216 millions de dollars (30,8 %), contre 14,092 millions de dollars (34,1 %) en 2022) ; rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (12,491 millions de dollars (25,2 %), contre 11,326 millions de dollars (27,4 %) en 2022) ; subventions et autres transferts (10,421 millions de dollars (21,1 %), contre 7,966 millions de dollars (19,3 %) en 2022). Les autres charges, qui représentent 22,9 % du total (19,2 % en 2022), se répartissent ainsi : frais de fonctionnement divers (6,236 millions de dollars, contre 4,625 millions de dollars en 2022) ; fournitures et consommables (3,253 millions de dollars, contre 2,258 millions de dollars en 2022) ; voyages (1,858 million de dollars, contre 1,092 million de dollars en 2022).

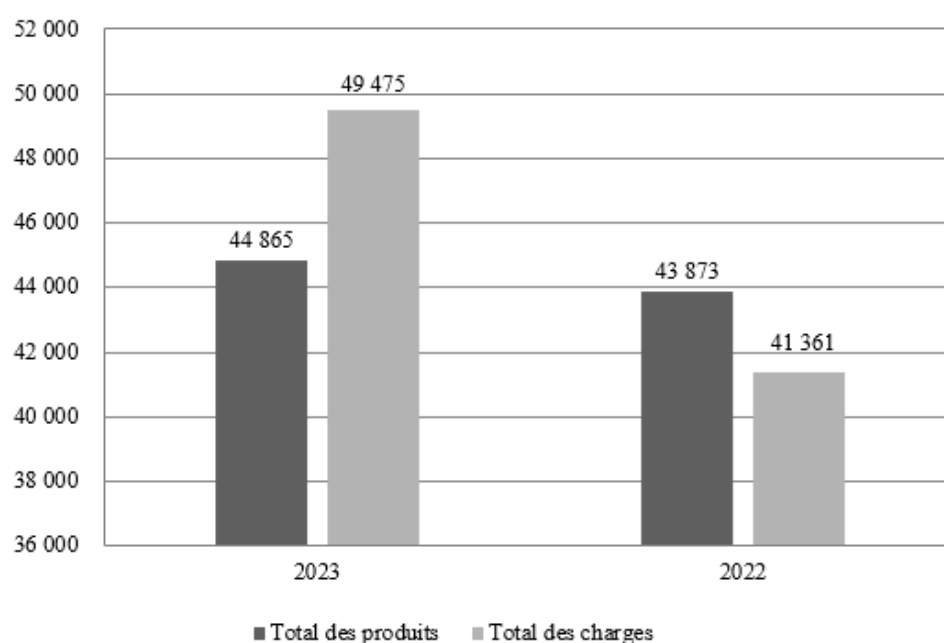
26. Les frais de fonctionnement divers ne comprennent ni les dépenses d'appui aux programmes (3,442 millions de dollars) ni le coût des services directement liés à l'exécution des projets (5,246 millions de dollars). Conformément à la décision du Conseil d'administration de l'UNITAR, un taux standard de 18 % ou de 13 %, selon la nature des dépenses prévues, est appliqué pour déterminer le montant des subventions à des fins spéciales qui sera demandé pour couvrir les dépenses d'appui aux programmes et le coût des services directement liés à l'exécution des projets. Ceux-ci sont comptabilisés au titre des charges afférentes aux projets et constituent des produits au titre du secteur Opérations/services d'appui, mais ils sont exclus des états financiers. Des précisions à ce sujet figurent au paragraphe 85 (note 3) et au paragraphe 97 (note 4) des notes relatives aux états financiers.

27. Le montant total des dépenses de personnel, qui comprennent la rémunération et les indemnités des fonctionnaires et des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, s'est élevé à 27,707 millions de dollars (contre 25,418 millions de dollars en 2022), ce qui équivaut à 61,76 % du montant total des produits (44,865 millions de dollars).

Figure IV.X

**Variation des produits et des charges**

(En milliers de dollars des États-Unis)





28. Le montant total des produits a enregistré une légère augmentation de 0,992 million de dollars (2,3 %) par rapport à 2022, comme le montre la figure IV.X. La stagnation par rapport aux années précédentes est principalement due au remboursement exceptionnel d'un montant de 6,570 millions de dollars, qui a réduit d'autant le montant des produits de l'exercice considéré.

29. Le total des charges a augmenté de 8,114 millions de dollars (19,6 %) par rapport à 2022. Les rubriques qui ont enregistré une augmentation notable sont les suivantes : les subventions et autres transferts (2,455 millions de dollars, soit 30,8 %), en raison de l'augmentation du nombre d'activités de projet mises en œuvre par l'intermédiaire de partenaires par rapport aux années précédentes ; les rémunérations et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (1,165 million de dollars, soit 10,3 %), en raison de l'augmentation du nombre de consultants et de stagiaires employés en 2023 ; les traitements (1,124 million de dollars, soit 8,0 %), en raison de l'augmentation des barèmes des traitements et du fait que des postes vacants ont été pourvus en 2023 ; les frais de voyage (0,766 million de dollars, soit 70,2 %), en raison de l'augmentation du nombre de voyages effectués à des fins de formation et de collecte de fonds dans plusieurs régions ; les fournitures et consommables (0,995 million de dollars, soit 44,1 %), en raison de l'acquisition d'images satellite opérationnelles à l'appui des activités liées au Centre satellitaire des Nations Unies ; les frais de fonctionnement divers (1,611 million de dollars, soit 34,8 %), en raison de l'augmentation des activités liées à la fourniture de services de formation aux bénéficiaires.

#### *Résultats des activités*

30. L'année 2023 se solde par un déficit net de 4,610 millions de dollars, contre un excédent de 2,512 millions de dollars en 2022. Les variations observées dans les résultats des activités tiennent aussi à l'écart entre la date de constatation des produits et la date de constatation des charges correspondantes résultant de l'application des normes IPSAS, selon lesquelles les produits des opérations sans contrepartie directe et les charges correspondantes peuvent être constatés au titre d'années différentes, en particulier dans le cas d'accords pluriannuels signés vers la fin de l'année. Le déficit enregistré en 2023 est principalement dû à une réduction du montant des contributions volontaires liée au remboursement exceptionnel d'une somme de 6,570 millions de dollars.

#### *Situation de trésorerie*

31. Au 31 décembre 2023, la situation de trésorerie de l'UNITAR était saine, quoique légèrement moins favorable que celle enregistrée en 2022, et l'Institut disposait de suffisamment d'actifs liquides pour faire face à ses engagements. Les liquidités ont diminué de 2,033 millions de dollars, passant de 45,228 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 43,195 millions de dollars au 31 décembre 2023. Elles comprennent les éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie (4,809 millions de dollars (11,1 %) contre 9,516 millions de dollars (21 %) en 2022), les placements à court terme (19,031 millions de dollars (44,1 %) contre 20,010 millions de dollars (44,2 %) en 2022), les créances (16,052 millions de dollars (37,2 %) contre 14,098 millions de dollars (31,2 %) en 2022), et les créances diverses et intérêts à recevoir (3,303 millions de dollars (7,6 %) contre 1,604 million de dollars (3,5 %) en 2022). L'UNITAR a placé ses avoirs dans des dépôts à court et à long terme fixe, dans des obligations et dans d'autres instruments et fonds du marché monétaire. Le montant total des passifs courants s'est établi à 7,580 millions de dollars (contre 5,080 millions de dollars en 2022) et le montant total du passif à 29,733 millions de dollars (contre 21,966 millions de dollars en 2022).

32. Le tableau ci-après présente, pour 2023 et 2022, une synthèse des quatre principaux indicateurs de liquidité au 31 décembre.

<i>Indicateurs de liquidités</i>	<i>Exercice clos le 31 décembre</i>	
	2023	2022
Actifs liquides/passifs courants (ratio de liquidité générale)	5,7	8,9
Liquidités/passifs courants (ratio de liquidité immédiate)	3,1	5,8
Actifs liquides/total de l'actif	0,57	0,59
Liquidités disponibles, en équivalent-mois	5,8	8,6

33. Le ratio de liquidité générale mesure la capacité de l'UNITAR à honorer ses engagements à court terme au moyen des liquidités dont elle dispose. Le ratio de 5,7 signifie que les liquidités sont 5,7 fois supérieures au total des passifs courants et suffiraient donc à régler l'intégralité des obligations à court terme si cela se révélait nécessaire. Si l'on exclut les créances, on obtient un ratio de 3,1, contre 5,8 pour 2022.

34. Au 31 décembre 2023, les actifs liquides de l'Institut représentaient environ 57,0 % du total de ses actifs, et la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme suffisaient à couvrir pendant 5,8 mois ses dépenses, estimées en moyenne à 4,123 millions de dollars par mois, contre 8,6 mois à la fin de 2022.

35. À la date de clôture, les engagements au titre des avantages du personnel se chiffraient à 23,061 millions de dollars, dont 22,617 millions se rapportaient à des prestations définies. Le montant total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements s'établissant à 45,820 millions de dollars, ces engagements étaient couverts à 198,7 %. En outre, 35,1 % des engagements au titre des prestations définies étaient financés à hauteur de 7,935 millions de dollars, montant comptabilisé parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie et parmi les placements.

## C. Perspectives

36. En novembre 2023, à sa soixante-quatrième session, le Conseil d'administration de l'UNITAR a adopté le budget-programme révisé pour l'exercice biennal 2024-2025, qui se chiffre à 89,571 millions de dollars, à la suite d'une discussion sur la situation de l'Institut, notamment des possibilités qui se sont offertes et des difficultés rencontrées en 2023, ainsi que d'un examen du coût total du tableau d'effectifs, des autres dépenses de personnel, de l'appui aux opérations et des frais de fonctionnement institutionnels pour 2024-2025. Le budget de l'UNITAR pour 2024-2025 est supérieur de 6,259 millions de dollars (7,5 %) au budget révisé pour l'exercice biennal 2022-2023 (83,312 millions de dollars).

37. Saluant les réalisations de l'Institut depuis sa création il y a 60 ans et les efforts actuellement déployés pour faire en sorte que ses activités soient étroitement alignées sur le Programme 2030, le Conseil d'administration a également examiné les perspectives d'avenir et la nécessité de continuer d'assurer l'harmonisation avec les cadres et processus multilatéraux, notamment le Sommet sur les objectifs de développement durable, le Sommet sur l'ambition climatique de 2023 et les préparatifs du Sommet de l'avenir de 2024. Il a estimé que le cadre stratégique pour 2022-2025 remplissait sa fonction, mais a souligné que des efforts supplémentaires devaient être faits pour répondre aux besoins des bénéficiaires situés dans les pays en difficulté et qu'il serait essentiel de mobiliser un financement souple puisque les

fonds de l'UNITAR étaient préaffectés. Réfléchissant également au futur exercice de planification stratégique pour la période 2026-2029, il a souligné l'importance que revêtait l'innovation en matière de programmes et évoqué les possibilités, les incidences et les risques liés à l'intelligence artificielle et aux technologies connexes dans le secteur de la formation et de l'apprentissage, ainsi que la nécessité de continuer de s'attaquer à la fracture numérique et aux déficits de capacité qui lui étaient associés dans les pays en situation particulière.

## Chapitre V

### États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

#### I. État de la situation financière au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	4 809	9 516
Placements	20	19 031	20 010
Contributions volontaires à recevoir	7	16 052	14 098
Créances diverses	8	2 977	1 417
Transferts anticipés	9	492	361
Intérêts à recevoir	8	326	187
Autres éléments d'actif	10	7 363	6 233
<b>Total des actifs courants</b>		<b>51 050</b>	<b>51 822</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Placements	20	21 980	20 914
Contributions volontaires à recevoir	7	2 702	4 182
Créances diverses	8	7	–
Immobilisations corporelles	11	1	1
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>24 690</b>	<b>25 097</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>75 740</b>	<b>76 919</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Dettes et charges à payer	12	4 083	2 308
Autres éléments de passif	13	–	9
Encaissements par anticipation	14	2 589	2 020
Avantages du personnel	15	908	743
<b>Total des passifs courants</b>		<b>7 580</b>	<b>5 080</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Avantages du personnel	15	22 153	16 886
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>22 153</b>	<b>16 886</b>
<b>Total du passif</b>		<b>29 733</b>	<b>21 966</b>
<b>Total net de l'actif et du passif</b>		<b>46 007</b>	<b>54 953</b>
<b>Actif net</b>			
Excédents cumulés	16	46 007	54 953
<b>Total de l'actif net</b>		<b>46 007</b>	<b>54 953</b>

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**
**II. État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Note</i>	<i>2023</i>	<i>2022</i>
<b>Produits</b>			
Contributions volontaires – États Membres	17	26 461	18 372
Contributions volontaires – Autres	17	8 530	15 877
Produits de la prestation de services	18	7 189	9 066
Produits des placements	20	1 544	558
Produits divers	21	1 141	–
<b>Total des produits</b>		<b>44 865</b>	<b>43 873</b>
<b>Charges</b>			
Traitements, indemnités et prestations	19	15 216	14 092
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	19	12 491	11 326
Subventions et autres transferts	19	10 421	7 966
Voyages	19	1 858	1 092
Fournitures et accessoires	19	3 253	2 258
Amortissement d'immobilisations corporelles	11	–	2
Frais de fonctionnement divers	19	6 236	4 625
<b>Total des charges</b>		<b>49 475</b>	<b>41 361</b>
<b>(Déficit)/excédent pour l'exercice</b>		<b>(4 610)</b>	<b>2 512</b>

*Note* : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche****III. État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Actif net au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	<b>46 936</b>
<b>Variations de l'actif net</b>	
Engagements au titre des avantages du personnel : gain actuariel (note 15)	5 505
Excédent pour l'exercice	2 512
<b>Total des variations de l'actif net</b>	<b>8 017</b>
<b>Actif net au 31 décembre 2022</b>	<b>54 953</b>
<b>Variations de l'actif net</b>	
Engagements au titre des avantages du personnel : perte actuarielle (note 15)	(4 336)
Déficit pour l'exercice	(4 610)
<b>Total des variations de l'actif net</b>	<b>(8 946)</b>
<b>Actif net au 31 décembre 2023</b>	<b>46 007</b>

*Note* : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**
**IV. État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	2023	2022
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Excédent pour l'exercice		(4 610)	2 512
<i>Variations sans effet de trésorerie</i>			
Amortissement d'immobilisations corporelles	11	—	2
Amortissement de la prime d'acquisition de placements	20	219	65
Pertes/(gains) actuariel(le)s	15	(4 336)	5 505
<i>Variations de l'actif</i>			
(Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir	7	(474)	5 944
(Augmentation)/diminution des créances diverses	8	(1 567)	(116)
(Augmentation)/diminution des intérêts à recevoir	8	(139)	(77)
(Augmentation)/diminution des transferts anticipés	9	(131)	(183)
(Augmentation)/diminution des autres éléments d'actif	10	(1 130)	(2 527)
<i>Variations du passif</i>			
Augmentation/(diminution) des dettes diverses et charges à payer	12	1 775	(577)
Augmentation/(diminution) des transferts par anticipation	13	(9)	9
(Augmentation)/diminution des encaissements par anticipation	14	569	341
Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel	15	5 432	(4 655)
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	20	(1 544)	(558)
<b>Flux net de trésorerie (utilisés pour le)/provenant du fonctionnement</b>		<b>(5 945)</b>	<b>5 685</b>
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Achat de placements	20	(26 250)	(25 665)
Produits des placements	20	25 944	26 023
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	20	1 544	558
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>1 238</b>	<b>916</b>
<b>(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(4 707)</b>	<b>6 601</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	6	9 516	2 915
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice</b>	<b>6</b>	<b>4 809</b>	<b>9 516</b>

Note : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

# Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

## V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Budget rendu public <sup>a</sup>				Recettes et dépenses annuelles réelles (méthode comptable applicable au budget)	Différence entre le budget initial et le budget définitif (pourcentage)	Différence entre le budget définitif et les recettes et dépenses réelles (pourcentage) <sup>b</sup>
	Budget biennal initial	Budget biennal révisé	Budget annuel initial	Budget annuel définitif			
<b>Recettes</b>							
Contributions aux programmes	73 580	86 002	35 650	44 351	37 846	24,4	(14,7)
Contributions non préaffectées							
Contributions volontaires	450	450	225	225	358	—	59,2
Recettes diverses ou accessoires	—	—	—	—	1 405	—	>100
<b>Total des recettes</b>	<b>74 030</b>	<b>86 452</b>	<b>35 875</b>	<b>44 576</b>	<b>39 609</b>	<b>24,3</b>	<b>(11,1)</b>
<b>Dépenses</b>							
Bureau du Directeur général	5 077	5 447	2 571	3 160	2 680	22,9	(15,2)
Opérations/services d'appui	7 081	7 275	3 529	3 842	3 367	8,9	(12,4)
Programmes	60 338	70 590	29 233	36 406	42 503	24,5	16,7
<b>Total des dépenses</b>	<b>72 496</b>	<b>83 312</b>	<b>35 333</b>	<b>43 408</b>	<b>48 550</b>	<b>22,9</b>	<b>11,8</b>
<b>Total net</b>	<b>1 534</b>	<b>3 140</b>	<b>542</b>	<b>1 168</b>	<b>(8 941)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>a</sup> Les montants afférents au budget annuel équivalent à la part du budget biennal rendu public et approuvé pour 2022-2023 correspondant à l'année considérée dans les présents états financiers (voir le document intitulé Revision to the programme-budget for 2022-2023 publié sous la cote UNITAR/BT/63/3). Les écarts significatifs qui existent entre les montants inscrits au budget initial et ceux inscrits au budget définitif sont expliqués dans la note 5.

<sup>b</sup> Différence entre les dépenses et recettes réelles (établies selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget annuel définitif. Les différences supérieures à 10 % sont expliquées dans la note 5.

*Note* : Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.



**Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**  
**Notes relatives aux états financiers de 2023**

**Note 1**

**Entité présentant l'information financière**

*L'Organisation des Nations Unies et ses activités*

1. L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale fondée en 1945, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Signée le 26 juin 1945 et entrée en vigueur le 24 octobre 1945, la Charte des Nations Unies définit les principaux objectifs de l'Organisation comme suit :

- a) maintenir la paix et la sécurité internationales ;
- b) promouvoir le progrès socioéconomique et les programmes de développement au niveau international ;
- c) assurer le respect universel des droits humains ;
- d) administrer la justice internationale et veiller au respect du droit international.

2. Ces objectifs sont mis en œuvre par les quatre organes principaux de l'Organisation :

a) l'Assemblée générale, qui traite particulièrement de problèmes politiques, économiques et sociaux très divers, ainsi que des aspects financiers et administratifs de l'Organisation ;

b) le Conseil de sécurité, qui est chargé de divers aspects du maintien et de la consolidation de la paix et intervient notamment pour régler des conflits, rétablir la démocratie, favoriser le désarmement, apporter une assistance électorale, faciliter la consolidation de la paix après les conflits, mener des activités humanitaires pour assurer la survie de groupes n'ayant pas de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires et veiller à ce que les personnes responsables de graves violations du droit humanitaire international soient poursuivies en justice ;

c) le Conseil économique et social, qui a des attributions particulières en matière de développement socioéconomique et joue notamment un rôle de premier plan en encadrant l'action menée par les différentes entités des Nations Unies pour faire face aux problèmes internationaux d'ordre économique, social et sanitaire ;

d) la Cour internationale de Justice, qui est compétente pour connaître des différends entre États Membres que ceux-ci lui soumettent afin qu'elle donne un avis consultatif ou adopte une résolution ayant force obligatoire. L'Organisation a son siège à New York et des offices à Genève, à Nairobi et à Vienne, ainsi que des missions de maintien de la paix et des missions politiques, des commissions économiques, des tribunaux, des organismes de formation et des centres d'information ou autres dans le monde entier.

*Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche*

3. Les présents états financiers portent sur les opérations de l'UNITAR. L'Assemblée générale a créé l'Institut en 1963 afin d'aider l'Organisation des Nations Unies à atteindre plus efficacement ses objectifs principaux. Depuis, l'Institut est devenu non seulement un prestataire reconnu et respecté de services de formation professionnelle de cadres, mais aussi une référence dans le domaine plus vaste du renforcement des capacités, surtout pour les pays en développement. Il est régi par un conseil d'administration et dirigé par un directeur général ou une directrice générale. Le Directeur général ou la Directrice générale et les membres du Conseil

d'administration sont nommés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Directeur général ou la Directrice générale rend directement compte au Conseil économique et social, l'un des organes principaux de l'Organisation. L'UNITAR est entièrement financé au moyen de contributions volontaires versées par des États, des organisations intergouvernementales, des fondations, le secteur privé et d'autres sources non gouvernementales, ainsi que par les particuliers qui s'acquittent des frais de participation aux stages de formation.

4. L'UNITAR s'attache à renforcer les capacités des particuliers, des institutions et des organisations des pays et des autres parties prenantes du système des Nations Unies en ayant recours à des solutions d'apprentissage de haute qualité et à des services et supports de connaissances connexes pour améliorer la prise de décisions et étayer les mesures prises au niveau national en vue de relever les défis mondiaux. Il a pour fonctions principales : de répondre, par des solutions d'apprentissage de haute qualité, aux besoins de renforcement des capacités des particuliers, des organisations et des institutions ; de conseiller et de soutenir les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires en leur fournissant des services d'apprentissage, notamment fondés sur l'utilisation de la technologie ; de faciliter la mise en commun de savoirs et de données d'expérience dans le cadre de mécanismes en réseau innovants ; d'intégrer des stratégies, approches et méthodologies innovantes dans l'apprentissage et les projets et services connexes de partage des savoirs. Dans le cadre stratégique pour 2022-2025, les programmes de formation et les activités de recherche de l'UNITAR sont organisés en six grands axes thématiques : a) la paix ; b) les populations ; c) la planète ; d) la prospérité ; e) la diplomatie multilatérale ; f) l'analyse des images satellite et la recherche appliquée.

5. L'UNITAR est considéré comme une entité autonome en ce qu'aucune autre entité des Nations Unies présentant des informations financières ne le contrôle ni n'est contrôlée par lui. Ayant chacune leur propre mode de gouvernance et leurs propres procédures budgétaires, les entités des Nations Unies qui présentent des états financiers ne peuvent faire l'objet d'un contrôle commun. L'Institut n'ayant pas de participations dans des entreprises associées ou des coentreprises, les présents états financiers ne portent que sur ses activités propres.

6. L'UNITAR a son siège à Genève et bénéficie de l'appui de ses bureaux extérieurs de New York (États-Unis d'Amérique), d'Hiroshima (Japon) et de Bonn (Allemagne), et d'un bureau de projet situé à Port Harcourt (Nigéria). En outre, le Centre satellitaire des Nations Unies a loué deux locaux à usage de bureaux : le premier à Nairobi (à l'Office des Nations Unies à Nairobi), pour la période 2020-2023, et le second à Bangkok (à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) pour la même période ; le Groupe du Programme de formation au maintien de la paix a également loué des bureaux au PNUD à Addis-Abeba pour un an, et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour une durée indéterminée.

## Note 2

### Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

#### *Référentiel comptable*

7. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation, les états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des normes IPSAS. Ils ont été établis sur la base de la continuité des activités, et les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme tout au long des activités d'établissement et de présentation. Conformément aux normes IPSAS, ces états, qui donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'UNITAR, se composent comme suit :

- a) un état de la situation financière (état I) ;
- b) un état de la performance financière (état II) ;
- c) un état des variations de l'actif net (état III) ;
- d) un état des flux de trésorerie (établi suivant la méthode indirecte) (état IV) ;
- e) un état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V) ;
- f) des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives ;
- g) des éléments de comparaison pour l'ensemble des montants présentés dans les états financiers susmentionnés [points a) à d)] et, le cas échéant, pour les renseignements explicatifs et descriptifs présentés dans les notes.

#### *Continuité d'activité*

8. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'activité compte tenu du fait que le Conseil d'administration de l'Institut a approuvé le programme de travail et les prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2024-2025, de la situation nette, de la stabilité observée ces dernières années en ce qui concerne l'encaissement des contributions volontaires et du fait que l'Assemblée générale n'a pas pris la décision de mettre fin aux activités de l'Institut.

#### *Autorisation de la publication des états financiers*

9. Les états financiers sont certifiés par le Contrôleur de l'Organisation des Nations Unies et approuvés par le Directeur général de l'UNITAR. Conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023 ont été communiqués par le Directeur général au Comité des commissaires aux comptes avant le 31 mars 2024. Conformément à l'article 7.12 du même règlement, les rapports du Comité doivent être transmis à l'Assemblée générale, en même temps que les états financiers audités, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

#### *Base d'évaluation*

10. Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique, exception faite des actifs financiers, comptabilisés au coût amorti.

#### *Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière*

11. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation de l'information financière de l'UNITAR. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars.

12. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. Ce taux est très proche des taux de change au comptant en vigueur à la date de l'opération. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère ne sont pas convertis en fin d'année.

13. Le montant net des écarts de change résultant du règlement d'opérations en devises et de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la fin de l'année est comptabilisé en résultat.

*Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations*

14. L'importance relative est un principe essentiel qui régit l'établissement et la présentation des états financiers de l'Institut. Ce principe guide de manière systématique les décisions comptables relatives à la présentation, à la communication de l'information, à la totalisation, à la compensation et à l'application rétrospective ou prospective des changements de convention comptable. De façon générale, un élément est jugé important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou les décisions des utilisateurs des états financiers.

15. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS suppose de recourir à des estimations, à des appréciations et à des hypothèses concernant le choix et l'application des méthodes comptables et les montants qui sont constatés pour certains éléments d'actif et de passif, certains produits et certaines charges.

16. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'exercice durant lequel elles se produisent et de tout exercice à venir qui en subirait les effets. Les principales estimations et hypothèses susceptibles d'entraîner des ajustements significatifs dans les exercices à venir comprennent l'évaluation actuarielle des avantages du personnel, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation des actifs, le classement des instruments financiers, l'évaluation des stocks, les taux d'inflation et d'actualisation servant au calcul de la valeur actualisée des provisions, et le classement des actifs et passifs éventuels.

*Adoption de la norme IPSAS 41*

17. Le 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'UNITAR a adopté la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), publiée en août 2018. Cette norme, qui remplace la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), améliore considérablement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Les améliorations consistent en l'ajout :

- a) de règles de classification et d'évaluation des actifs financiers simplifiées ;
- b) d'un modèle prévisionnel de dépréciation ;
- c) d'un modèle flexible de comptabilité de couverture.

18. Les changements découlant de la première application de la norme prennent effet à la date susmentionnée, et il n'est donc pas nécessaire de retraiter les montants de l'exercice précédent. Par conséquent, les actifs financiers, les passifs financiers, les produits à recevoir d'opérations avec ou sans contrepartie directe et le produit des placements au 31 décembre 2022 présentés dans ces états financiers ont été comptabilisés conformément aux méthodes comptables en vigueur pour les états financiers de 2022.

*Nouveaux principes de classification et d'évaluation des actifs financiers*

19. La norme IPSAS 41 institue une méthode de classification des actifs financiers fondée sur des principes et prévoit l'utilisation de deux critères : le modèle de gestion que suit l'entité pour ses actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels relatifs à l'actif considéré. En fonction de ces critères, les actifs

financiers sont classés dans les catégories suivantes : actifs financiers évalués au coût amorti, actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette et actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

20. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les placements de l'UNITAR sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût amorti, comme prévu dans la norme IPSAS 41.

#### *Nouveau modèle de dépréciation*

21. Alors que le précédent modèle de dépréciation était basé sur les pertes subies, la norme IPSAS 41 institue un modèle prévisionnel de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues tiennent compte des défaillances possibles et de l'évolution de la qualité de crédit des actifs financiers. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette.

22. On trouvera dans le tableau ci-dessous les catégories d'évaluation prévues dans la norme IPSAS 29 et appliquées dans les états financiers de 2022 et les nouvelles catégories d'évaluation prévues par la norme IPSAS 41 et applicables aux actifs financiers de l'UNITAR à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les catégories d'évaluation des actifs et des passifs financiers de l'Institut n'ont pas été modifiées.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Catégorie d'évaluation appliquée avant l'adoption de la norme IPSAS 41</i>	<i>Valeur nette comptable au 31 décembre 2022</i>	<i>Catégorie d'évaluation prévue par la norme IPSAS 41</i>	<i>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2023</i>
<i>Actifs financiers</i>				
Placements (note 20)	Coût amorti	40 924	Coût amorti	40 924
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	Coût amorti	9 516	Coût amorti	9 516
Contributions volontaires à recevoir (note 7)	Coût amorti	18 280	Coût amorti	18 280
Créances diverses (note 8)	Coût amorti	1 604	Coût amorti	1 604

23. Le passage à la norme IPSAS 41 est sans incidence sur les actifs financiers et les créances de l'UNITAR. La valeur comptable de ces actifs et créances calculée selon la catégorie dont ils relevaient en vertu de la norme IPSAS 29, appliquée aux états financiers de 2022, demeure inchangée depuis le passage à la norme IPSAS 41 le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### *Positions officielles attendues des autorités comptables internationales*

24. Les positions officielles attendues du Conseil des normes comptables internationales du secteur public qui devraient avoir une incidence sur les états financiers de l'Institut et continuent par conséquent de faire l'objet d'un suivi concernent les éléments suivants :

a) Dans l'exposé-sondage 85, intitulé « Improvements to IPSAS, 2023 » (améliorations des normes IPSAS – 2023), le Conseil des normes IPSAS propose d'apporter des améliorations mineures aux normes IPSAS fondées sur la comptabilité d'exercice, qui découlent des publications du Conseil des normes comptables internationales ;

b) Ressources naturelles : le Conseil des normes IPSAS a approuvé l'exposé-sondage 86, intitulé « Exploration for and evaluation of mineral resources » (exploration et évaluation des ressources minérales), qui donne des orientations sur le traitement comptable des frais d'exploration et d'évaluation des ressources minérales, et l'exposé-sondage 87, intitulé « Stripping costs in the production phase of a surface mine » (frais de décapage dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert), qui viendrait modifier la norme IPSAS 12 (Stocks) et fixe des orientations sur la comptabilisation des frais d'enlèvement des déchets dans une exploitation minière à ciel ouvert. Le Conseil a approuvé des critères de comptabilisation révisés et des propositions d'évaluation initiale, conformément au Cadre conceptuel de l'information financière à usage général des entités du secteur public et aux normes IPSAS relatives aux actifs corporels ;

c) Location-financement dans le secteur public : le Conseil des normes IPSAS poursuivra l'examen des questions de location-financement propres au secteur public, notamment s'agissant des contrats de location à des conditions avantageuses, dans le cadre de son projet de norme concernant les ententes assimilables à des contrats de location. Il a décidé de mettre au point un exposé-sondage distinct regroupant des orientations indicatives sur les dernières ententes visées par la demande d'information relative aux contrats de location à des conditions avantageuses et aux autres ententes assimilables à des contrats de location. Ce nouvel exposé-sondage viendra compléter l'exposé-sondage 84, intitulé « Concessionary leases and right-of-use assets in-kind » (contrats de location à des conditions avantageuses et actifs au titre de droits d'utilisation sans contrepartie), et mettra à jour les normes IPSAS les plus récentes portant sur les produits et les charges de transfert ;

d) Le Conseil des normes IPSAS a examiné les objectifs, le champ d'application et les fondements conceptuels du projet de norme applicable au secteur public sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques. Il a mis l'accent sur les particularités du secteur public, notamment sur son objectif principal, à savoir la prestation de services, son rôle d'orientation et de réglementation et ses diverses responsabilités à différents niveaux de l'administration ;

e) Les membres du Conseil des normes IPSAS se sont mis d'accord sur un document de consultation relatif à la présentation des états financiers dans lequel serait envisagée la possibilité d'utiliser différentes méthodes de présentation dans les normes IPSAS. La diversification des méthodes de présentation se justifie par la flexibilité accrue qu'elle offrirait aux entités du secteur public, qui pourraient ainsi choisir la méthode la plus pertinente pour leurs utilisateurs.

#### *Nouvelles normes IPSAS*

25. Le Conseil des normes IPSAS a publié les normes suivantes :

a) la norme IPSAS 43 (Contrats de location), qui a été publiée en janvier 2023 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

b) la norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui a été publiée en mai 2022 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

c) la norme IPSAS 45 (Immobilisations corporelles), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

d) la norme IPSAS 46 (Évaluation), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

e) la norme IPSAS 47 (Produits), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

f) la norme IPSAS 48 (Charges de transfert), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

g) la norme IPSAS 49 (Régimes de retraite), qui a été approuvée en septembre 2023 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

26. On s'attend à ce que ces normes aient les effets suivants sur les états financiers de l'Institut, y compris ceux de la période de comparaison :

<i>Norme</i>	<i>Conséquences prévues pour la première année d'application</i>
Norme IPSAS 43	La norme IPSAS 43 (Contrats de location) a remplacé la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et vise à faire coïncider les directives avec la norme IFRS 16. Elle comporte une nouvelle définition des termes « contrat » et « contrat de location » et prescrit un modèle de comptabilisation et d'évaluation du droit d'utilisation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location de courte durée et des contrats de location d'actifs de faible valeur, qui en sont exempts. Elle donne également des orientations supplémentaires sur l'application du modèle des risques et avantages pour les bailleurs. L'Institut a l'obligation d'appliquer cette norme à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025. Ses effets sur l'année civile 2024 continueront d'être évalués avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme. L'élargissement de la définition des contrats de location devrait entraîner la comptabilisation d'un plus grand nombre d'accords contraignants comme étant des contrats de location et, par conséquent, l'augmentation du montant des passifs afférents aux contrats de location et des actifs liés aux droits d'utilisation.
Norme IPSAS 44	La norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui s'inscrit dans le prolongement de la norme IFRS 5, définit les modalités de comptabilisation des actifs détenus en vue de la vente et les modalités de présentation des activités abandonnées et de communication de l'information y relative. L'UNITAR a l'obligation d'appliquer cette norme à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025. L'Institut évaluera les effets de cette norme de façon à être prêt à l'appliquer à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2025, date fixée pour l'entrée en vigueur. Compte tenu des définitions arrêtées et du champ d'application de la norme, les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation ne devraient pas, à première vue, avoir d'incidence significative sur l'Institut ; en effet, les modifications relatives à la présentation des activités abandonnées et la communication de l'information y relative ne s'appliqueront qu'aux activités qui seront effectivement abandonnées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2025.
Norme IPSAS 45	La norme IPSAS 45 (Immobilisations corporelles) remplace la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles). Elle prévoit la comptabilisation des biens patrimoniaux, auxquels la norme 17 ne s'appliquait pas, contient des guides d'application des dispositions concernant les infrastructures et prend en compte les effets de l'évaluation des immobilisations corporelles prévue dans la norme IPSAS 46. Ses effets seront évalués avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2025, date de son entrée en vigueur.
Norme IPSAS 46	Première norme du Conseil des normes IPSAS consacrée à l'évaluation, la norme IPSAS 46 (Évaluation) est fondée sur la norme IFRS 13 (Évaluation de la juste valeur), à laquelle viennent s'ajouter des éléments propres au secteur public, notamment la base d'évaluation de la valeur opérationnelle actuelle.  Ses effets seront évalués avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2025, date de son entrée en vigueur. L'adoption de cette norme ne devrait pas inciter l'Institut à revenir sur son choix consistant à appliquer le principe comptable du coût historique aux immobilisations corporelles et incorporelles.



Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
Norme IPSAS 47	<p>La norme IPSAS 47 (Produits) remplace les trois normes suivantes relatives aux produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la norme IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe) ;</li> <li>b) la norme IPSAS 11 (Contrats de construction) ;</li> <li>c) la norme IPSAS 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)].</li> </ul> <p>Fondée sur le Cadre conceptuel de l'information financière à usage général des entités du secteur public publié par le Conseil des normes IPSAS, elle présente deux modèles comptables dont l'application est fonction de l'existence ou non d'un accord contraignant. Lorsqu'un accord contraignant existe, les produits sont comptabilisés selon la méthode énoncée dans la norme IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients). Dans le cas contraire, le modèle comptable est conforme aux principes fondamentaux de la norme IPSAS 23.</p> <p>L'application de la norme IPSAS 47 sera obligatoire à compter de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Les effets de cette norme seront évalués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, date de son entrée en vigueur.</p>
Norme IPSAS 48	<p>La norme IPSAS 48 (Charges de transfert) donne des orientations sur le traitement comptable des charges de transfert. Fondée sur le Cadre conceptuel de l'information financière à usage général des entités du secteur public, elle présente deux modèles comptables dont l'application est fonction de l'existence ou non d'un accord contraignant.</p> <p>Son application sera obligatoire à compter de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Ses effets seront évalués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, date de son entrée en vigueur.</p>
Norme IPSAS 49	<p>La norme IPSAS 49 (Régimes de retraite) cadre avec la Norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) et donne des directives concernant le traitement comptable et les rapports financiers des régimes de retraite du secteur public, dont l'objectif est de verser des pensions de retraite aux employés du secteur public et aux autres participants remplissant les conditions requises. Elle s'appliquera à tout régime de retraite qui établit des états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Elle ne couvre pas d'autres formes d'avantages sociaux comme les indemnités de fin de contrat de travail ou les régimes d'assurance maladie et de protection sociale.</p> <p>Son application sera obligatoire à compter de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Ses effets seront évalués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, date de son entrée en vigueur.</p>

### Note 3

#### Principales méthodes comptables

##### *Évaluation et classement des actifs financiers*

27. Le classement est essentiellement fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. L'Institut détermine la catégorie à laquelle appartiennent ses actifs financiers (voir ci-après) au moment de la comptabilisation initiale, puis réévalue ce classement à chaque date de clôture. Le nouveau classement découlant de la mise en application de la norme IPSAS 41 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 est présenté dans la note 2.



<i>Classement</i>	<i>Actifs financiers</i>
Coût amorti	Placements : dépôts à terme, obligations non remboursables
Coût amorti	Trésorerie, équivalents de trésorerie et créances (avec ou sans contrepartie directe)

28. Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers, et la valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de clôture, le montant net des écarts étant comptabilisé en charges ou en produits.

#### *Placements au coût amorti*

29. Les placements au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, que l'UNITAR a l'intention manifeste et la capacité de conserver pour percevoir des flux de trésorerie.

30. Les placements de l'UNITAR sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

31. Les fonds investis par l'UNITAR sont soumis à des pertes de crédit attendues pour l'exercice. Les pertes de crédit attendues pour le portefeuille de placements, évalué à sa valeur comptable, ont été calculées sur la base des taux de défaut de 2022 publiés par S&P, de l'incidence potentielle de la croissance économique future et d'autres mesures statistiques. L'Institut a décidé de ne pas comptabiliser les pertes de crédit attendues au moment de la mise en application initiale de la norme IPSAS 41, le 1<sup>er</sup> janvier 2023, car le montant net de ces pertes (estimé à 0,021 million de dollars) n'était pas significatif.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

32. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

#### *Produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe : contributions volontaires à recevoir*

33. Les contributions volontaires à recevoir représentent des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États Membres, les États non membres et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'UNITAR dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale minorée des montants considérés comme irrécouvrables, lesquels font l'objet d'une correction de valeur pour pertes. Les créances relatives aux contributions volontaires arrivant à échéance dans plus de 12 mois sont comptabilisées à la valeur actualisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les contributions volontaires à recevoir, les créances client et les créances diverses sont dépréciées sur la base du modèle des pertes de crédit attendues en fonction du type de donateur ou de client.

34. Les contributions volontaires à recevoir se distinguent des créances conventionnelles classées dans la catégorie des actifs financiers, car elles présentent les particularités suivantes :

a) Variabilité des montants : en raison du caractère volontaire de ces contributions, les montants correspondants peuvent fluctuer en fonction des financements qui seront nécessaires à la mise en œuvre des projets et des intentions des donateurs ;

b) Date d'échéance flexible : les dates d'échéance des créances relatives aux contributions volontaires à recevoir sont très adaptables et peuvent être ajustées en fonction de l'état d'avancement du projet correspondant.

35. Du fait de la variabilité des montants promis et de la flexibilité des dates annoncées, il est très difficile d'établir une estimation raisonnable de la correction de valeur pour pertes à appliquer aux contributions volontaires à recevoir. Jusqu'à présent, le montant des contributions volontaires comptabilisées en pertes a toujours été peu important par rapport à la valeur totale des contributions à recevoir. L'Institut évalue donc la correction de valeur pour pertes de ces contributions au cas par cas ; il la fixe à 100 % pour les créances non acquittées qu'il estime irrécouvrables.

#### *Produits à recevoir d'opérations avec contrepartie directe : créances diverses*

36. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens ou services fournis à d'autres entités, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple, les intérêts à recevoir et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies présentant des états financiers entrent également dans cette catégorie.

37. Les créances diverses sont regroupées par catégorie de clients présentant des caractéristiques homogènes, par exemple les mêmes habitudes de règlement des dettes. L'évolution des soldes impayés est évaluée sur plusieurs années afin de déterminer le taux de transition historique. Ce taux est réévalué à la fin de chaque exercice et appliqué au solde de l'exposition pour déterminer la correction de valeur pour pertes. L'Institut a analysé l'historique du recouvrement de cette catégorie de créances et a conclu que les comptabilisations en pertes étaient peu fréquentes. Il a évalué la correction de valeur pour pertes des créances diverses au cas par cas ; il la fixe à 100 % pour les créances non acquittées qu'il estime irrécouvrables.

#### *Transferts anticipés*

38. Les transferts anticipés correspondent à des montants transférés aux entités d'exécution ou aux partenaires de réalisation. Les avances versées sont initialement portées à l'actif, puis passées en charges lorsque les biens ont été livrés ou les services rendus par les agents d'exécution ou les partenaires de réalisation et que la réception de relevés de dépenses certifiés l'atteste, le cas échéant. Dans les cas où le partenaire n'a pas fourni les rapports financiers prévus, les directeurs de programme déterminent en connaissance de cause si des charges à payer doivent être constatées. Les montants qui doivent être remboursés sont portés au compte des créances diverses, le cas échéant, après correction de valeur pour pertes. Les transferts jusqu'à concurrence de 30 000 dollars sont considérés comme des transferts de fonds aux bénéficiaires finals et sont donc comptabilisés en charges au moment du versement.

#### *Autres éléments d'actif*

39. Les autres éléments d'actif comprennent les soldes débiteurs interfonds, les avances versées au personnel et les charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services par l'autre partie, après quoi une charge est constatée. Les soldes débiteurs interfonds dus par le PNUD sont liés à des opérations de trésorerie, de placement et de paie engagées par le Programme

pour le compte de l'UNITAR dans le cadre d'arrangements contractuels concernant la fourniture de services d'appui.

#### *Immobilisations corporelles*

40. Les immobilisations corporelles sont classées dans différentes catégories selon leur nature, leur fonction, leur durée d'utilité et la méthode d'évaluation utilisée, par exemple : véhicules ; matériel informatique et matériel de communication ; matériel et outillage ; mobilier et agencements ; biens immobiliers (terrains, bâtiments, améliorations locatives, infrastructures et immobilisations en cours de construction). Les immobilisations corporelles de l'Institut se composent actuellement de véhicules, de matériel de communication et de matériel informatique.

#### *Comptabilisation des immobilisations corporelles*

41. Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts directement imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site.

42. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif lorsque leur coût est supérieur ou égal au seuil de 5 000 dollars.

43. Pour les immobilisations corporelles acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition.

44. L'amortissement des immobilisations corporelles est opéré sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode de l'amortissement linéaire à hauteur de la valeur comptable résiduelle. L'amortissement est opéré à compter du mois durant lequel l'Institut prend le contrôle du bien au sens des Incoterms (règles internationales pour l'interprétation des termes commerciaux) jusqu'à la fin du mois qui précède le retrait du service ou la cession de l'immobilisation. Compte tenu de l'utilisation attendue des immobilisations corporelles, il est considéré que la valeur résiduelle est égale à zéro, sauf lorsqu'il est probable qu'elle sera significative. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

<i>Catégorie d'immobilisations corporelles</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Matériel informatique et matériel de communication	Entre 4 et 7 ans
Véhicules	Entre 6 et 12 ans

45. Lorsque des immobilisations corporelles intégralement amorties mais toujours en service conservent une valeur significative, le montant du cumul des amortissements et des immobilisations corporelles présenté dans les états financiers incorpore des ajustements visant à tenir compte d'une valeur résiduelle de 10 % du coût historique, établie à l'issue d'une analyse des catégories et des durées d'utilité des actifs visés.

46. Pour évaluer les immobilisations corporelles après leur comptabilisation initiale, l'Institut a choisi d'appliquer le modèle du coût plutôt que celui de la réévaluation. Les dépenses engagées après l'acquisition initiale d'un actif ne sont comptabilisées en immobilisations que s'il est probable que l'Institut bénéficiera des avantages économiques futurs ou du potentiel de service associés au bien considéré et que les dépenses ultérieures seront supérieures au seuil de comptabilisation initiale.

Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés dans les charges de l'exercice durant lequel ils sont engagés.

47. Il y a gain ou perte sur sortie ou transfert d'immobilisations corporelles lorsque les produits des cessions ou des transferts diffèrent de la valeur comptable de l'immobilisation considérée. De tels écarts sont comptabilisés en produits divers ou en charges diverses.

48. Il est procédé à des tests de dépréciation lors de l'inventaire physique annuel ou lorsque, en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Les véhicules, le matériel de communication et le matériel informatique dont la valeur nette comptable en fin de période est supérieure à 25 000 dollars font l'objet d'un test de dépréciation.

#### *Immobilisations incorporelles*

49. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré du cumul des amortissements et dépréciations. Pour les immobilisations incorporelles acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition. Le seuil d'immobilisation est fixé à 100 000 dollars pour les actifs incorporels développés en interne et à 5 000 dollars par unité pour les actifs incorporels acquis à l'extérieur.

50. Le coût des licences d'utilisation de logiciels acquises à l'extérieur est porté à l'actif en tenant compte des dépenses engagées pour acquérir et mettre en service ces logiciels. Les coûts directement associés au développement de logiciels destinés à l'Institut sont comptabilisés comme immobilisations incorporelles. Ils comprennent les charges afférentes aux membres du personnel ayant pris part au développement, les dépenses liées aux services de consultants et des frais généraux. Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité bien définie sont totalement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, le point de départ étant le mois d'acquisition ou la date à laquelle elles deviennent opérationnelles. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée des principales catégories d'immobilisations incorporelles.

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Licences et droits	Entre 2 et 6 ans (durée de la licence ou du droit)
Logiciels acquis à l'extérieur	Entre 3 et 10 ans
Logiciels développés en interne	Entre 3 et 10 ans
Droits d'auteur	Entre 3 et 10 ans
Actifs en cours de développement	Pas d'amortissement

51. Il est procédé à des tests de dépréciation annuels lorsque les immobilisations incorporelles sont en cours de développement ou lorsqu'elles ont une durée d'utilité indéfinie. Pour les autres immobilisations incorporelles, il n'est procédé à un test que si des éléments indiquant une dépréciation ont été mis en évidence.

#### *Classement des passifs financiers*

52. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie Autres passifs financiers. Ils comprennent les dettes, les avantages du personnel payables, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements, les dotations aux provisions et

autres éléments de passif tels que les soldes interfonds dus à d'autres organismes des Nations Unies publiant des états financiers. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux dont la durée est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. L'UNITAR réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ceux de ces éléments pour lesquels ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré. L'adoption de la norme IPSAS 41 est sans incidence sur le classement et l'évaluation des passifs financiers de l'UNITAR.

#### *Dettes et charges à payer*

53. Les dettes et autres charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Elles sont constatées au montant facturé minoré des remises consenties à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale, car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

#### *Encaissements par anticipation et autres éléments de passif*

54. Les encaissements par anticipation et autres éléments de passif comprennent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe, les passifs liés aux dispositifs de financement conditionnel et d'autres produits comptabilisés d'avance.

#### *Contrats de location : l'Institut est le preneur*

55. Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent à l'Institut la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement. Ils sont comptabilisés à l'actif au début du bail à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est moindre. Les loyers, nets des frais financiers, sont inscrits au passif. Les biens acquis en vertu de contrats de location-financement sont amortis conformément aux méthodes appliquées aux immobilisations corporelles. L'élément intérêts des paiements au titre de la location est comptabilisé en charges selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du bail.

56. Les contrats de location qui ne transfèrent pas à l'UNITAR la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

#### *Accords de cession de droits d'usage sans contrepartie*

57. L'UNITAR occupe des terrains et des bâtiments et utilise des infrastructures, du matériel et de l'outillage dans le cadre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie conclus essentiellement avec les gouvernements des pays hôtes pour un coût zéro ou symbolique. Ces accords sont assimilés à des contrats de location simple ou à des contrats de location-financement en fonction de leur durée et des clauses de transfert du contrôle et de résiliation dont ils sont assortis.

58. Dans le cas des contrats de location simple, un montant égal au loyer annuel de biens analogues sur le marché est comptabilisé en charges et en produits.

59. Le seuil de comptabilisation des produits et charges au titre des droits d'usage cédés sans contrepartie est une valeur locative annuelle égale à 5 000 dollars dans le cas des bâtiments, des terrains, des infrastructures, du matériel et de l'outillage.

*Avantages du personnel*

60. On entend par « personnel » les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles promulguées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

*Avantages à court terme du personnel*

61. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Ils comprennent les prestations liées à une première ou une nouvelle affectation (prime d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et avantages) et d'autres avantages à court terme (indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts et paiement des voyages au titre du congé dans les foyers) accordés, en fonction des services fournis, au personnel employé durant la période considérée. Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas encore été payés sont assimilés à des passifs courants.

62. Le voyage pour congé dans les foyers est accordé aux fonctionnaires en poste dans certains lieux d'affectation et aux personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises. Le passif comprend les frais de voyage prévus à l'occasion du prochain congé dans les foyers, ajustés en proportion du service à accomplir jusqu'à ce que le droit soit acquis. Étant donné que les demandes de prise en charge des frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers sont présentées sur des périodes relativement courtes, l'actualisation en fonction du coût du temps est sans incidence significative.

*Avantages postérieurs à l'emploi*

63. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement après la cessation de service et les pensions servies par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

*Régimes à prestations définies*

64. Les avantages suivants relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Dans un régime à prestations définies, l'UNITAR assume les risques actuariels du fait qu'il est tenu de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'exercice où elles se produisent. L'Institut a choisi de constater directement en situation nette les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. Au 31 décembre 2023, il ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

65. Les engagements au titre des régimes à prestations définies sont calculés par des actuaire indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs décaissements au moyen du taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première

catégorie ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

66. **Assurance maladie après la cessation de service.** L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux nécessaires engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies à condition de remplir certaines conditions, dont 10 ans d'affiliation à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1<sup>er</sup> juillet 2007 et cinq ans d'affiliation pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service correspondent à la valeur actualisée du subventionnement par l'Institut des primes d'assurance maladie des retraités et aux droits à prestations acquis par les fonctionnaires en activité. Leur évaluation consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de l'Institut. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, et une partie des primes des fonctionnaires en activité en est également déduite pour parvenir au montant des engagements résiduels de l'Institut, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 38/235, 1095 A (XI) et 41/209.

67. **Prestations liées au rapatriement.** À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le ou la fonctionnaire commence à travailler pour l'UNITAR et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

68. **Congés annuels accumulés.** Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. L'UNITAR comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au cours des périodes antérieures. Dans la pratique, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de la période pendant laquelle ils ont été acquis ; globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires au moment de la cessation de service, ce qui constitue le véritable passif de l'Institut. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques pour l'Institut à la cessation de service sont donc classées comme autres avantages à long terme ; en revanche, la part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois qui suivent la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même façon que les avantages postérieurs à l'emploi. Par conséquent, l'UNITAR évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime à prestations définies faisant l'objet d'évaluations actuarielles.



*Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies*

69. L'UNITAR est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

70. Le régime de la Caisse expose les organisations affiliées à celle-ci aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'UNITAR, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39. Les cotisations versées par l'Institut à la Caisse pendant l'année financière sont constatées en charges dans l'état de la performance financière.

*Indemnités de fin de contrat de travail*

71. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'UNITAR est manifestement tenu, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un(e) fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

*Autres avantages à long terme du personnel*

72. Les autres avantages à long terme désignent les prestations ou fractions de prestations qui ne sont pas dues dans les 12 mois suivant la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Il s'agit par exemple des jours de congé annuel accumulés.

**73. Indemnités prévues à l'appendice D du Règlement du personnel.** L'appendice D régit l'indemnisation en cas de maladie, de blessure ou de décès imputables à l'exercice de fonctions officielles au service de l'Organisation des Nations Unies.

*Provisions*

74. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'UNITAR a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant nécessaire pour éteindre l'obligation.



### *Passifs éventuels*

75. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés, et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de l'UNITAR, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

76. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est probable. Si la probabilité augmente, une provision est constatée l'exercice au cours duquel ce changement se produit. Si la probabilité diminue, il est fait état d'un passif éventuel dans les notes relatives aux états financiers. Il est appliqué un seuil indicatif de 10 000 dollars pour la comptabilisation des provisions de même que pour la présentation des passifs éventuels dans les notes relatives aux états financiers.

### *Actifs éventuels*

77. Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains partiellement indépendants de la volonté de l'UNITAR. Les actifs éventuels sont signalés dans les notes lorsqu'il est plus probable qu'improbable que des avantages économiques en découleront pour l'Institut.

78. Les annonces de contributions volontaires et autres donations qui ne sont pas étayées par un accord contraignant assorti de dispositions relatives à l'offre et à l'acceptation, ou qui font l'objet d'un accord qui n'a pas encore reçu acceptation, sont considérées comme des actifs éventuels à condition que la réception des fonds soit mesurable et probable pendant la période financière suivante.

### *Engagements*

79. Les engagements sont des charges futures que l'UNITAR est tenu de supporter en vertu de contrats déjà conclus à la date de clôture et auxquelles il n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (nombre de contrats d'acquisition d'immobilisations dont le montant n'est ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats portant sur des biens et services à fournir à l'Institut lors des périodes à venir, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements au titre de contrats non résiliables.

### *Produits d'opérations sans contrepartie directe : contributions volontaires*

80. Les contributions volontaires et autres transferts qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant sont comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, c'est-à-dire lorsque l'UNITAR est réputé avoir acquis le contrôle de l'actif, à moins que les fonds ne soient versés sous certaines conditions, auquel cas la comptabilisation n'intervient que lorsque ces conditions sont satisfaites. Les contributions volontaires relevant d'accords conditionnels sont immédiatement comptabilisées en produits si leur montant n'excède pas 50 000 dollars.

81. L'intégralité des montants afférents aux contributions volontaires relevant d'accords pluriannuels non assortis de conditions, aux annonces de contributions volontaires et autres donations, y compris celles faites dans le cadre d'accords

pluriannuels, est comptabilisée en produits au moment où l'accord entre en vigueur, sauf dans le cas du Programme des administrateurs auxiliaires et des activités de collecte de fonds menées par une autre partie, s'agissant par exemple des contributions de la Fondation pour les Nations Unies au Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux. Dans le cas du Programme des administrateurs auxiliaires, le produit est comptabilisé au titre de la période pendant laquelle l'administrateur ou l'administratrice auxiliaire fournit des services, et dans le cas des contributions de la Fondation pour les Nations Unies au Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, il n'est comptabilisé qu'à la réception d'une autorisation de décaissement. Les fonds inutilisés remboursés aux donateurs sont soustraits des produits.

82. Les produits reçus au titre d'arrangements interorganisations sont des fonds versés par des organismes qui confient à l'Institut le soin d'administrer des projets et des programmes pour leur compte.

83. Les contributions en nature sous forme de biens d'une valeur supérieure au seuil de comptabilisation, soit 5 000 dollars, sont comptabilisées à l'actif et en produits dès lors qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour l'UNITAR et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. L'Institut a choisi de ne pas comptabiliser les contributions en nature lorsqu'il s'agit de services ; il signale cependant dans les notes relatives aux états financiers celles dont la valeur dépasse le seuil de 20 000 dollars. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes.

84. Les dépenses d'appui aux programmes sont imputées au titre du recouvrement des coûts indirects à hauteur de 7 % sur les fonds d'affectation spéciale et autres activités financés à l'aide des contributions volontaires, de manière que les frais additionnels engagés à l'appui des activités financées par les contributions volontaires ne soient pas imputés sur les fonds non préaffectés ou sur les ressources de base de l'UNITAR. En outre, les coûts d'appui directs sont imputés au titre du recouvrement des coûts directs à hauteur de 6 % à 11 %, de manière que les frais engagés à l'appui de la mise en œuvre ne soient pas imputés sur les fonds non préaffectés ou sur les ressources de base. Conformément à la politique de recouvrement intégral des coûts approuvée par le Conseil d'administration, les dépenses d'appui aux programmes et les coûts d'appui directs sont compris dans les contributions volontaires. Les dépenses d'appui aux programmes sont exprimées en pourcentage des dépenses et les coûts d'appui directs sont exprimés en pourcentage des contributions. Ni les uns ni les autres ne sont pris en compte pour l'établissement des états financiers, ainsi qu'il est indiqué dans la note 4 (Information sectorielle).

#### *Produits d'opérations avec contrepartie directe*

85. Les opérations avec contrepartie directe sont des opérations dans le cadre desquelles l'UNITAR vend des services. Leur produit correspond à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir pour la vente des services. Il est comptabilisé dès lors qu'il peut être évalué de façon fiable, que des avantages économiques futurs en résulteront probablement et que certaines conditions ont été remplies. Les produits correspondant aux commissions et aux coûts liés aux services techniques et administratifs, aux services de formation et à d'autres services fournis à des gouvernements, à des entités des Nations Unies, à des particuliers et à d'autres partenaires sont comptabilisés une fois les services fournis. Toutefois, pour des raisons pratiques, les produits peuvent être comptabilisés peu de temps avant la fourniture des services.

### *Produits des placements*

86. Les produits des placements (intérêts créditeurs) proviennent des différents instruments financiers et sont comptabilisés *prorata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré.

### *Charges*

87. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de l'exercice considéré, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net ; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

88. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations comprennent des avantages tels que les subventions au titre de la pension et de l'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion. La rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire désignent les honoraires des consultants et des vacataires.

89. Les subventions et autres transferts comprennent les dons purs et simples et les transferts à des agents, partenaires et autres entités chargés de la réalisation. Dans le cas des dons purs et simples, une charge est constatée au moment où l'Institut acquiert une obligation légale de payer.

90. Sont incluses dans les fournitures et consommables les charges afférentes aux fournitures de bureau et consommables.

91. Sont inclus dans les frais de fonctionnement divers l'acquisition de biens et d'actifs incorporels dont la valeur est inférieure aux seuils d'immobilisation, les services d'entretien, les services collectifs de distribution, les services contractuels, les services de formation et de sécurité, les services communs, les loyers, les assurances et la correction de valeur pour pertes. Les charges diverses ont trait aux frais de représentation et aux réceptions officielles, aux pertes de change, au don et à la cession d'actifs et aux pertes sur cession d'immobilisations corporelles.

92. Des entités d'exécution et des partenaires de réalisation mènent certaines activités relatives aux programmes qui se distinguent des arrangements, notamment commerciaux, qui doivent apporter à l'UNITAR une valeur équivalente aux fonds transférés. Ce sont habituellement des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, auxquels l'UNITAR avance des fonds sur la base de projections de trésorerie. Les avances versées qui n'ont pas été dépensées au cours de l'année demeurent non soldées à la fin de l'année et sont comptabilisées dans l'état de la situation financière. Les partenaires de réalisation et les entités d'exécution communiquent à l'UNITAR des relevés de dépenses certifiés étayant l'utilisation qu'ils ont faite des ressources, sur la base desquels les charges sont comptabilisées. Dans les cas où le partenaire n'a pas fourni les rapports financiers prévus, les directeurs de programme déterminent en connaissance de cause s'il convient de constater des charges à payer ou de déprécier l'avance et soumettent un ajustement comptable. Les dépenses d'appui qui sont engagées par les partenaires de réalisation et dont le montant leur est remboursé sont portées en charges dans l'état de la performance financière. Les fonds à verser aux entités d'exécution et aux partenaires de réalisation en vertu d'accords contraignants et qui ne l'ont pas été à la

fin de la période considérée apparaissent comme des engagements dans les notes relatives aux états financiers.

#### **Note 4**

##### **Information sectorielle**

93. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources.

94. Comme le Conseil d'administration de l'UNITAR l'a précisé dans son budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023, les activités de l'Institut sont réparties en trois secteurs :

a) le Bureau du Directeur général de l'Institut regroupe les fonctions de direction, de mobilisation des ressources, de planification, de suivi et d'évaluation, de communication des informations relatives à l'exécution des programmes et d'assurance de la qualité ;

b) les programmes sont répartis entre quatre divisions thématiques et trois divisions sectorielles : i) la paix (Groupe du Programme Paix et prévention des conflits et Groupe du Programme de formation au maintien de la paix) ; ii) les populations [Groupe du Programme de développement social et bureau du projet Nigéria à Port Harcourt (Nigéria)] ; iii) la planète (Groupe du Programme de développement vert et de lutte contre les changements climatiques, Groupe du Programme de gestion des produits chimiques et des déchets et Groupe du Programme Cycles durables) ; iv) la prospérité (Groupe du Programme Finances publiques et commerce et bureau d'Hiroshima) ; v) la diplomatie multilatérale (Groupe du Programme de diplomatie multilatérale et bureau de New York) ; vi) l'analyse des images satellite et la recherche appliquée (Centre satellitaire des Nations Unies et Groupe de la mise en œuvre stratégique du Programme 2030) ; vii) les activités menées par le Groupe du Programme Maladies non transmissibles, santé numérique et renforcement des capacités ;

c) les opérations et les services d'appui concernent des fonctions d'appui essentielles dans des domaines comme l'informatique et les communications, les ressources humaines, l'administration et les achats, ainsi que le budget et les finances.

95. Les opérations intersectorielles comprennent les charges internes relatives à l'appui aux programmes et les charges relatives à l'appui direct facturées aux programmes et aux opérations conformément au paragraphe 88 de la note 3 ci-dessus. Dans le cadre du fonctionnement normal, les opérations entre secteurs sont comptabilisées sur la base du recouvrement des coûts et sont éliminées aux fins de la présentation de l'information sectorielle.

96. Les éliminations comprennent les soldes interfonds répartis entre différents secteurs qui sont supprimés lors de la consolidation des fonds de l'UNITAR, c'est-à-dire l'entité présentant les états financiers. Parmi les valeurs éliminées figurent les charges relatives aux dépenses d'appui aux programmes et les coûts d'appui direct, répartis entre les programmes et l'appui aux opérations, dont le Bureau du Directeur général. Les éliminations de l'année considérée comprennent les dépenses d'appui aux programmes, d'un montant de 3,442 millions de dollars, et les coûts directement liés aux projets, qui s'élèvent à 5,246 millions de dollars.

## État de la performance financière au 31 décembre 2023, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Bureau du Directeur général	Programmes	Opérations/ services d'appui	Éliminations	Total
<b>Produits sectoriels</b>					
Contributions volontaires	213	34 778	—	—	34 991
Produits de la prestation de services <sup>a</sup>	3 429	7 158	5 290	(8 688)	7 189
Produits des placements	600	—	944	—	1 544
Produits divers	(2)	1 157	(14)	—	1 141
<b>Total des produits</b>	<b>4 240</b>	<b>43 093</b>	<b>6 220</b>	<b>(8 688)</b>	<b>44 865</b>
<b>Charges sectorielles</b>					
Traitements, indemnités et prestations	2 108	11 120	1 988	—	15 216
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	175	11 852	464	—	12 491
Subventions et autres transferts	—	10 421	—	—	10 421
Voyages	104	1 746	8	—	1 858
Fournitures et consommables	6	3 211	36	—	3 253
Frais de fonctionnement divers	171	13 663	1 090	(8 688)	6 236
<b>Total des charges sectorielles</b>	<b>2 564</b>	<b>52 013</b>	<b>3 586</b>	<b>(8 688)</b>	<b>49 475</b>
<b>Excédent/(déficit) pour l'exercice</b>	<b>1 676</b>	<b>(8 920)</b>	<b>2 634</b>	<b>—</b>	<b>(4 610)</b>

<sup>a</sup> Pour 2023, le recouvrement des dépenses d'appui aux programmes, qui s'élève à 0,530 million de dollars, figure à la rubrique des opérations et services d'appui, afin de couvrir les coûts indirects à la charge de l'Institut.

## État de la performance financière au 31 décembre 2022, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Bureau du Directeur général	Programmes	Opérations/ services d'appui	Éliminations	Total
<b>Produits sectoriels</b>					
Contributions volontaires	351	33 862	36	—	34 249
Produits de la prestation de services <sup>a</sup>	3 662	9 074	4 680	(8 350)	9 066
Produits des placements	203	—	355	—	558
<b>Total des produits</b>	<b>4 216</b>	<b>42 936</b>	<b>5 071</b>	<b>(8 350)</b>	<b>43 873</b>
<b>Charges sectorielles</b>					
Traitements, indemnités et prestations	1 992	10 451	1 649	—	14 092
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	55	10 860	411	—	11 326
Subventions et autres transferts	—	7 966	—	—	7 966
Voyages	73	1 018	1	—	1 092
Fournitures et consommables	7	2 235	16	—	2 258
Amortissements	—	2	—	—	2

	Bureau du Directeur général	Programmes	Opérations/ services d'appui	Éliminations	Total
Frais de fonctionnement divers	(8)	11 885	1 098	(8 350)	4 625
<b>Total des charges sectorielles</b>	<b>2 119</b>	<b>44 417</b>	<b>3 175</b>	<b>(8 350)</b>	<b>41 361</b>
<b>Excédent pour l'année</b>	<b>2 097</b>	<b>(1 481)</b>	<b>1 896</b>	<b>–</b>	<b>2 512</b>

<sup>a</sup> (Après retraitement). Pour 2022, le recouvrement des dépenses d'appui aux programmes, qui s'élève à 0,797 million de dollars, figure à la rubrique des opérations et services d'appui, afin de couvrir les coûts indirects à la charge de l'Institut.

### État de la situation financière au 31 décembre 2023, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Bureau du Directeur général	Programmes	Opérations/ services d'appui	Total
<b>Actif</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	4 809	–	4 809
Placements	6 038	–	12 993	19 031
Contributions volontaires à recevoir	145	15 907	–	16 052
Créances diverses	–	2 977	–	2 977
Transferts anticipés	–	492	–	492
Intérêts à recevoir	104	–	222	326
Autres éléments d'actif	9	7 334	20	7 363
<b>Total des actifs courants</b>	<b>6 296</b>	<b>31 519</b>	<b>13 235</b>	<b>51 050</b>
<b>Actifs non courants</b>				
Placements	6 973	–	15 007	21 980
Contributions volontaires à recevoir	–	2 702	–	2 702
Autres contributions à recevoir	–	7	–	7
Immobilisations corporelles	1	–	–	1
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>6 974</b>	<b>2 709</b>	<b>15 007</b>	<b>24 690</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>13 270</b>	<b>34 228</b>	<b>28 242</b>	<b>75 740</b>
<b>Passif</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Dettes et charges à payer	7	3 698	378	4 083
Encaissements par anticipation	–	2 589	–	2 589
Avantages du personnel	130	663	115	908
<b>Total des passifs courants</b>	<b>137</b>	<b>6 950</b>	<b>493</b>	<b>7 580</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Avantages du personnel	3 164	16 189	2 800	22 153
<b>Total des passifs courants</b>	<b>3 164</b>	<b>16 189</b>	<b>2 800</b>	<b>22 153</b>
<b>Total du passif</b>	<b>3 301</b>	<b>23 139</b>	<b>3 293</b>	<b>29 733</b>
<b>Total net de l'actif et du passif</b>	<b>9 969</b>	<b>11 089</b>	<b>24 949</b>	<b>46 007</b>

	Bureau du Directeur général	Programmes	Opérations/ services d'appui	Total
<b>Actif net</b>				
Excédent cumulé	9 969	11 089	24 949	46 007
<b>Total de l'actif net</b>	<b>9 969</b>	<b>11 089</b>	<b>24 949</b>	<b>46 007</b>

### État de la situation financière au 31 décembre 2022, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Bureau du Directeur général	Programmes	Opérations/ services d'appui	Total
<b>Actif</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	9 515	1	9 516
Placements	6 294	—	13 716	20 010
Contributions volontaires à recevoir	300	13 798	—	14 098
Créances diverses	—	1 417	—	1 417
Transferts anticipés	—	361	—	361
Intérêts à recevoir	59	—	128	187
Autres éléments d'actif	1	6 198	34	6 233
<b>Total des actifs courants</b>	<b>6 654</b>	<b>31 289</b>	<b>13 879</b>	<b>51 822</b>
<b>Actifs non courants</b>				
Placements	6 578	—	14 336	20 914
Contributions volontaires à recevoir	—	4 182	—	4 182
Immobilisations corporelles	1	—	—	1
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>6 579</b>	<b>4 182</b>	<b>14 336</b>	<b>25 097</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>13 233</b>	<b>35 471</b>	<b>28 215</b>	<b>76 919</b>
<b>Passif</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Dettes et charges à payer	(28)	2 162	174	2 308
Autres éléments de passif	—	9	—	9
Encaissements par anticipation	—	2 020	—	2 020
Avantages du personnel	109	551	83	743
<b>Total des passifs courants</b>	<b>81</b>	<b>4 742</b>	<b>257</b>	<b>5 080</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Avantages du personnel	2 471	12 523	1 892	16 886
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>2 471</b>	<b>12 523</b>	<b>1 892</b>	<b>16 886</b>
<b>Total du passif</b>	<b>2 552</b>	<b>17 265</b>	<b>2 149</b>	<b>21 966</b>
<b>Total net de l'actif et du passif</b>	<b>10 681</b>	<b>18 206</b>	<b>26 066</b>	<b>54 953</b>
<b>Actif net</b>				
Excédent cumulé	10 681	18 206	26 066	54 953
<b>Total de l'actif net</b>	<b>10 681</b>	<b>18 206</b>	<b>26 066</b>	<b>54 953</b>

**Note 5****Comparaison avec le budget**

97. Ainsi qu'il ressort de l'état de la performance financière, l'UNITAR établit ses budgets selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et non selon celle de la comptabilité d'exercice intégrale prévue par les normes IPSAS. L'état V (état comparatif des montants budgétés et des montants réels) présente les écarts entre les montants inscrits au budget et les montants réels des recettes et des charges calculés sur une base comparable.

98. Le budget définitif correspond au budget-programme révisé pour un exercice biennal donné, tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration de l'UNITAR à la fin de la première année de l'exercice. Bien que le budget porte sur une période de deux ans, l'Institut le répartit en deux montants annuels aux fins de la comparaison entre les montants inscrits au budget et les montants réels des dépenses dans les états financiers annuels.

99. Les différences entre le budget initial et le budget définitif s'expliquent par le fait que certains éléments ne sont connus qu'en cours d'année, comme les prévisions définitives relatives aux contributions à recevoir au titre des dons à des fins spéciales et l'évolution des charges.

100. Les différences significatives (de plus de 10 %) entre le montant du budget initial et celui du budget définitif ainsi que les écarts significatifs (de plus de 10 %) entre les montants inscrits au budget définitif et les montants réels des produits et dépenses calculés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée sont expliqués ci-dessous.

<i>Composante</i>	<i>Explication des écarts significatifs</i>
<b>Produits</b>	
Contribution au programme	L'écart négatif de 14,7 % reflète un remboursement exceptionnel au profit d'un donateur et l'annulation de contributions volontaires à recevoir à l'appui du cadre stratégique ainsi que de contributions à recevoir d'un autre donateur.
Contributions volontaires	L'écart positif de 59,2 % reflète les contributions volontaires additionnelles reçues de pays comme le Japon et la Türkiye. La Suisse a également fourni des contributions additionnelles à l'appui des activités liées au soixantième anniversaire de l'UNITAR.
Recettes diverses ou accessoires	L'application de la méthode d'ajustement prudente à l'établissement de prévisions en ce qui concerne les marchés a conduit à exclure les produits des placements du budget définitif. Les produits effectifs reflètent un taux de rendement annuel moyen de 3,08 % pour les produits de placements.

**Charges**

Bureau du Directeur général Les dépenses ont été inférieures de 15,2 % aux prévisions en raison essentiellement du report des recrutements prévus au budget à la Division de la planification stratégique et de la performance. En outre, certaines activités d'audit (vérification des résultats, assurance et programmes) n'ont pas été effectuées en 2023.



Composante	Explication des écarts significatifs
Opérations/services d'appui	Les dépenses ont été inférieures de 12,4 % aux prévisions en raison essentiellement du report des recrutements prévus au budget au Groupe des finances et du budget, au Groupe des ressources humaines et au Groupe des achats. Certains postes n'ont été pourvus qu'à la fin de 2023 et d'autres restent vacants.
Programmes	L'écart positif de 16,7 % s'explique principalement par l'augmentation des activités du fait de la réception de fonds additionnels non prévus au budget en 2023, notamment par la Division de la paix et le Centre satellitaire des Nations Unies.

*Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie*

101. On trouvera ci-après le rapprochement des montants réels calculés sur une base comparable, qui figurent dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, et des montants réels dont il est rendu compte dans l'état des flux de trésorerie :

**Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie pour 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonctionnement	Investissement	Total
<b>Montants réels calculés sur une base comparable (état V)</b>	<b>(48 550)</b>	<b>–</b>	<b>(48 550)</b>
Différences liées à la méthode de calcul	(2 260)	–	(2 260)
Différences de présentation	44 865	1 238	46 103
<b>Flux nets de trésorerie présentés dans l'état des flux de trésorerie (état IV)</b>	<b>(5 945)</b>	<b>1 238</b>	<b>(4 707)</b>

**Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie pour 2022**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonctionnement	Investissement	Total
<b>Montants réels calculés sur une base comparable (état V)<sup>a</sup></b>	<b>(41 586)</b>	<b>–</b>	<b>(41 586)</b>
Différences liées à la méthode de calcul <sup>a</sup>	3 398	–	3 398
Différences de présentation <sup>a</sup>	43 873	916	44 789
<b>Flux nets de trésorerie présentés dans l'état des flux de trésorerie (état IV)</b>	<b>5 685</b>	<b>916</b>	<b>6 601</b>

<sup>a</sup> Les chiffres ont été retraités à des fins de clarification et d'harmonisation de la méthode d'évaluation des différences liées à la méthode de calcul et des différences de présentation.

a) Les différences liées à la méthode de calcul découlent du fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, qui diffère de la méthode de comptabilité utilisée pour dresser les états financiers conformément aux

normes IPSAS. Elles concernent les ajustements apportés aux dépenses de fonctionnement par suite de l'utilisation de la comptabilité d'exercice, l'élimination d'engagements et les flux de trésorerie nets provenant des activités de placement ;

b) Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels. Dans le premier, sont présentés les effets nets des rentrées et des décaissements et, dans le second, les dépenses réelles. Quand des produits et des charges ne sont pas présentés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, il s'agit de différences de présentation. Une autre différence résulte du fait que les montants figurant dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ne sont pas ventilés par type d'activités (fonctionnement, investissement ou financement) ;

c) Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de l'exercice comptable sur lequel portent les états financiers. L'UNITAR n'est pas concerné par de tels écarts en 2023 ;

d) Les différences relatives aux entités correspondent à des flux de trésorerie à destination ou en provenance d'organismes ou de groupes de fonds qui ne sont pas liés à l'UNITAR mais dont les comptes sont présentés dans les états financiers ou dans le budget de l'Institut. Aucune différence de ce type n'a été enregistrée en 2023.

102. Le tableau ci-après présente le rapprochement des dépenses réelles calculées sur une base comparable, telles qu'indiquées dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, et des dépenses totales dont il est rendu compte dans l'état de la performance financière.

#### Rapprochement des dépenses prévues au budget (état V) et des dépenses calculées selon les normes IPSAS (état II)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dépenses prévues au budget (état V)	48 550	41 586 <sup>a</sup>
<b>Ajustements</b>		
Élimination des engagements non réglés	(3 671)	(3 715)
Régularisation de charges	548	442
Assurance maladie après la cessation de service	999	1 085
Charges liées à des contributions en nature	3 221	2 150
Amortissement des immobilisations corporelles	—	2
Charges comptabilisées d'avance	(172)	(189) <sup>a</sup>
<b>Total des charges établies selon les normes IPSAS (état II)</b>	<b>49 475</b>	<b>41 361</b>

<sup>a</sup> Montant retraité pour corriger une erreur typographique.

**Note 6**  
**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Fonds en banque détenus par l'UNITAR	(14)	1 316
Fonds du marché monétaire	4 822	8 198
Petite caisse et encaisse de projet	1	2
<b>Total (trésorerie et équivalents de trésorerie)</b>	<b>4 809</b>	<b>9 516</b>

103. Les fonds du marché monétaire dont il est fait état dans le tableau ci-dessus correspondent à des dépôts à court terme.

**Note 7**  
**Contributions volontaires à recevoir : opérations sans contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Passifs courants	Passifs non courants	Total	Passifs courants	Passifs non courants	Total
Contributions volontaires	16 052	2 702	18 754	14 118	4 182	18 300
Correction de valeur pour pertes (contributions volontaires à recevoir)	—	—	—	20	—	20
<b>Total des contributions volontaires à recevoir</b>	<b>16 052</b>	<b>2 702</b>	<b>18 754</b>	<b>14 098</b>	<b>4 182</b>	<b>18 280</b>

104. Les sommes importantes à recevoir au titre des contributions volontaires se rapportent à un petit nombre d'accords pluriannuels conclus avec des donateurs et correspondant à des montants élevés, dont le solde est à recevoir au cours de la période allant de 2023 à 2026. Une analyse au cas par cas de tous les accords concernant des produits d'opérations sans contrepartie directe a été effectuée conformément aux critères de la norme IPSAS 23. Les créances ci-dessus comprennent un montant de 3,199 millions de dollars assujetti aux conditions générales d'accords avec des donateurs, mais ne remplissant pas les conditions nécessaires pour être comptabilisé au titre de la norme IPSAS 23. La réception de tranches de paiement de la part des donateurs conformément aux accords s'est toujours bien passée jusqu'à présent, et l'UNITAR n'a jamais, en dérogeant à des stipulations, poussé les donateurs à demander un remboursement.

105. Un examen détaillé au cas par cas des contributions volontaires à recevoir a été entrepris à la fin de 2023.

106. Conformément à la norme IPSAS 41, les créances non courantes, s'élevant à 2,702 millions de dollars, ont été actualisées et une diminution nette des produits, de 0,197 million de dollars, a été enregistrée. Les taux d'actualisation utilisés sont ceux de la Réserve fédérale (rendement des titres du Trésor à échéance constante) au 31 décembre 2023, à savoir 4,23 %, 4,01 %, 3,84 %, 3,88 % et 3,88 % pour les deuxième, troisième, cinquième, septième et dixième années, respectivement.

**Note 8****Créances diverses : opérations avec contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
<b>Opérations avec contrepartie directe</b>		
Créances sur des entités non gouvernementales	1 473	469
Créances sur d'autres entités du Secrétariat présentant des états financiers	1 289	671
Créances sur des entités gouvernementales et publiques	222	277
<b>Total partiel</b>	<b>2 984</b>	<b>1 417</b>
Intérêts à recevoir	326	187
<b>Total des créances diverses</b>	<b>3 310</b>	<b>1 604</b>

**Note 9****Transferts anticipés**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Partenaires de réalisation et agents d'exécution	492	361
<b>Total des transferts anticipés</b>	<b>492</b>	<b>361</b>

**Note 10****Autres éléments d'actif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Fournisseurs	1	3
Membres du personnel	56	48
Charges payées d'avance	173	189
Avances au PNUD	7 133	5 993
<b>Total des autres éléments d'actif</b>	<b>7 363</b>	<b>6 233</b>

107. Les avances versées au PNUD résultent des opérations de trésorerie, de placement et de paie réalisées par le PNUD au nom de l'UNITAR dans le cadre du régime contractuel de fourniture de services d'appui. Les avances ou créances impayées entre l'UNITAR et le PNUD sont réglées chaque trimestre.

**Note 11**  
**Immobilisations corporelles : 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Informatique et communications</i>	<i>Total</i>
<b>Coût au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
Sorties	—	—
<b>Coût au 31 décembre 2023</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>Cumul des amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
Sorties	—	—
Amortissement pour l'année considérée	—	—
<b>Cumul des amortissements au 31 décembre 2023</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>Valeur nette comptable</b>		
1 <sup>er</sup> janvier 2023	1	1
<b>31 décembre 2023</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

**Immobilisations corporelles : 2022**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Informatique et communications</i>	<i>Véhicules</i>	<i>Total</i>
<b>Coût au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>21</b>
Sorties	—	(10)	(10)
<b>Coût au 31 décembre 2022</b>	<b>11</b>	<b>—</b>	<b>11</b>
<b>Cumul des amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>18</b>
Sorties	—	(10)	(10)
Amortissement pour l'année considérée	—	2	2
<b>Cumul des amortissements au 31 décembre 2022</b>	<b>10</b>	<b>—</b>	<b>10</b>
<b>Valeur nette comptable</b>			
1 <sup>er</sup> janvier 2022	1	2	3
<b>31 décembre 2022</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>1</b>

108. En 2023, une reprise d'un montant de 0,0011 million de dollars sur des actifs entièrement amortis qui étaient toujours utilisés a été comptabilisée.

**Note 12**  
**Dettes et autres charges à payer**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Montants dus à des fournisseurs	3 502	1 720
Dettes envers des partenaires universitaires	—	9
Charges à payer au titre de biens et services	548	435
Autres	33	144
<b>Total des dettes et autres charges à payer</b>	<b>4 083</b>	<b>2 308</b>

**Note 13**  
**Autres éléments de passif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dépôts non affectés	—	9
<b>Total des autres éléments de passif</b>	<b>—</b>	<b>9</b>

**Note 14**  
**Encaissements par anticipation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Paiements reçus d'avance	2 589	2 020
<b>Total des encaissements par anticipation</b>	<b>2 589</b>	<b>2 020</b>

**Note 15**  
**Passifs liés aux avantages du personnel**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Passifs courants	Passifs non courants	Total	Passifs courants	Passifs non courants	Total
Assurance maladie après la cessation de service	95	19 655	19 750	101	14 906	15 007
Prestations liées au rapatriement	247	1 504	1 751	148	1 101	1 249
Congés annuels	122	994	1 116	78	879	957
<b>Total partiel (engagements au titre des prestations définies)</b>	<b>464</b>	<b>22 153</b>	<b>22 617</b>	<b>327</b>	<b>16 886</b>	<b>17 213</b>

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Passifs courants	Passifs non courants	Total	Passifs courants	Passifs non courants	Total
Congé dans les foyers	277	—	277	271	—	271
Indemnités prévues à l'appendice D du Règlement du personnel	167	—	167	145	—	145
<b>Total des passifs liés aux avantages du personnel</b>	<b>908</b>	<b>22 153</b>	<b>23 061</b>	<b>743</b>	<b>16 886</b>	<b>17 629</b>

*Avantages du personnel comptabilisés comme des régimes à prestations définies*

109. L'UNITAR offre à ses fonctionnaires et anciens fonctionnaires une assurance maladie après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement qui sont considérées, aux fins des évaluations actuarielles, comme des régimes à prestations définies. Il en va de même pour les congés annuels. Les passifs correspondants font l'objet d'une évaluation actuarielle indépendante, généralement tous les deux ans. Une évaluation actuarielle complète a été arrêtée au 31 décembre 2023, et les données se rapportant à l'évaluation complète de décembre 2021 ont également servi de base à l'évaluation arrêtée le 31 décembre 2022. Le montant cumulé des écarts actuariels comptabilisés en actif net représente une perte nette de 4,336 millions de dollars (contre un gain net de 5,505 millions de dollars en 2022), qui s'explique principalement par l'application en 2023 d'une combinaison de taux d'actualisation ayant entraîné une baisse des taux, ainsi que par l'arrivée de nouveaux participants actifs, la modification des données de recensement et d'autres ajustements liés à l'expérience ; cette perte a été compensée en partie par la légère baisse des taux tendanciels de variation des frais médicaux, les fluctuations des taux de change et les modifications des hypothèses démographiques.

110. Le régime d'assurance maladie après la cessation de service est financé selon la méthode de comptabilisation au décaissement, c'est-à-dire que les prestations sont couvertes à mesure qu'elles sont fournies aux retraités. L'augmentation des coûts tient notamment à l'évolution démographique, à l'allongement de l'espérance de vie et à la hausse du coût des soins de santé. Pour remédier à l'augmentation des coûts de l'assurance maladie, l'Institut a adopté diverses initiatives de maîtrise des coûts au fil des ans, tout en veillant à ce que les participants continuent de bénéficier d'une couverture qui réponde à leurs besoins en matière de santé. La structure des régimes d'assurance et l'examen régulier des conditions et prestations offertes par les régimes aident à maîtriser les coûts de l'assurance maladie. Pour gérer les risques inhérents au financement, l'Institut prélève tous les mois des cotisations sur la masse salariale, qu'il verse dans une réserve pour financer les engagements mis à sa charge au titre de l'assurance maladie. Des fonds provenant du produit des placements sont également mis en réserve.

**Évaluation actuarielle : hypothèses principales**

111. L'UNITAR examine et sélectionne les hypothèses et les méthodes employées par les actuaires dans l'évaluation de fin d'année pour calculer les charges et les contributions afférentes aux avantages du personnel. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul du montant des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2023 sont indiquées ci-après.

(En pourcentage)

<i>Hypothèses actuarielles</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Taux d'actualisation au 31 décembre 2023	2,02	4,92	4,93
Taux d'actualisation au 31 décembre 2022	1,99	5,20	5,12

112. Les courbes des rendements utilisées pour le calcul des taux d'actualisation applicables au dollar des États-Unis, à l'euro et au franc suisse ont été élaborées par Aon Hewitt, cabinet de conseil spécialisé dans le capital humain et la gestion. Cela est conforme à la décision prise par le Groupe de travail des normes comptables concernant l'harmonisation des hypothèses actuarielles dans l'ensemble du système des Nations Unies.

113. Le coût des prestations par personne au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service a été actualisé pour tenir compte de l'évolution récemment observée en ce qui concerne les prestations et affiliations. Il a été estimé à 0,006 million de dollars à l'âge de 65 ans (0,007 million de dollars en 2022). L'hypothèse retenue pour le taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé tient compte de l'augmentation prévue à court terme des coûts des régimes d'assurance maladie après la cessation de service et de la conjoncture économique.

114. Les hypothèses tendanciellées relatives au coût des soins de santé utilisées pour l'évaluation arrêtée au 31 décembre 2023 ont été actualisées afin de tenir compte des hausses prévues dans les années à venir. Au 31 décembre 2023, le taux d'augmentation du coût des soins de santé a été fixé à 8,00 % par an pour les régimes d'assurance maladie suisses (4,25 % en 2022), tombant progressivement à 2,35 % sur une période de quatre ans (2,55 % sur une période de six ans en 2022).

115. Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables et statistiques publiées. Les hypothèses relatives au taux de mortalité avant la retraite, à la liquidation des droits et aux départs à la retraite sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle. Conformément aux recommandations du Groupe de travail des normes comptables, on a utilisé la table de mortalité pondérée par personne fournie par Buck, société de conseil spécialisée dans les retraites et les avantages du personnel, pour calculer les hypothèses relatives à la mortalité après la retraite utilisées dans les évaluations de décembre 2022 et de décembre 2023.

### **Évaluation actuarielle : autres hypothèses**

116. Les monnaies utilisées pour calculer le taux d'actualisation et les taux tendanciels de variation des frais médicaux pour le régime d'assurance maladie après la cessation de service dans l'évaluation de fin d'année 2023 se répartissent comme suit : francs suisses (75 %), euros (13 %) et dollars (12 %) (contre 100 % de francs suisses en 2022). La combinaison de monnaies a été mise à jour en 2023 sur la base de la répartition réelle des monnaies dans lesquelles les prestations ont été versées ces dernières années.

117. Aux fins de l'évaluation des engagements au titre des prestations liées au rapatriement arrêtée au 31 décembre 2023, un taux d'inflation des frais de voyage de 2,30 % a été retenu (contre 2,40 % en 2022), conformément à la proposition du Groupe de travail de tenir compte du taux d'inflation enregistré aux États-Unis, tel qu'il ressort de l'indice des prix à la consommation établi par le Gouvernement américain.



118. Pour les engagements au titre des reliquats de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 8,1 jours pour la première année de service, à 4,1 jours pour les deuxième et troisième années, à 1,9 jour de la quatrième à la huitième année, à 1,0 jour de la neuvième à la quinzième année et de 0,4 jour à partir de la seizième année de service.

119. La duration estimée des régimes de prestations au 31 décembre 2023 est la suivante :

Régime de prestations	Duration estimée (en années)
Assurance maladie après la cessation de service	29
Prime de rapatriement	6
Congés annuels	7

### Variation, au 31 décembre 2023, des passifs liés aux avantages du personnel au titre des régimes à prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Assurance maladie après la cessation de service	Prestations liées au rapatriement	Congés annuels	Total
<b>Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>15 007</b>	<b>1 249</b>	<b>957</b>	<b>17 213</b>
Coût des services rendus au cours de la période	720	44	55	819
Coût financier	298	65	47	410
<b>Total partiel porté en charges</b>	<b>1 018</b>	<b>109</b>	<b>102</b>	<b>1 229</b>
(Gains)/pertes actuariel(le)s comptabilisé(e)s directement en actif net	3 807	393	136	4 336
Prestations effectivement versées	(82)	—	(79)	(161)
<b>Montant net des engagements au 31 décembre 2023</b>	<b>19 750</b>	<b>1 751</b>	<b>1 116</b>	<b>22 617</b>

### Variation, au 31 décembre 2022, des passifs liés aux avantages du personnel au titre des régimes à prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Assurance maladie après la cessation de service	Prestations liées au rapatriement	Congés annuels	Total
<b>Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>18 899</b>	<b>1 748</b>	<b>1 201</b>	<b>21 848</b>
Coût des services rendus au cours de la période	1 092	75	95	1 262
Coût financier	22	43	31	96
<b>Total partiel porté en charges</b>	<b>1 114</b>	<b>118</b>	<b>126</b>	<b>1 358</b>
(Gains)/pertes actuariel(le)s comptabilisé(e)s directement en actif net	(4 919)	(373)	(213)	(5 505)
Prestations effectivement versées	(87)	(244)	(157)	(488)
<b>Montant net des engagements au 31 décembre 2022</b>	<b>15 007</b>	<b>1 249</b>	<b>957</b>	<b>17 213</b>

120. Pour 2023, des pertes actuarielles de 4,336 millions de dollars ont été directement soustraites de l'actif net et un montant de 1,229 million de dollars au titre du coût des services rendus et du coût financier a été porté en charges. Les chiffres indiqués correspondent au montant estimatif des versements dus, durant l'année, aux fonctionnaires qui ont quitté leur emploi et aux retraités, montant établi sur la base des tendances observées en matière d'acquisition des droits au titre des différents régimes de prestations : assurance maladie après la cessation de service, prestations liées au rapatriement et versements en compensation de jours de congé annuel accumulés.

#### *Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux*

121. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses, dont celle relative au taux d'actualisation, demeurant constantes. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier de 0,5 point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

#### **Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux : incidence d'une variation de 0,5 point de pourcentage de l'hypothèse tendancielle relative aux dépenses de santé**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Hausse	Baisse	Hausse	Baisse
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	3 056	(2 581)	2 602	(2 178)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier	304	(245)	254	(208)

#### **Incidence du taux d'actualisation sur le montant des engagements en fin d'année**

122. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont fluctué au cours de l'exercice considéré et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous.

#### **Analyse de sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'exercice**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Au 31 décembre 2023	Assurance maladie après la cessation de service	Prestations liées au rapatriement	Congés annuels
Hausse du taux d'actualisation de 0,5 point de pourcentage <sup>a</sup>	(2 643)	(51)	(37)
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	(13)	(3)	(3)

<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Baisse du taux d'actualisation de 0,5 point de pourcentage	3 174	55	40
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	16	3	4

<sup>a</sup> Les analyses de sensibilité ci-dessus se fondent sur la modification d'une seule hypothèse, toutes autres hypothèses demeurant constantes. En pratique, il est peu probable que les autres hypothèses restent constantes, dans la mesure où les changements apportés à certaines hypothèses peuvent être corrélés.

<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Hausse du taux d'actualisation de 0,5 point de pourcentage <sup>a</sup>	(1 716)	(58)	(39)
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	(11)	(5)	(4)
Baisse du taux d'actualisation de 0,5 point de pourcentage	1 948	61	41
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	13	5	4

<sup>a</sup> Les analyses de sensibilité ci-dessus se fondent sur la modification d'une seule hypothèse, toutes autres hypothèses demeurant constantes. En pratique, il est peu probable que les autres hypothèses restent constantes, dans la mesure où les changements apportés à certaines hypothèses peuvent être corrélés.

123. L'analyse de sensibilité au coût des prestations à 65 ans est présentée ci-après.

### Analyse de sensibilité au coût des prestations : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Sensibilité au coût des prestations par personne (65 ans)</i>	<i>Engagements au titre des prestations définies au 31 décembre 2023</i>	<i>Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (scénario principal)</i>
Scénario principal (hypothèse 2023)	19 750	—
Hypothèse 2023 +1 %	19 945	195
Hypothèse 2023 -1 %	19 554	(196)

<i>Sensibilité au coût des prestations par personne (65 ans)</i>	<i>Engagements au titre des prestations définies au 31 décembre 2022</i>	<i>Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (scénario principal)</i>
Scénario principal (hypothèse 2022)	15 007	—
Hypothèse 2022 +1 %	15 157	150
Hypothèse 2022 -1 %	14 857	(150)

124. L'analyse de sensibilité à l'évolution de l'espérance de vie est résumée ci-après.

**Analyse de sensibilité à l'évolution de l'espérance de vie : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Sensibilité à l'espérance de vie</i>	<i>Engagements au titre des prestations définies au 31 décembre 2023</i>	<i>Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (scénario principal)</i>
Scénario principal (hypothèse 2023)	19 750	—
Hypothèse 2023 +1 année	20 849	1 099
Hypothèse 2023 -1 année	18 687	(1 063)

---

<i>Sensibilité à l'espérance de vie</i>	<i>Engagements au titre des prestations définies au 31 décembre 2022</i>	<i>Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (scénario principal)</i>
Scénario principal (hypothèse 2022)	15 007	—
Hypothèse 2022 +1 année	15 884	878
Hypothèse 2022 -1 année	14 161	(845)

**Données rétrospectives : montant total des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et du reliquat de congés annuels au 31 décembre**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Valeur actuelle des engagements au titre des régimes à prestations définies évaluée par les actuaires</i>	<i>2023</i>	<i>2022</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i>
Assurance maladie après la cessation de service	19 750	15 007	18 899	17 724	16 313
Prestations liées au rapatriement	1 751	1 249	1 748	1 582	1 460
Congés annuels	1 116	957	1 201	839	809
<b>Valeur actuelle des engagements au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>22 617</b>	<b>17 213</b>	<b>21 848</b>	<b>20 145</b>	<b>18 582</b>

**Obligations financées par capitalisation**

125. L'UNITAR a commencé à financer les engagements au titre des prestations définies. Le solde des engagements capitalisés au 31 décembre 2023 est présenté dans le tableau ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Part financée</i>	<i>Part non financée</i>	<i>Montant total des engagements au 31 décembre 2023</i>	<i>Part financée, en pourcentage</i>
Assurance maladie après la cessation de service	5 068	14 682	19 750	25,7
Prestations liées au rapatriement	1 751	—	1 751	100,0
Congés annuels	1 116	—	1 116	100,0
<b>Total des passifs liés aux avantages du personnel au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>7 935</b>	<b>14 682</b>	<b>22 617</b>	<b>35,1</b>

126. Le montant des engagements financés, à savoir 7,935 millions de dollars, est comptabilisé parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie et parmi les placements. Il ne peut pas être considéré comme un actif de régime au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), car les ressources ne sont pas détenues dans un fonds juridiquement distinct de l'UNITAR, qui servirait uniquement à payer ou à financer les avantages du personnel.

*Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies*

127. L'UNITAR est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

128. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'UNITAR, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par l'UNITAR à la Caisse pendant l'exercice sont constatées en charges.

129. En vertu des Statuts de la Caisse, le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Il a pour pratique de faire réaliser cette évaluation tous les deux ans. L'évaluation a essentiellement pour objectif de déterminer si les avoirs actuels et le montant estimatif des avoirs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

130. L'Institut est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour les organisations affiliées. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chacune des organisations affiliées contribue à le combler en proportion du montant total des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation.

131. La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été arrêtée au 31 décembre 2021, et l'évaluation au 31 décembre 2023 est en cours. Aux fins de l'établissement des états financiers de 2022, la Caisse a considéré que les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2021 s'appliquaient au 31 décembre 2022.

132. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a donné un taux de couverture des engagements de 117,0 % (contre 107,1 % en 2019). Si l'on fait abstraction du système d'ajustement des pensions, le taux de couverture était de 158,2 % (contre 144,4 % en 2019).

133. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des charges à payer au titre du régime. Qui plus est, la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité des charges à payer à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

134. Le montant total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle (2020, 2021 et 2022) s'élevait à 8 937,680 millions de dollars, dont 0,052 % provenant de l'UNITAR.

135. Les cotisations que l'UNITAR a versées à la Caisse en 2023 se sont élevées à 1,768 million de dollars (contre 1,731 million de dollars en 2022). En 2024, elles devraient atteindre environ 1,890 million de dollars.

136. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

137. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web ([www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)).

## Note 16

### Actif net

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
<b>Actif net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>54 953</b>	<b>46 936</b>
Engagements au titre des avantages du personnel : (pertes)/gains actuariel(le)s (note 15)	(4 336)	5 505
(Déficit)/excédent pour l'année	(4 610)	2 512
<b>Actif net au 31 décembre</b>	<b>46 007</b>	<b>54 953</b>

## Note 17

### Produits d'opérations sans contrepartie directe

#### Contributions volontaires – États Membres

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions volontaires – États Membres	26 382	18 644
Sommes remboursées à des États Membres	79	(272)
<b>Total des produits provenant de contributions volontaires – États Membres</b>	<b>26 461</b>	<b>18 372</b>

### Contributions volontaires – Autres

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions volontaires – Autres	12 441	13 906
Remboursements – Autres	(7 132)	(179)
Contributions volontaires en nature	3 221	2 150
<b>Total des produits provenant de contributions volontaires – Autres</b>	<b>8 530</b>	<b>15 877</b>

138. La hausse des contributions volontaires provenant des États Membres tient principalement à une augmentation des fonds versés par les principaux gouvernements donateurs. Les autres types de contributions volontaires ont légèrement diminué en raison de l'annulation par deux donateurs de leurs contributions en 2023. Un remboursement exceptionnel de 6,570 millions de dollars a été comptabilisé comme une réduction à la rubrique Contributions volontaires – Autres comme suite à la clôture financière du projet relatif au Partenariat pour l'élimination des maladies non transmissibles en 2023.

139. Les contributions en nature se composent d'une subvention locative d'un montant équivalant à la différence entre la valeur locative, sur le marché, des bâtiments occupés par l'UNITAR et le loyer effectivement versé (0,481 million de dollars en 2023, contre 0,452 million de dollars en 2022) ainsi que des images satellite reçues du Gouvernement des États-Unis (valeur estimée : 2,740 millions de dollars) qui ont été exploitées par le Centre satellitaire des Nations Unies.

140. Les contributions en nature sous forme de services d'assistance technique, de services d'experts et d'autres services reçus pendant l'année ne sont pas comptabilisées en produits et, par conséquent, ne sont pas prises en compte dans le tableau ci-dessus. Pour 2023, il faut ajouter les services fournis par des conseillers, des chercheurs associés et divers experts d'une valeur estimée à 1,074 million de dollars (contre 0,087 million de dollars en 2022).

141. Les contributions volontaires comptabilisées en produits en 2023 comprennent celles à venir au titre d'accords pluriannuels et des contributions en nature. Le tableau ci-après ventile ce montant selon les années de versement indiquées par les donateurs.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	États Membres	Autres
2024	7 310	7 539
2025	1 377	370
2026	317	220
2027	–	200
<b>Produits bruts provenant de contributions volontaires – États Membres et autres</b>	<b>9 004</b>	<b>8 329</b>

**Note 18****Produits de la prestation de services : opérations avec contrepartie directe**

142. Les produits de la prestation de services se composent des honoraires perçus pour toute une série de formations en présentiel et en ligne, du produit de la vente d'images satellite et des droits d'affiliation. L'UNITAR conçoit et mène des activités de recherche et de renforcement des capacités pour répondre aux besoins des particuliers, des organisations et des institutions dans différents domaines. Parmi les principales figurent les activités de formation visant à renforcer, à la demande, les capacités des représentantes et représentants et diplomates des États Membres concernant le fonctionnement des organes intergouvernementaux du système des Nations Unies et les questions en rapport avec la diplomatie multilatérale.

143. D'autres initiatives de formation ont également permis d'enregistrer des produits, notamment : les masters internationaux conjoints dans les domaines des conflits, de la paix et de la sécurité, des affaires internationales et de la diplomatie ; une formation en présentiel adaptée au public cible de l'UNITAR ; des cours payants proposés à titre individuel sous la forme de cours en présentiel, de séminaires, d'ateliers ou de cours en ligne.

144. Les produits des opérations avec contrepartie directe comprennent par ailleurs les montants facturés au titre des services d'analyse d'images satellite. Ces services sont mis à profit par les organismes des Nations Unies et différentes organisations aux fins des interventions en cas de catastrophe, des opérations humanitaires, de la sécurité humaine et du respect du droit international humanitaire et des droits humains.

145. Dans le cadre du Programme de coopération décentralisée, l'UNITAR a mis sur pied un réseau – le réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders – composé de 29 centres de formation. Ces centres sont affiliés à l'UNITAR et sont tenus de lui verser des droits d'affiliation annuels. Situés en Afrique, en Asie, en Australie, en Europe et dans la région des Amériques, ils proposent de nombreux cours à l'intention du public visé par l'Institut, l'accent étant mis sur l'aspect local.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Paiements reçus au titre de la formation	3 006	4 149
Activités du Centre satellitaire des Nations Unies	830	2 342
Droits d'affiliation versés par les centres de formation	821	698
Produits divers	2 532	1 877
<b>Total des produits de la prestation de services</b>	<b>7 189</b>	<b>9 066</b>

**Note 19****Charges***Traitements, indemnités et prestations*

146. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations



comprennent des avantages tels que les subventions au titre de la pension et de l'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Traitements	7 094	7 110
Indemnités et autres prestations	4 655	4 027
Indemnité de poste	3 467	2 955
<b>Total des traitements, indemnités et autres prestations</b>	<b>15 216</b>	<b>14 092</b>

*Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire*

147. Par rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, on entend les honoraires des consultants, la rémunération des sous-traitants et des experts ainsi que les émoluments et indemnités des personnes qui ne sont pas des fonctionnaires de l'UNITAR.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Honoraires des consultants et allocation versée aux stagiaires et aux personnes en cours de formation	12 491	11 326
<b>Total de la rémunération et des indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire</b>	<b>12 491</b>	<b>11 326</b>

*Subventions et autres transferts*

148. Les subventions et autres transferts comprennent les dons purs et simples et les transferts à des organismes, partenaires et autres entités chargés de l'exécution, ainsi que les projets à effet rapide.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Services contractuels	5 328	2 637
Dons purs et simples	870	1 822
Traitements et dépenses de personnel	1 312	1 105
Voyages	2 197	2 119
Fournitures, produits de base et matériaux	108	109
Dépenses d'appui aux programmes	403	11
Dépenses de fonctionnement	—	65
Matériel, véhicules et mobilier	203	98
<b>Total des subventions et autres transferts</b>	<b>10 421</b>	<b>7 966</b>

149. En 2023, des subventions individuelles d'un montant inférieur ou égal à 30 000 dollars, représentant au total 0,448 million de dollars (contre 0,259 million de dollars en 2022), ont été versées aux partenaires d'exécution et passées directement en charges, conformément à la méthode comptable de l'ONU sur les transferts anticipés aux partenaires d'exécution.

### *Voyages*

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Voyages du personnel, des consultants et du personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire	1 858	1 092
<b>Total des frais de voyage</b>	<b>1 858</b>	<b>1 092</b>

### *Fournitures et consommables*

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Images satellite opérationnelles (en nature)	2 741	1 699
Acquisition de matériel et de fournitures de bureau	309	311
Cartes opérationnelles	144	136
Autres fournitures	59	112
<b>Total des fournitures et consommables</b>	<b>3 253</b>	<b>2 258</b>

### *Frais de fonctionnement divers*

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Formation	2 654	1 031
Loyers : bureaux et locaux	1 403	1 266
Services contractuels	776	601
Services de communication	631	629
Contributions en nature constatées en charges : locaux	481	452
Droits administratifs communs	55	114
Charges diverses	225	184
Papeterie et fournitures de bureau	30	27
Services d'expédition et de fret	1	32
Pertes de change nettes	—	269
Correction de valeur pour pertes	(20)	20
<b>Total des frais de fonctionnement divers</b>	<b>6 236</b>	<b>4 625</b>

**Note 20**

**Instruments financiers et gestion du risque financier**

*Instruments financiers*

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	31 décembre 2023	31 décembre 2022
<b>Actifs financiers</b>			
<b>Coût amorti</b>			
Obligations sans amortissement		39 011	38 924
Obligations remboursables par anticipation		2 000	2 000
<b>Total partiel des placements</b>		<b>41 011</b>	<b>40 924</b>
<b>Trésorerie, équivalents de trésorerie et créances au coût amorti</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie : gestion interne	6	(13)	1 318
Trésorerie et équivalents de trésorerie : certificats de dépôt et effets de commerce	6	4 822	8 198
<b>Total partiel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>4 809</b>	<b>9 516</b>
Contributions volontaires à recevoir	7	18 754	18 280
Créances diverses et intérêts à recevoir	8	3 310	1 604
Autres éléments d'actif (à l'exclusion des avances consenties aux fonctionnaires et des charges payées d'avance)	10	1	3
<b>Total des actifs financiers (coût amorti)</b>		<b>22 065</b>	<b>19 887</b>
<b>Total des actifs financiers (valeur comptable)</b>		<b>67 885</b>	<b>70 327</b>
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>			
Dettes et charges à payer	12	4 083	2 308
<b>Total des passifs financiers (valeur comptable)</b>		<b>4 083</b>	<b>2 308</b>
<b>Produits et charges nets liés aux actifs financiers</b>			
Intérêts créditeurs sur des dépôts à terme et des comptes bancaires		307	182
Intérêts créditeurs sur des obligations sans amortissement		921	469
Produit amorti des obligations sans amortissement		316	(93)
<b>Total des produits nets provenant des actifs financiers</b>		<b>1 544</b>	<b>558</b>

*Variation des placements non classés comme trésorerie et équivalents de trésorerie : dépôts à terme*

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	40 924	41 347
Achat de placements	26 250	25 665
Vente de placements	(25 944)	(26 023)
Amortissement	(219)	(65)
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>41 011</b>	<b>40 924</b>

*Gestion du risque financier : aperçu général*

150. L'UNITAR est exposé aux risques financiers suivants :

- a) risque de crédit ;
- b) risque de liquidité ;
- c) risque de marché.

151. On trouvera dans la présente note des informations sur chacun de ces risques, sur les objectifs, les principes et les procédures de l'UNITAR relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques, et sur la gestion du capital.

*Dispositif de gestion des risques*

152. Le PNUD administre les activités de placement de l'UNITAR dans le cadre d'un accord de prestations de services, en vertu duquel il applique ses directives pour la gestion des placements et son dispositif de gouvernance dans l'intérêt de l'Institut. Les placements sont enregistrés au nom de l'UNITAR et les titres négociables sont détenus par un dépositaire nommé par le PNUD.

153. Les principaux objectifs des directives pour la gestion des placements sont, par ordre d'importance, d'assurer :

- a) la sécurité : il s'agit de préserver le capital, en investissant dans des titres à revenu fixe provenant d'émetteurs dont la qualité de crédit est très satisfaisante ;
- b) des liquidités : il s'agit de donner la latitude nécessaire pour faire face aux besoins de trésorerie, en investissant dans des titres à revenu fixe facilement négociables et en échelonnant comme il convient les échéances des placements ;
- c) des revenus : il s'agit d'optimiser le produit des placements en assurant la sécurité et les liquidités susvisées ;
- d) des investissements socialement responsables, sélectionnés par élimination parmi ceux qu'offre le prestataire désigné.

154. Composé de membres de l'équipe dirigeante, le Comité des placements du PNUD se réunit tous les trimestres pour examiner la performance du portefeuille et s'assurer que les décisions relatives aux placements ont été prises conformément aux directives établies. Le PNUD présente à l'UNITAR des rapports mensuels détaillés sur le rendement des placements, qui indiquent la composition et la performance du portefeuille.

155. L'UNITAR gère les risques dans le respect des directives du PNUD pour la gestion des placements. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci. L'UNITAR n'a pas décelé de concentration des risques liés à ses instruments financiers en dehors de ceux dont il est fait état. Aucun changement important n'a été apporté en 2023 au dispositif de gestion des risques, lequel est intégré dans l'accord de prestation de services conclu avec le PNUD en 2015.

156. Le capital que l'UNITAR est appelé à gérer correspond à l'ensemble de ses actifs nets. L'Institut a pour but de préserver son aptitude à poursuivre son activité, à financer ses opérations et à atteindre les objectifs prescrits. Il gère son capital en tenant compte de la situation économique mondiale, des risques auxquels ses éléments d'actif sont exposés et de ses besoins actuels et futurs en fonds de roulement.

### *Risque de crédit*

157. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés. L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers, nette de toute dépréciation.

### *Gestion du risque de crédit*

158. L'UNITAR est exposé à un risque de crédit sur les soldes de ses actifs financiers, principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers et les créances (opérations avec ou sans contrepartie).

159. En ce qui concerne les instruments financiers, les directives du PNUD pour la gestion des placements limitent le risque de crédit associé à une même contrepartie et prévoient des exigences minimales de solvabilité. Les stratégies d'atténuation du risque de crédit proposées énoncent des critères prudents de solvabilité minimale pour tous les émetteurs en fixant des limites relatives aux échéances et aux contreparties en fonction de la qualité du crédit. Les directives pour la gestion des placements prescrivent de suivre en permanence la notation des émetteurs et contreparties. Seuls sont autorisés les placements dans des instruments à revenu fixe d'entités souveraines, supranationales, publiques ou fédérales et de banques.

160. Le PNUD administre les opérations de placements de l'UNITAR ; en temps ordinaire, les services de l'UNITAR ne sont pas autorisés à procéder à des placements.

161. L'évaluation du risque de crédit des instruments financiers repose sur les notes de crédit attribuées par les trois principales agences de notation (Moody's, S&P Global Ratings et Fitch). Au 31 décembre 2023, l'Institut n'avait investi que dans des instruments financiers de qualité, comme l'indique le tableau ci-dessous (présenté selon les conventions de notation de S&P Global Ratings).

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>AAA</i>	<i>AA+</i>	<i>AA</i>	<i>AA-</i>	<i>A</i>	<i>A-</i>	<i>Total</i>
Instruments du marché monétaire	–	1 978	991	–	–	–	2 969
Obligations	20 451	5 466	6 592	914	1 469	3 150	38 042
<b>Total</b>	<b>20 451</b>	<b>7 444</b>	<b>7 583</b>	<b>914</b>	<b>1 469</b>	<b>3 150</b>	<b>41 011</b>

### *Risque de crédit : contributions à recevoir et créances diverses*

162. Une bonne partie des créances est due par des entités qui ne présentent pas de risque de crédit important. À la date de clôture, les créances de l'UNITAR n'étaient adossées à aucune garantie. L'Institut évalue la correction de valeur pour pertes sur créances à la date de clôture. Il constitue une provision si des informations objectives montrent qu'il ne recouvrera pas la totalité des sommes dues. Pour 2023, la correction de valeur pour pertes sur créances qui avait été comptabilisée pendant l'exercice a fait l'objet d'une reprise après confirmation du donateur concerné.

163. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'a été comptabilisée pour les créances de l'UNITAR, qui proviennent principalement de contributions volontaires. Les comptabilisations en pertes sont peu fréquentes et leur montant non significatif. Tous les soldes des contributions volontaires à recevoir sont

validés auprès des donateurs à la fin de l'exercice et réduits par ajustement comptable si, après confirmation du donateur, le solde doit être réduit ou annulé.

### Ancienneté des créances

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Montant brut à recevoir	Dépréciation	Montant brut à recevoir	Dépréciation
Créances non échues et non dépréciées	17 136	—	16 653	20
Moins d'un an	4 327	—	3 054	—
Un à deux ans	276	—	10	—
<b>Total</b>	<b>21 738</b>	<b>—</b>	<b>19 717</b>	<b>20</b>

### Risque de crédit : trésorerie et équivalents de trésorerie

164. Au 31 décembre 2023, l'UNITAR était exposé à un risque de crédit portant sur les 4,809 millions de dollars qu'il détenait sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

### Risque de liquidité

165. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que l'UNITAR ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. L'Institut s'attache à gérer ses liquidités de façon à disposer en permanence des sommes dont il a besoin pour régler les engagements qui deviennent exigibles, aussi bien dans le cours normal de son activité qu'en situation de crise, sans essuyer de pertes inacceptables ni risquer de porter atteinte à sa réputation.

166. Le Règlement financier et les règles de gestion financière imposent de n'engager les dépenses qu'après réception des fonds promis par les donateurs, ce qui réduit considérablement le risque de liquidité auquel l'UNITAR est exposé en ce qui concerne les contributions, celles-ci constituant un flux de trésorerie plutôt stable. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'à condition de respecter certains critères de gestion des risques relatifs aux montants à recevoir.

167. Le PNUD établit, pour le compte de l'UNITAR, des prévisions de trésorerie et suit les prévisions glissantes relatives aux besoins de liquidités de façon à pouvoir couvrir les besoins opérationnels de l'Institut. Il est procédé aux placements en prenant dûment en considération les besoins de trésorerie liés au fonctionnement, qui reposent sur les prévisions de trésorerie. L'UNITAR prend une grande partie de ses positions dans des équivalents de trésorerie et des placements à court terme suffisants pour couvrir ses engagements à mesure que ceux-ci deviennent exigibles.

### Risque de liquidité : passifs financiers

168. L'exposition au risque de liquidité tient au fait que l'entité peut avoir du mal à honorer ses engagements financiers. Pareille situation est très improbable du fait que l'Institut dispose de créances, de liquidités et de placements et que les procédures et politiques internes lui donnent la garantie de disposer des ressources dont il aura besoin pour honorer ses engagements financiers. À la date de clôture, l'UNITAR n'avait pas consenti de nantissement en garantie de ses passifs ou passifs éventuels et aucune tierce partie n'avait consenti de remise de dette.

**Échéances des premiers passifs financiers devenant exigibles, au 31 décembre 2023, sans actualisation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>À la demande</i>	<i>Dans les 3 mois</i>	<i>3 à 12 mois</i>	<i>Plus d'un an</i>	<i>Total</i>
Dettes et charges à payer	–	4 083	–	–	4 083
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>–</b>	<b>4 083</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>4 083</b>

*Risque de marché*

169. Le risque de marché correspond au risque que des fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours des valeurs, par exemple, aient une incidence sur les recettes de l'UNITAR ou sur la valeur de ses actifs et passifs financiers. La gestion des risques de marché consiste à gérer et à maîtriser l'exposition aux risques selon certains paramètres tout en optimisant la situation budgétaire de l'Institut.

*Risque de change*

170. On entend par risque de change le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent au gré des variations des taux de change. L'UNITAR effectue des opérations dans des monnaies autres que la monnaie de fonctionnement et a des éléments d'actif et de passif également dans d'autres monnaies, ce qui l'expose à un risque limité de change. Les directives pour la gestion des placements imposent à l'Institut de gérer son exposition au risque de change. Les fonds en caisse de l'UNITAR étant principalement libellés en dollars des États-Unis, le risque de change est limité, et si l'on ajoute le fait que les autres instruments financiers sont exposés à un risque peu élevé, l'Institut considère que son exposition est faible.

*Risque de taux d'intérêt*

171. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l'effet de variations des taux d'intérêt. En règle générale, la valeur d'un titre à taux fixe diminue à mesure que le taux d'intérêt augmente, et inversement. Le risque de taux est habituellement mesuré en fonction de la duration, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la duration est longue, plus le risque de taux est élevé.

*Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur*

172. Pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances et les dettes, on considère que la valeur comptable équivaut à la juste valeur.

**Note 21**

**Produits divers**

173. Pour 2023, les produits divers représentent un total de 1,141 million de dollars (il n'y avait pas de produits divers en 2022). Ce montant comprend des gains de change nets de 1,167 million de dollars et une moins-value réalisée nette de 0,026 million de dollars.

**Note 22****Parties liées***Gouvernance de l'UNITAR*

174. Depuis le 31 décembre 2023, l'UNITAR est régi par un conseil d'administration composé de 14 administrateurs, y compris le Président ou la Présidente, qui sont nommés par le Secrétaire général de l'ONU en consultation avec la présidence de l'Assemblée générale et celle du Conseil économique et social. Les administrateurs ne sont pas rémunérés par l'Institut.

175. Les membres du Conseil d'administration ne sont pas considérés comme principaux dirigeants de l'UNITAR au sens des normes IPSAS. Le Conseil d'administration définit les principes et les politiques générales qui régissent les activités et les opérations de l'Institut. Bien qu'assurant la supervision de l'Institut, il n'a pas pour mandat d'en planifier, d'en diriger et d'en contrôler les activités. Il approuve le programme de travail proposé par le Directeur général ou la Directrice générale et les membres de la direction, adopte le budget, examine la structure et la composition de l'effectif, et exerce d'autres fonctions statutaires, notamment l'examen des modes de financement en vue d'assurer l'efficacité et la continuité des opérations et le maintien de l'autonomie de l'Institut dans le système des Nations Unies.

176. L'UNITAR prend en charge les frais de voyage et les indemnités de subsistance des administrateurs ainsi que les dépenses qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.

*Principaux dirigeants*

177. Les principaux dirigeants sont ceux qui ont le pouvoir et le devoir de planifier, diriger et contrôler les activités de l'UNITAR, à savoir le Directeur général ou la Directrice générale, qui a rang de sous-secrétaire général(e), et les administrateurs généraux chargés des composantes et des opérations du programme, tous à la classe D-1.

178. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste, diverses primes et indemnités ainsi que la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie.

179. La masse de la rémunération perçue par les principaux dirigeants, qui sont au nombre de 10, s'élève à 3,216 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (3,008 millions de dollars pour 10 personnes en 2022) ; les versements sont conformes au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, aux barèmes des traitements en vigueur et à d'autres textes rendus publics.

180. Aucun membre de la famille proche des principaux dirigeants n'a été employé à un poste de direction par l'UNITAR. Les avances accordées aux principaux dirigeants au titre de prestations le sont conformément au Statut et au Règlement du personnel et tous les fonctionnaires de l'Institut peuvent bénéficier de telles avances.

*Programme des Nations Unies pour le développement*

181. En 2023, l'Institut a passé trois accords de prestation de services avec le PNUD, aux termes desquels celui-ci s'est engagé, sur la base du recouvrement des coûts, à assurer la gestion courante de la trésorerie et des activités de trésorerie et de placement de l'UNITAR, ainsi que des services de paie, au moyen de son progiciel de gestion intégré, Quantum. Ces opérations correspondent à des relations de travail normales entre les entités et sont effectuées aux prix et conditions de concurrence normalement applicables. Les trois accords ont continué de s'appliquer en 2023.



*Système des Nations Unies*

182. L'UNITAR participe à des initiatives faisant intervenir d'autres entités du système des Nations Unies, notamment l'exécution de programmes conjoints et la conclusion d'accords relatifs aux services communs. Dans le cadre des dispositifs de financement commun, les entités des Nations Unies collaborent à l'exécution d'activités et à l'obtention de résultats.

183. En tant qu'organisme des Nations Unies, l'UNITAR effectue des opérations et entretient des relations avec d'autres entités du système. Selon la norme IPSAS 20 (Information relative aux parties liées), l'Institut n'est pas tenu de communiquer dans ses états financiers des informations sur les opérations effectuées avec d'autres entités du système des Nations Unies, ces opérations étant conformes aux relations opérationnelles normales entre les entités et étant exécutées à des termes et conditions normaux pour de telles opérations dans de telles circonstances.

*Réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders*

184. Le réseau mondial des centres internationaux de formation des autorités et leaders comprend 29 centres. Situés en Asie, en Afrique, en Australie, en Europe et dans les Amériques, ils proposent des formations innovantes partout dans le monde et constituent une plateforme d'échange de connaissances entre les responsables des administrations publiques, le secteur privé et la société civile.

185. Les centres affiliés au réseau mondial sont créés par des accords de partenariat entre l'UNITAR et un partenaire local, lequel fournit les ressources humaines et financières nécessaires au fonctionnement autonome et au contrôle local. L'Institut n'intervient dans leur fonctionnement que pour formuler des orientations pédagogiques, prêter appui et conseil concernant le contenu des formations, assurer le suivi et l'évaluation, et veiller à l'assurance de la qualité. Il n'est pas associé à la gouvernance du réseau et n'assure la coordination qu'à l'occasion d'appels mensuels entre les membres de la direction et la présidence du réseau et de l'organisation d'une réunion annuelle du comité des directeurs du réseau tenue sous les auspices du Directeur général ou de la Directrice générale de l'Institut. Les centres ne peuvent se servir du nom et de l'emblème de l'UNITAR que pour les activités définies et exécutées conjointement avec l'Institut.

186. Les centres de formation versent annuellement à l'Institut des droits d'affiliation dont le montant est fixé par l'accord de partenariat ou par une décision du Directeur général ou de la Directrice générale, conformément à la politique en vigueur en la matière. L'UNITAR ne finance pas les activités de ces centres ni ne participe aux profits ou aux pertes qui en découlent. Le montant des droits versés, qui se chiffre à 0,512 million de dollars (0,698 million de dollars en 2022), est comptabilisé en produits des opérations avec contrepartie directe.

**Note 23**

**Contrats de location et engagements**

*Contrats de location-financement*

187. L'UNITAR n'est partie à aucun contrat de location-financement, que ce soit en tant que bailleur ou preneur à bail.

*Contrats de location simples et engagements*

188. L'UNITAR est partie à deux contrats de location simple : un pour ses locaux de Genève et un pour son bureau de New York. À Genève, il s'agit d'un bail pour des espaces de bureaux, qui est conclu pour une période de trois ans (du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2023) avec l'Organisation météorologique mondiale et est reconduit

tacitement par périodes d'un an. En 2023, les loyers versés s'élevaient à 950 000 francs suisses, ce qui donne un montant de 0,957 million de dollars après application du taux de change moyen pour 2023. Par ailleurs, le Groupe des opérations satellitaires a loué deux locaux à usage de bureaux : le premier à Nairobi (à l'Office des Nations Unies à Nairobi), pour la période 2020-2027, et le second à Bangkok (à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) pour la période 2020-2023 ; le Groupe du Programme de formation au maintien de la paix a loué des bureaux au PNUD à Addis-Abeba et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 1<sup>er</sup> novembre 2023 au 31 octobre 2024 ; l'UNITAR utilise des espaces de bureaux pour le programme Cycles durables et le Programme de formation au maintien de la paix dans les locaux des Nations Unies à Bonn et s'acquitte du coût des services communs afférents à ces espaces dans le respect des modalités prévues dans le mémorandum d'accord signé.

189. Le montant total des loyers comptabilisés en charges pour 2023 s'est élevé à 1,390 million de dollars (contre 1,718 million de dollars en 2022), dont 0,480 million de dollars (contre 0,452 million en 2022) au titre de la subvention locative et d'arrangements en nature, un montant correspondant étant comptabilisé en produits divers. Les montants des futurs paiements minimaux exigibles au titre de contrats de location non résiliables sont indiqués ci-après.

### Engagements au titre des contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Échéance inférieure à un an	1 331	1 299
Échéance comprise entre un et cinq ans	335	560
Échéance supérieure à cinq ans	—	—
<b>Total des engagements locatifs minimaux (non actualisés)</b>	<b>1 666</b>	<b>1 859</b>

190. Les divers contrats de location simple des photocopieurs des locaux de l'UNITAR à Genève entrent pour la plupart dans le cadre des accords généraux d'approvisionnement à long terme. Les montants représentent les engagements à venir pour la durée minimale de location, compte tenu des augmentations annuelles prévues dans ces contrats. Aucun contrat n'est assorti d'une option d'achat.

191. À la date de clôture, le montant des engagements contractuels en cours au titre des biens et services pour lesquels des accords ont été conclus mais qui n'ont pas encore été fournis s'élevait à 0,789 million de dollars (contre 0,297 million en 2022).

192. À la date de clôture, le montant des fonds transférés à des partenaires d'exécution en application des accords conclus s'élevait à 1,092 million de dollars (contre 0,320 million en 2022).

### Note 24

#### Passifs éventuels et actifs éventuels

193. Dans le cours normal de son activité, l'UNITAR peut être partie à des litiges, pouvant être classés dans deux catégories : les litiges d'ordre commercial et les litiges d'ordre administratif.

194. Comme prescrit par les normes IPSAS, il est fait état d'un passif éventuel pour les litiges non réglés lorsque la probabilité d'une obligation est incertaine et que le montant de l'obligation ne peut pas être évalué avec une fiabilité suffisante. Au 31 décembre 2023, les passifs éventuels étaient estimés à 0,150 million de dollars (contre 0,012 million de dollars en 2022).

195. Conformément à la norme IPSAS 19 (Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels), l'UNITAR fait état d'un actif éventuel lorsque survient un événement dont il est probable qu'il entraîne une rentrée de fonds représentative d'avantages économiques ou de potentiel de service et que la probabilité d'une telle rentrée peut être évaluée avec une fiabilité suffisante. À la date de clôture, un gouvernement donateur s'était engagé à verser des contributions volontaires aux programmes de l'UNITAR. Au 31 décembre 2023, les actifs éventuels étaient estimés à 4,603 millions de dollars (il n'y avait pas d'actif éventuel en 2022).

#### **Note 25**

##### **Événements postérieurs à la date de clôture**

196. Le 23 février 2024, le Directeur général de l'UNITAR a approuvé la clôture des projets financés par un donateur pour lesquels des contributions volontaires à recevoir se chiffrant à 0,440 million de dollars, au titre d'accords signés en 2021, ont été annulées. Conformément à la norme IPSAS 14, cet événement a été traité comme un événement donnant lieu à un ajustement après la date de clôture du 31 décembre 2023, et un ajustement de 0,440 million de dollars a été apporté aux soldes des contributions volontaires à recevoir et des produits présentés dans les états financiers.

